

# Travail social en service public territorial

## Dossier documentaire

Mai 2019



SOLIDARITÉ, COHÉSION  
SOCIALE ET ENFANCE

---

ITINÉRAIRE

---

Travailleur.se social.e  
en service public  
territorial

---

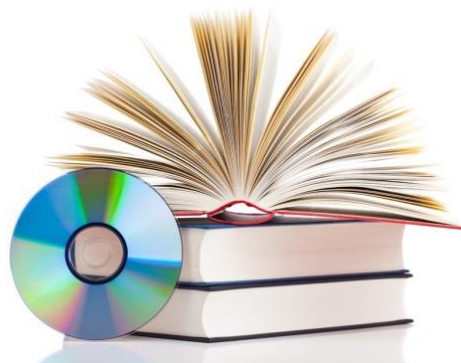
*Dossier suivi par*

**Amandine ROBIN**, Responsable du pôle de compétences des Politiques sociales, INSET d'Angers  
**Nathalie ROBICHON**, Responsable du service des Pôles de l'INSET d'Angers  
**Bérangère GUILLET**, Documentaliste au centre de ressources documentaires de l'INSET d'Angers

# SE DOCUMENTER

## Préambule

1. Introduction : Un plan national en faveur du travail social et du développement social
2. Compréhension de l'environnement
  - A / Évolution de la demande sociale, et impacts sur les pratiques et modes d'intervention
  - B / Vers une évolution des modes de faire et d'organisation : Impact sur le travail social
  - C / Approche de la fragilité et de la vulnérabilité des publics
3. Posture professionnelle
  - A/ Responsabilités, éthique et déontologie en travail social
  - B/ Relation à l'altérité : une dimension de l'accompagnement social
  - C/ Le travail en partenariat au service de l'accompagnement social
  - D / Le travail social à l'épreuve de la violence
  - E / Le travail en équipe pluridisciplinaire au service de l'accompagnement social
  - F / Élaboration du projet individuel dans l'accompagnement social
4. Pratiques professionnelles individuelles
  - A/ L'accompagnement social par la promotion des potentiels
  - B/ Le travailleur social : l'accès aux droits et aux services en travail
5. Pratiques professionnelles collectives
  - A / L'intervention sociale d'intérêt collectif : enjeux et méthodes
  - B / Co-construction avec les usagers dans le champ des politiques sociales : de l'intention à l'action
  - C / De l'analyse des besoins sociaux au projet social de territoire
6. Autres ressources utiles
  - Sites
  - Vidéo



# Préambule

---

Le constat est aujourd'hui, et depuis déjà quelques années, partagé par les acteurs du champ social : le travail social subit une crise protéiforme. Même si cette crise est ancienne, elle s'exprime très fortement aujourd'hui sur le terrain, notamment en raison des évolutions sociétales qui ont profondément modifié le contexte des politiques publiques et sociales et de la complexification des modalités d'interventions.

Ce constat de crise, partagé dans le cadre de la démarche de refondation du travail social engagée au niveau national depuis 2013 à travers les **Etats Généraux du Travail Social (EGTS)**, a permis d'inscrire à l'agenda politique de 2015 de nouveaux enjeux pour le travail social.

Cette démarche a donné lieu à la présentation d'un **plan national en faveur du travail social et du développement social** en Conseil des Ministres le 21 octobre 2015 par Marisol TOURAINE Ministre des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits des femmes et Ségolène NEUVILLE, Secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées et de la Lutte contre l'exclusion.

Ce plan national détaille des préconisations autour de 4 axes fondateurs. Les préconisations formulées concernent pleinement les collectivités territoriales et les professionnels territoriaux. De même, **la formation constitue un axe clé du plan** : le CNFPT a contribué aux réflexions dans le cadre des EGTS et doit désormais décliner ce plan dans son offre de services.

Le CNFPT est en effet doté d'une **offre de service pour accompagner et soutenir les professionnels du secteur social**. Dans un souci d'adaptation et de développement de son offre, il a, à travers l'INSET d'Angers et ses réseaux de pôles de compétences, engagé des travaux mobilisant des professionnels territoriaux, des universitaires-chercheurs et des conseillers formations de ses différentes délégations.

Un **itinéraire de formation pour les « travailleur.se social.e en service public territorial » est ainsi expérimenté à partir de 2017**. Des stages fondamentaux seront déployés sur les territoires, autour de **4 grands blocs de compétences** :

- **Compréhension de l'environnement** : S'inscrire dans son environnement de travail institutionnel et réglementaire ;
- **Posture professionnelle** : Adopter une posture professionnelle en référence à son cadre d'intervention ;
- **Pratiques professionnelles individuelles** : Analyser et développer sa pratique professionnelle dans l'accompagnement pour développer les capacités et potentialités ;
- **Pratiques professionnelles collectives** : Mettre en œuvre différentes méthodes d'intervention sociale en lien avec les acteurs du territoire/dans une démarche partenariale.

Ce dossier documentaire fait partie des ressources qui sont mises à votre disposition dans **la boîte à outils « Travail social en SPT »**, afin de soutenir le déploiement des stages en interne mais également pour alimenter les collectivités et professionnels dans l'exercice de leurs missions. Son plan reprend donc les 4 blocs de compétences précités. Cette première version sera complétée à partir de fin 2017 par les thématiques de stages qui seront expérimentés en 2018.

Enfin, ce dossier s'attache à proposer des ressources sur les fondamentaux du travail social, s'agissant d'approfondissements sur des thématiques et/ou publics cibles ; d'autres dossiers documentaires peuvent venir compléter et préciser cette base (cf. références citées dans le dossier).

Marion Leroux  
Directrice de l'INSET Angers



# 1 / Introduction : Un plan national du travail social et du développement social

---

## PLAN D'ACTION INTERMINISTRIEL EN FAVEUR DU TRAVAIL SOCIAL ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Marisol Touraine et Ségolène Neuville ont présenté, mercredi 21 octobre 2015 en Conseil des ministres, le plan d'action interministériel en faveur du Travail Social et du développement social.

Ce plan prévoit 26 mesures autour de 4 thématiques :

- la participation et l'accompagnement des personnes
- la promotion du développement social pour simplifier les politiques publiques
- la reconnaissance du travail social et la modernisation de l'appareil de formation
- la rénovation de la gouvernance

<http://social-sante.gouv.fr/grands-dossiers/travail-social/article/plan-d-action-interministeriel-en-faveur-du-travail-social-et-du-developpement>

### Le calendrier des 16 mesures clés :

La Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) publie un premier bilan des mesures mises en oeuvre dans le cadre du Plan d'Action en faveur du Travail Social ainsi qu'un calendrier des 16 mesures clés

[http://paca.drdjcs.gouv.fr/sites/paca.drdjcs.gouv.fr/IMG/pdf/4pages\\_neuville\\_version\\_du\\_241016](http://paca.drdjcs.gouv.fr/sites/paca.drdjcs.gouv.fr/IMG/pdf/4pages_neuville_version_du_241016)

### Le rapport de la CPC sur le schéma directeur des formations sociales

**Actualités sociales hebdomadaires, 14/10/2016, n° 2979, p. 53-58**

Comme le rapport « Bourguignon », la commission soutient l'idée d'un socle commun de compétences, dans la perspective d'une spécialisation progressive. Elle suggère même de l'organiser en trois filières – éducative, sociale et famille/petite enfance –, complétées par une filière transverse de management. Autres préconisations : relever au niveau II les diplômés de niveau III et moderniser l'alternance intégrative.

<http://social-sante.gouv.fr/ministere/documentation-et-publications->

## HAUT CONSEIL DU TRAVAIL SOCIAL

**Rapport de préfiguration du conseil interministériel du travail social / BOURGUIGNON Brigitte, Ministère des affaires sociales et de la santé, 2016, 47 p.**

[http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport\\_cits\\_vdef.pdf](http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_cits_vdef.pdf)

Conformément au plan d'action en faveur du travail social et du développement social présenté en octobre dernier, le gouvernement s'est engagé à moderniser le Conseil supérieur en travail social (CSTS), créé en 1984, en le transformant en "conseil interministériel du travail social" (CITS). Pour ce faire, il a confié à Brigitte Bourguignon, députée (PS) du Pas-de-Calais, qui avait suggéré cette réforme dans un précédent rapport, une mission de préfiguration de la nouvelle instance. C'est en toute discrétion que l'élue a remis ses conclusions à la ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, et à la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion, Ségolène Neuville, qui les ont publiées sur leur site le 23 juin. La nouvelle instance devrait être installée jeudi 7 juillet. L'appellation de CITS préconisée par Brigitte Bourguignon ne devrait cependant pas être retenue, le ministère lui préférant celle de Haut Conseil du travail social.

## **Un Haut Conseil du travail social remplace le CSTS**

**Actualités sociales hebdomadaires, 08/07/2016, n° 2968, p. 40-41**

Dans le cadre du plan d'action en faveur du travail social et du développement social présenté en octobre dernier, le gouvernement avait promis de moderniser le Conseil supérieur en travail social (CSTS), instauré en 1984. C'est désormais chose faite avec la création, pour cinq ans, par un décret et un arrêté récemment parus au Journal officiel, d'un Haut Conseil du travail social, qui succède au CSTS et devait être installé le 7 juillet. Sa composition et ses missions s'inspirent largement des préconisations de Brigitte Bourguignon qui avait été chargée d'une mission de préfiguration de l'instance et dont les conclusions ont été rendues publiques le 23 juin dernier. Nous reviendrons ultérieurement en détail sur le fonctionnement et la composition de cette nouvelle instance.

**Décret n° 2016-905 du 1er juillet 2016 portant création du Haut Conseil du travail social**

[https://www.legifrance.gouv.fr/jo\\_pdf.do?id=JORFTEXT000032825931](https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000032825931)

**Arrêté du 2 juillet 2016 relatif à la composition et au fonctionnement du Haut Conseil du travail social**

[https://www.legifrance.gouv.fr/jo\\_pdf.do?id=JORFTEXT000032848143](https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000032848143)

**Consulter les publications de l'ancien CSTS, prédécesseur du Haut Conseil du travail social (HCTS)**

<http://social-sante.gouv.fr/ministere/acteurs/instances-rattachees/article/hcts-haut-conseil-du-travail-social>

## **RAPPORT DE LA MISSION BOURGUIGNON**

**Reconnaître et valoriser le travail social – Mission de concertation relative aux états généraux du travail social / BOURGUIGNON Brigitte**

**Ministère des affaires sociales, 07/2015, 85 p.**

<http://www.gouvernement.fr/partage/5068-rapport-reconnaitre-et-valoriser-le-travail-social>

Dans le prolongement des Assises territoriales du travail social organisées en janvier 2014, plusieurs groupes thématiques ont été lancés par la Secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion : travail social et développement social, coordination institutionnelle entre acteurs, formation initiale et formation continue, métiers et complémentarités, place des usagers.

L'une des propositions émanant de la Commission professionnelle consultative (CPC) du travail social et de l'intervention sociale consistait dans la réarchitecture des diplômes de travail social selon le principe "un diplôme par niveau". L'énoncé de cette proposition a suscité une désapprobation radicale par les professionnels, les étudiants et les formateurs dans le sens qu'elle était comprise comme porteuse de la disparition des diplômes, voire des métiers. La recommandation de la CPC partait du constat que l'évolution des politiques sociales et la prise en compte des problématiques sociales de plus en plus complexes nécessitaient de faire évoluer les pratiques vers une approche plus globale des besoins des personnes.

Dans ce contexte, le Premier ministre a diligenté une mission de concertation élargie, dont l'objectif était de récapituler les besoins et contraintes du travail social, vérifier en particulier si le projet de la CPC répondait à ces attentes et proposer plus globalement les grandes lignes d'une réforme du travail social avec une attention particulière pour les métiers de la petite enfance.

## **PLAN PLURIANNUEL CONTRE LA PAUVRETE ET POUR L'INCLUSION SOCIALE**

Adopté en janvier 2013 après une large concertation, les objectifs ambitieux qui y figurent ont tous été traduits par des mesures concrètes portées par l'ensemble du gouvernement.

Les politiques d'accès à l'emploi, aux soins, à l'éducation, au logement et les aides aux familles intègrent désormais pleinement la nécessité de s'adresser aux personnes les plus fragiles. Loin des clichés sur un supposé "assistanat", ce plan agit aux véritables racines de la pauvreté : le non recours aux droits, le manque d'accompagnement ou de formation, ou encore l'isolement face aux accidents de la vie.

Il renforce le rôle de bouclier social des politiques publiques, et il agit également comme un tremplin pour offrir des opportunités aux personnes en difficulté et leur permettre de rebondir.

## **Bilan 2013-2015 et perspectives 2016-2017**

<http://social-sante.gouv.fr/actualites/presse/dossiers-de-presse/article/plan-pluriannuel-contre-la-pauvrete-et-pour-l-inclusion-sociale-bilan-2013-2015>

## **Piloter la lutte contre la pauvreté à partir des territoires**

**Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, 2018, 27 p.**

<https://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/184000786.pdf>

Concertation sur la pauvreté des enfants et des jeunes : les propositions du groupe de travail N°6

- Repenser la gouvernance à partir d'une ambition : remettre la solidarité au cœur du projet républicain en accompagnant chacun sans rupture et de manière adaptée tout au long du parcours de vie
- Assurer la gouvernance à partir des territoires et des personnes concernées tout en préservant un rôle de régulateur national de l'État
- Réinstaurer une véritable relation de confiance entre l'État et les collectivités territoriales

## **Le "plan pauvreté" [dossier] / LAFORE Robert, ROMAN Diane, CAPELIER Flore, CHAUFFAUT Delphine, DAMON Julien, MARIE Romain**

**Revue de droit sanitaire et social, 12/2018, n° 6, p. 943-1006**

- La stratégie nationale de lutte contre la pauvreté : changement ou continuité ?
- Le volet petite enfance de la stratégie de lutte contre la pauvreté : Mozart sera-t-il sauvé ?
- Quelles(s) politique(s) pour la jeunesse en France ? Les non-dits de la stratégie pauvreté
- Le Revenu Universel d'Activité : évolution ou révolution des minima sociaux ?
- Accompagnement social et référent unique
- La fusion CMU-C/ACS ou l'émergence d'une protection de 4ème type ?

<https://www.dalloz-revues.fr/RDSS-cover-76336.htm>

## **Politique sociale - Du plan pauvreté au plan du pauvre[DOSSIER]**

**Lien social, 13/11/2018, n° 1239, p. 20-27**

Au sommaire :

- Du plan pauvreté au plan du pauvre
- Saint-Denis - Population pauvre, riche politique sociale
- Entretien avec Nicolas Duvoux "Un manque de cohérence d'ensemble"

## **Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, octobre 2018 - Investir dans les solidarités pour l'émancipation de tous**

**Ministère des solidarités et de la cohésion sociale, 10/2018, 117 p.**

[http://www.maire-info.com/upload/files/strategie\\_pauvrete.pdf](http://www.maire-info.com/upload/files/strategie_pauvrete.pdf)

L'intérêt de ce document de 120 pages réside essentiellement dans le détail des mesures et des objectifs prévus par le Plan pauvreté. Celui-ci est décomposé en 21 mesures (développer les modes d'accueil de la petite-enfance, développer les centres sociaux dans tous les QPV, obligation de formation jusqu'à 18 ans...), chacune déclinée dans une fiche présentant le contexte, les objectifs, les actions à mettre en œuvre, les chiffres-clefs, des indicateurs mais aussi le résultat attendu (« ce qui va changer »).

Le rapport présente également les contours du futur projet de « loi de cohésion et d'émancipation sociale ». Elle pourrait ainsi être organisée autour de trois grands chapitres : « L'ambition éducative dès les premiers pas de la vie jusqu'à la majorité » ; « l'accès à l'emploi au cœur de l'action sociale » et « la nouvelle gouvernance des politiques sociales.

## RAPPORTS DES ETATS GENERAUX DU TRAVAIL SOCIAL



Les Etats généraux du travail social ont donné lieu à de nombreux échanges dans les territoires en 2014. Cinq groupes de travail nationaux ont été chargés de synthétiser les travaux des assises régionales et de formuler des propositions sur les cinq thèmes suivants :

- ▶ coordination des acteurs,
- ▶ formation initiale et formation continue,
- ▶ métiers et complémentarités,
- ▶ place des usagers,
- ▶ développement social et travail social collectif.

<http://social-sante.gouv.fr/grands-dossiers/travail-social/article/rapports-des-egts>

### **Les Etats généraux du travail social, un difficile état des lieux**

**Revue française de service social, 2016, p. 8-123**

- Les Etats généraux du travail social, un difficile état des lieux
- La participation des usagers lors des états généraux du travail social
- Les associations professionnelles se positionnent !
- Les formations sociales à l'épreuve des états généraux du travail social

### **Après les États généraux du travail social...**

**Vie sociale, 03/2016, n° 13, 209 p.**

<http://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2016-1.htm>

Ce numéro a pour objectif de contextualiser la préparation des États généraux du travail social, de réfléchir aux apports des assises territoriales et des travaux des commissions, de mettre en lumière les enseignements majeurs de cette démarche et de proposer un certain nombre d'enjeux fondamentaux pour l'avenir.

- Autres références

### **Poser un regard différent sur le travail social / DUVOUX Nicolas, MUTUEL Pauline**

**Fondation Jean Jaurès, 12/2018**

<https://jean-jaures.org/nos-productions/poser-un-regard-different-sur-le-travail-social>

Alors que les sujets sociaux sont au cœur de l'actualité, Stéphane Troussel, président d'un département très exposé, et Nicolas Duvoux, l'un des meilleurs experts sur ces questions, reviennent ici sur un travail mené, pendant des mois, avec les travailleurs sociaux de la Seine Saint-Denis. L'Observatoire de l'expérimentation et de l'innovation locales de la Fondation révèle cette étude inédite qui pose la question centrale du travail social d'aujourd'hui et de demain – face aux nouveaux risques, aux besoins en pleine évolution, aux mutations de nos sociétés – et formule 22 propositions pour accompagner de nouvelles politiques de solidarité.

### **Du travailleur social au travail social dans les collectivités**

**Inet, 18/09/2014, 171 p**

<https://inet.cnfpt.fr/s-informer/publications-inet/du-travailleur-social-au-travail-social-collectivites>

La question du travail social et de ses nouveaux enjeux dans un contexte de crise a donné lieu à un foisonnement de productions s'attachant pour la plupart à analyser l'impact des bouleversements sociaux sur les pratiques professionnelles à l'origine d'une remise en cause du sens du travail social. Parmi ces nombreux travaux, un nombre très réduit a cependant été consacré à la question du travail social dans les collectivités territoriales. Or, ces dernières, en particulier les départements et les communes les plus importantes, représentent le premier employeur des agents des filières sociales et médico-sociales. Dès lors, si l'on veut relever le défi majeur du travail social consistant à apporter une réponse satisfaisante aux besoins sociaux des citoyens-usagers en constante évolution, il apparaît difficile de dissocier l'analyse des pratiques professionnelles de celle des contraintes institutionnelles et des exigences du service public local auxquelles font face les collectivités dans leur ensemble. Cette étude menée par des élèves administrateurs territoriaux se donne donc pour ambition de faire se croiser les problématiques du travail social et de l'action des collectivités territoriales dans la sphère sociale.



## **Le social en Europe**

**Vie sociale et traitement, 2014, p. 12-71**

<http://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2014-2.htm>

Comment le travail social existe-t-il dans l'Union européenne ? Quittons la France avec sa conception laïque de l'action publique qui s'occupe en direct du bien de tous, pour aller rencontrer d'autres conceptions de l'État qui ont modelé des mises en œuvre différentes de l'action sociale. Quel est le poids historique et actuel des soubassements religieux ? Des mouvements philanthropiques ? Du patronat chrétien ? Quelle est la place des bénévoles ? Celle des collectifs, des groupes, des communautés ? Qui décide des pratiques à développer ? D'autre part, les coups de boutoir de l'économie libérale sont les mêmes pour tous, et la marchandisation du social est en cours dans le cadre de la politique économique de l'Europe. Comment cela est-il vécu, perçu, analysé, utilisé ?

**Intervention sociale de proximité et territoire, IGAS, 2005, 340 p.**

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/064000126/index.shtml>

Qu'est-ce aujourd'hui que l'intervention sociale de proximité ? Qu'en attend-on et que peut-on en attendre ? Comment est-elle mise en œuvre ? Comment appréhender ses résultats ? C'est à partir de ces quelques questions que l'IGAS a orienté ses travaux pour réaliser son rapport annuel, prenant l'usager comme point de départ et fil conducteur. Le rapport aborde successivement les points suivants : description de l'intervention sociale dans son développement historique, ses pratiques, et analyse des moyens qui lui sont consacrés ; environnement de l'intervention sociale caractérisé par les profondes évolutions qui ont marqué son cadre économique, social et institutionnel ; observation des pratiques sur le terrain ; propositions concernant le contexte institutionnel dans lequel s'exerce l'intervention sociale, son cadre d'action, son organisation, ses méthodes et son évaluation.

## **2 / Compréhension de l'environnement**

---

### **A / ÉVOLUTION DE LA DEMANDE SOCIALE, ET IMPACTS SUR LES PRATIQUES ET MODES D'INTERVENTION**

- Articles

**Le coût humain de la rentabilisation du domaine social / VASEY Catherine**

**Noburnout | Le blog de Catherine Vasey, 04/03/2019**

<https://blogs.letemps.ch/catherine-vasey/2019/03/04/le-cout-humain-de-la-rentabilisation-du-domaine-social/>

Comment préserver la santé des professionnel-le-s du secteur médico-social dans un contexte d'optimisation des tâches et d'accélération ? Le temps de voir émerger des changements organisationnels et politiques qui soutiennent la santé au travail, chacun-e est amené-e à prendre des mesures de prévention au quotidien.

**Travail social. (Re)trouver du plaisir au travail : mission impossible**

**Travail Social Actualités, 02/2019, n° 99, p. 15-22**

S'engager dans les métiers du secteur médico-social, c'est oser la rencontre avec les fragilités, affronter des situations humaines complexes et difficiles. Les professionnels s'autorisent rarement à l'envisager sous l'angle du plaisir au travail. Pourtant, il est souvent présent, quand l'organisation s'y prête et qu'ils trouvent du sens dans leur mission.

<http://www.igas.gouv.fr/spip.php?article711>

## **Travail social. Quelles marges de manœuvre pour défendre sa mission ?**

**Travail Social Actualités, 02/2019, n° 99, p. 10-12**

Le film les Invisibles actuellement en salles, montre des travailleuses sociales se mobilisant pour continuer à accompagner des femmes en situation de grande précarité, quitte à déroger au droit commun. L'occasion d'explorer les marges de manœuvre dont disposent encore les travailleurs sociaux pour préserver ou créer des dispositifs.

## **Des professionnels au plus près du terrain**

**Actualités sociales hebdomadaires, 18/01/2019, n° n° 3093, p. 28-32**

Créée en 2015 en Ile-de-France, l'association Intermèdes Robinson intervient auprès des « invisibles » de la société, là où ils habitent, dans les quartiers défavorisés, les bidonvilles, les hôtels sociaux... A contre-courant des pratiques institutionnelles classiques, une pédagogie et un fonctionnement hors les murs qui misent sur le « faire ensemble » et font de plus en plus d'émules.

## **Les acteurs publics face au défi du numérique**

**Actualités sociales hebdomadaires, 05/10/2018, n° 3078, p. 14-15**

La transformation numérique, une occasion de remettre l'humain au cœur du système ? Retour sur la 30ème édition des journées de l'Association nationale des directeurs d'action sociale et de santé des départements (ANDASS) qui se sont tenues à Toulouse du 26 au 28 septembre 2018.

- L'innovation sociale au cœur du renouvellement générationnel
- L'inclusion par le numérique

## **Travail social. La boussole perdue**

**Actualités sociales hebdomadaires, 08/06/2018, n° 3064, p. 20-24**

Une prévalence du « burn-out » plus importante que dans les autres secteurs, une dévalorisation des métiers, des formations qui attirent moins les jeunes... Que se passe-t-il dans le secteur social ? Face à des besoins et des contraintes en constante augmentation, les professionnels semblent avoir perdu la boussole leur indiquant la direction de leurs missions. Explications.

- Métiers du social. La mauvaise réputation
- Marcel Jaeger "Les travailleurs sociaux ont toujours été porteurs d'innovations"

## **Quelle pauvreté rencontrons-nous en service social ? / ANCHE Christophe, BOISARD Isabelle, CHIRON Cecile, LATAJO Fred, MADDO, PINEDA Rosa**

**Revue française de service social, 03/2018, n° 268, p. 94-101**

Six assistants sociaux de la sélection Île-de-France de l'ANAS exerçant dans différents services débattent sur le thème de la pauvreté. Tous conviennent de la place essentielle qu'elle occupe auprès des populations avec lesquelles ils travaillent. Leur perception et leur approche de ce phénomène sont influencées par les fonctions qu'ils occupent.

- Qu'est-ce que la pauvreté ?
- Comment rencontrons-nous la pauvreté dans notre travail ?

<http://www.cae-eco.fr/IMG/pdf/cae-note040.pdf>

<https://dubasque.org/2017/06/13/connaissez-vous-les-3-formes-de-pauvrete-et-les-2-modeles-dexclusion-qui-mobilisent-les-travailleurs-sociaux/>

## **Secteur social, un burn-out collectif**

**Actualités sociales hebdomadaires, 02/11/2018, n° 3082, p. 6-9**

Protection de l'enfance, hébergement d'urgence, psychiatrie... Ces dernières semaines, plusieurs champs du secteur ont été agités par des mouvements sociaux. Au-delà de leurs spécificités, des traits communs les traversent : manque d'effectifs, prise en charge virant à la maltraitance, souffrance au travail... La responsabilité revient-elle aux directeurs de structures, aux départements, à l'Etat ? Tour d'horizon.

- "Il y a un effet de saturation et d'asphyxie", 3 questions à Yvette Molina, sociologue du travail, chargée de recherche au centre de formation Askoria et chercheuse associée au Centre Maurice-Hallbwachs

## **L'impact des TIC et du numérique sur les pratiques professionnelles dans les ESSMS**

**Cahiers de l'actif (les), 12/2017, n° 498-499, 238 p.**

- Transition numérique : enjeux et défis majeurs pour le travail social
- Impacts sur les organisations et les pratiques professionnelles : observations et témoignages de terrain
- Contrepoints

## **Quand l'accès au numérique devient un droit vital [Dossier]**

**Gazette des communes, des départements, des régions (la), 23/10/2017, n° 2387, p. 36-45**

Si les collectivités investissent depuis longtemps dans les infrastructures, elles familiarisent de plus en plus les déconnectés aux pratiques numériques à l'aide de bus itinérants, d'initiations aux tablettes tactiles ou de création de cyberspaces :

- services dématérialisés : un nouveau facteur d'exclusion sociale
- des initiatives pour familiariser les Français aux nouvelles technologies
- les travailleurs sociaux à l'heure du digital

## **Le travail social fait sa révolution numérique**

**Cahiers de l'action (les), 09/2017, n° 48, 90 p.**

<https://www.editions-legislatives.fr/dossiers-speciaux/le-travail-social-fait-sa-revolution-numerique>

La « révolution » du numérique n'est pas un mot creux dans le champ social et médico-social. Pour la première fois de leur histoire, les travailleurs sociaux sont confrontés à un ensemble de technologies -les TIC (technologies de l'information et de la communication) -qui influencent leurs relations avec les usagers. Dans les services, la diffusion des objets connectés s'accompagne de nouvelles formes de médiations éducatives. La réalité virtuelle ouvre sur des modes d'apprentissage inédits, tant auprès des professionnels que des usagers et des familles. C'est jusqu'à la façon de concevoir l'intervention sociale sur les territoires qui, en quelques années, s'est modifiée. Comment se pensent les usages du numérique dans des institutions et des services où prime la relation d'aide ? Quelles perspectives offrent-ils ? Autant de questions que tsa et le Guide familial suivent de près, soucieux d'alimenter le débat, de poser les questions éthiques mais aussi de diffuser les initiatives pionnières en la matière.

## **« Le travail social ne peut pas être délégué à une machine »**

**Actualités sociales hebdomadaires, 23/06/2017, n° 3016, p. 28-29**

Le numérique, l'intelligence artificielle, les robots envahissent tous les pans de la société et risquent de transformer le monde du travail. Philosophe et spécialiste du Big Data, Bruno Teboul démontre dans son dernier livre que très peu de secteurs professionnels seront épargnés. Mais, pour l'heure, les travailleurs sociaux sont à l'abri.

<http://info.arte.tv/fr/entretien-avec-bruno-teboul>

## **L'accompagnement social percuté par l'e-administration**

**Actualités sociales hebdomadaires, 16/06/2017, n° 3015, p. 20-23**

La dématérialisation des services publics a provoqué l'afflux, dans les services sociaux, d'un public distant du numérique. Ayant pris conscience que cette transformation bouleverse tous les aspects de leur vie, certains territoires n'hésitent plus à accompagner ces usagers en intégrant cet aspect dans les démarches globales d'insertion.

- Les raisons de la non-connexion

Les difficultés face à l'e-administration reposent sur de multiples facteurs. Une connaissance fine des publics concernés est nécessaire avant d'engager une réponse.

<http://www.les-cahiers-connexions-solidaires.fr/>

## **Précarité, pauvreté, exclusion : quelles réponses du travail social ?**

**Revue française de service social, 2017, n° 267, 104 p.**

- Quand la réalité sociale questionne l'identité des professionnels et interroge les pratiques en termes d'éthique
- Le travail social face à la pauvreté et en France
- De la réalité aux pratiques, donner du sens à l'accompagnement

**La nouvelle vie des travailleurs sociaux [Dossier] / MAISONNEUVE Catherine, RAYNAUD Isabelle**  
**Gazette des communes, des départements, des régions (la), 22/05/2017, n° 2367-2368, p. 30-38**

<http://archives.lagazettedescommunes.com/34507501/une-reforme-des-ew-diplomes-ew-au-milieu-du-gue>

- Plan d'action en cours : Les états généraux du travail social, lancés en 2013, ont permis aux agents de s'exprimer sur leurs difficultés. Le plan d'action qui en a été tiré est en cours. Mais certains points prendront du temps avant d'être totalement traités.
- Gérer le parcours des usagers : Les travailleurs sociaux font face à de nouveaux publics, et cela dans un contexte de contrainte financière. Ils doivent, qui plus est, permettre à chaque usager de suivre un « parcours » adapté à ses besoins, quels qu'ils soient. Un chambardement !
- Revalorisation salariale : Les diplômés du travail social vont être complètement revus, attisant les craintes des agents qui attendent les nouveaux programmes. Toutefois, une réforme est déjà actée : le passage, en février 2018, de la plupart des travailleurs sociaux en catégorie A.

**Le travail social face aux vulnérabilités / BRESSON Maryse**  
**Cahiers français, 01/2016, n° 390, p. 49-53**

Apparu avec la question sociale au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, le travail social a depuis embrassé un champ de plus en plus vaste, allant de l'assistance sociale aux plus démunis à l'accompagnement vers l'emploi des personnes en insertion. L'apparition de nouvelles formes de vulnérabilités durant les années 1980, avec les figures des "nouveaux pauvres", des "jeunes de banlieue" ou encore des travailleurs pauvres, va changer en profondeur le public auquel s'adressent les travailleurs sociaux. Cette mutation des publics s'accompagne d'une évolution, elle aussi majeure, des politiques sociales, davantage individualisées et territorialisées. Maryse Besson souligne le malaise actuel du travail social, pris entre des moyens insuffisants au regard de l'enjeu qu'on lui confie, à savoir repenser le modèle social, et des interrogations sur la pertinence des modalités actuelles d'intervention.

- **Ouvrages / Rapports**

**Pourquoi et comment les travailleurs sociaux se saisissent des outils numériques ?**  
**Recommandations du groupe de travail « Numérique et travail social »**

**Haut conseil du travail social, 11/2018, 14 p.**

[https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/pourquoi\\_et\\_comment\\_les\\_travailleurs\\_sociaux](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/pourquoi_et_comment_les_travailleurs_sociaux)

Ce texte d'orientation s'adresse en priorité aux travailleurs sociaux, aux professionnels des secrétariats administratifs et médico-sociaux, à leurs institutions, à l'ensemble des acteurs du développement social et de la médiation numérique. Il a pour objectif d'accompagner l'appropriation et l'utilisation des ressources numériques dans le champ du travail social. Il vise à aider au positionnement des travailleurs sociaux et plus largement des intervenants sociaux, notamment des médiateurs sociaux qui, dans leurs actions, facilitent l'accès aux droits et aux services dématérialisés.

Tous ont une place à prendre pour aider la population qui fait face à des difficultés dans l'utilisation des outils numériques, de l'internet et des réseaux sociaux.

**Les territoires vécus de l'intervention sociale / BRESSON Maryse, COLOMB Fabrice, GASPARD Jean-François**

**Presses universitaires du Septentrion, 2015, 257 p.**



L'ouvrage étudie les différentes facettes et conséquences d'une réforme importante des politiques sociales et de l'intervention sociale, la « territorialisation », qui fait évoluer les politiques publiques et les dispositifs sociaux de l'échelon national vers l'échelon local. L'originalité de l'ouvrage consiste à poser cette question du point de vue des territoires « vécus » par les acteurs -politiques, professionnels et usagers-bénéficiaires de l'intervention sociale. C'est ce qui donne aussi tout son intérêt à la mise en évidence de convergences internationales, mais aussi de diversité y compris, à l'intérieur d'un pays, selon les territoires locaux, selon les domaines d'intervention et selon les acteurs.



**Les technologies numériques au service de l'utilisateur...Au secours du travail social ?  
MEYER Vincent  
GEPSo, 2014, 287 p.**

L'évolution des individus en société a, de tout temps, été marquée par des dispositifs sociotechniques d'information et de communication, plus récemment dénommés « nouvelles technologies ». En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, on assiste à une accélération de la pénétration de ces technologies, couplée à une amplification de leurs effets sur notre vie quotidienne : l'habitat, la télévision et même nos lunettes deviennent « intelligents ». Les technologies numériques permettront, dans un proche avenir, de réaliser de nombreuses activités jusqu'alors accomplies dans des échanges interpersonnels. Qu'en sera-t-il avec et pour les publics fragilisés, en situation de handicap ou marginalisés ? Volontairement ou non, les pratiques professionnelles en travail social sont influencées par ces technologies. Par ailleurs, les personnes accueillies ou accompagnées utilisent déjà ces dernières pour des usages variés et dans leur quotidien pour communiquer. Pour nourrir ce débat, le Comité scientifique de l'éthique, des pratiques professionnelles et de l'évaluation du GEPSo s'associe au laboratoire Information, Milieux, Médias, Médiations (I3M) pour caractériser et interroger à la fois : les pistes technologiques d'avenir à développer dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ; les coopérations souhaitables entre les professionnels du social, les chercheurs et les développeurs des technologies numériques dans de multiples domaines (des aides techniques aux usages de la réalité virtuelle) ; les nouvelles règles du vivre ensemble entre professionnels et « usagers » de plus en plus connectés. Dans une perspective pluridisciplinaire, cet ouvrage propose une analyse des dispositifs sociotechniques actuels et en devenir au service de l'utilisateur et dans la perspective, toujours d'actualité, de mutation du travail social.



**Accompagner. Le travail social face à la précarité durable / GIULIANI Frédérique  
Presses universitaires de Rennes, 2013, 192 p.**

Qu'est-ce qu'accompagner dans le champ de l'intervention sociale ? À l'aide des outils méthodologiques et paradigmatiques inspirés par l'interactionnisme symbolique et par la sociologie pragmatique, cet ouvrage explicite les nouveaux enjeux de la relation institutionnelle – son mandat, ses finalités renouvelées et ses logiques de mise en œuvre –, dans un contexte sociétal marqué par la précarisation durable et la vulnérabilité des parcours sociaux. L'auteure s'appuie sur une enquête de terrain de type ethnographique, conduite au cœur de deux dispositifs d'accompagnement, l'un dédié aux jeunes repérés comme en difficulté d'insertion, l'autre au soutien à la parentalité.



**Citoyens d'une société numérique : accès, littératie, médiations, pouvoir d'agir : pour  
une nouvelle politique d'inclusion / PEUGEOT Valérie  
Conseil national du Numérique, 10/2013**

<http://www.cnnumerique.fr/inclusion/>

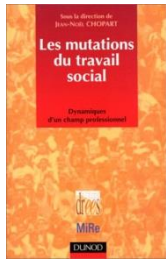
Les recommandations du rapport, remis le 26 novembre 2013 à Fleur Pellerin, ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique, sont les suivantes :

- faire de l'accès à l'Internet et ses ressources essentielles un droit effectif ;
- faire de la littératie pour tout le socle d'une société inclusive ;
- s'appuyer sur le numérique pour renforcer le « pouvoir d'agir » de tous les citoyens ;
- réinventer les médiations à l'ère numérique ;
- développer l'emploi pour les jeunes dans le secteur du numérique ;
- aider les décideurs à prendre en compte les enjeux sociaux et politiques du numérique ;
- disposer d'indicateurs adaptés à l'état actuel des sociétés numériques et des nouveaux objectifs d'insertion.



**Transformer l'action sociale avec les associations / JANVIER Roland, LAVOUE Jean, JEZEQUEL Michel**  
**Desclee de Brouwer, 2013, 252 p.**

Transformer l'action sociale... Refonder le travail social... Ces thèmes, depuis quarante ans, reviennent régulièrement à l'ordre du jour. En janvier 2013, le Plan de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, lancé par le Premier Ministre, les mettait une fois encore en avant. Comme si les nouvelles régulations publiques mises en œuvre depuis le début des années 2000 devaient nécessairement conduire à ce point de bascule où tout devrait être un jour refondé autrement : financements, cultures professionnelles, métiers, pilotages, initiatives, évaluation... Le pari des auteurs de ce livre est que cette transformation ne se fera pas sans les citoyens concernés eux-mêmes, ni sans les corps intermédiaires seuls capables à leurs yeux de mobiliser ces derniers. A cet égard, les institutions de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), dont les associations sont des acteurs majeurs dans le champ social et médico-social, ont un rôle déterminant à jouer. Elles ont, dans ce contexte, à opérer des choix stratégiques essentiels en phase tant avec leurs valeurs d'origine qu'avec les nouveaux défis qu'il leur faut relever. Ni l'Etat seul ! Ni les collectivités locales seules ! Ni le marché dérégulé seul ! Mais l'ensemble des acteurs agissant sur un territoire dans le sens de l'intérêt commun ! C'est pour que les institutions publiques, garantes de ce dernier, sachent s'appuyer sur une démarche ascendante émergeant des territoires, au plus près des besoins des personnes, que plaide cet ouvrage. Il explore ainsi les voies possibles d'une mobilisation et d'une responsabilisation accrues pour lesquelles les associations s'avèrent avoir à jouer un rôle incontournable, même s'il reste encore, à ce jour, largement à déployer.



**Les mutations du travail social / CHOPART Jean-Noël**  
**Dunod, 2000, 303 p.**

- de l'observation à la catégorisation des emplois
- des évolutions différenciées
- \* quel avenir pour les professions sociales installées ?
- \* les métiers du domicile
- \* les métiers d'accueil ou métiers de proximité
- \* les emplois de l'insertion et du local
- dynamiques croisées de l'intervention sociale
- \* trajectoires professionnelles et mobilité d'emploi
- \* logiques professionnelles, logiques institutionnelles, logiques de mission
- du travail social à l'intervention sociale

## Consulter nos dossiers documentaires

[L'inclusion numérique : entre accès aux droits et risque de fracture](#)



## **B / VERS UNE ÉVOLUTION DES MODES DE FAIRE ET D'ORGANISATION : IMPACT SUR LE TRAVAIL SOCIAL**

- **Articles**

### **Action sociale : les départements en première ligne**

**Actualités sociales hebdomadaires, 09/11/2018, n° 3083, p. 6-9**

La Drees a publié, le 30 octobre, les résultats de son enquête annuelle sur l'aide et l'action sociales des départements. L'occasion d'analyser les changements qui ont pu s'opérer sur le sujet dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de l'aide sociale à l'enfance, de l'aide aux personnes âgées, aux personnes handicapées...

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/panoramas-de-la-drees/article/l-aide-et-l-action-sociales-en-france-edition-2018>

### **Intercommunalité sociale : l'anarchie organisée**

**Gazette sante social (la), 10/2018, n° 155, p. 15-22**

Le nouveau partage de compétences acté par la loi Notre, l'essor des métropoles (loi Maptam), le développement des processus de contractualisation à l'échelle des territoires que l'on retrouve par exemple dans la loi Santé ou dans la loi d'adaptation de la société au vieillissement interrogent le rôle de chaque collectivité. Faut-il tendre vers un modèle d'organisation unique pour assurer une égalité de traitement aux bénéficiaires de l'action sociale ? Si le mythe égalitariste semble avoir fait son temps, trouver la bonne échelle et tendre vers plus d'homogénéité dans la distribution de l'aide sociale n'est pas seulement une injonction financière mais une façon de mieux répondre aux besoins.

<https://www.adcf.org/files/Rapport-Intercommunalite-social-CAURET-CHEREAU-150706-web.pdf>

### **Action sociale : innover pour mieux répondre à l'utilisateur / MAISONNEUVE Catherine**

**Courrier des maires et des élus locaux (le), 05/2018, n° 323, p. 25-29**

- L'action sociale de proximité se recompose : entre départements, CCAS et intercommunalités, la tectonique des plaques de l'action sociale est mouvante. Pour identifier les besoins nouveaux et mieux cibler leurs réponses, les acteurs locaux ont entamé leur aggiornamento.

- Pour en finir avec le parcours du combattant : l'utilisateur au centre

Permettre aux territoires de recourir davantage à des délégations concertées pourrait favoriser l'innovation sociale, notamment autour de la notion de parcours.

### **Action sociale territorialisée : le millefeuille administratif / LAJARGE Éric**

**Actualités sociales hebdomadaires, 23/03/2018, n° 3053, p. 41-47**

L'action sociale et médico-sociale repose sur une myriade d'acteurs. Bien évidemment les 30 000 établissements sociaux et médico-sociaux, dont la liste est définie par la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et codifiée à l'article L. 311-1 du code de l'action sociale et des familles, mais aussi sur les collectivités locales, les établissements publics, les agences, ou encore les services déconcentrés de l'Etat et des administrations centrales, placées sous l'autorité du ministre en charge et de son cabinet.

Chacun pour ce qui le concerne agit, impulse une politique gouvernementale ou locale, déploie des moyens, met en œuvre des services pour ses administrés ou accueille, selon l'Agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux (ANAP), plus de 2,4 millions de personnes et au-delà l'ensemble de personnes prises en charge à leur domicile.

Les établissements sociaux et médico-sociaux, et avec eux l'ensemble des usagers, donc, constituent les éléments centraux d'une organisation, d'un système, où l'Etat et les collectivités locales ont vu leur rôle évoluer au fur et à mesure du développement de la décentralisation et, par la suite, du principe de déconcentration.

C'est cet équilibre entre ces deux acteurs principaux que sont l'Etat et les collectivités locales en matière de conduite de l'action sociale que cet article tente de montrer.

## **Non à la marchandisation du social !**

**Actualités sociales hebdomadaires, 09/03/2018, n° 3051, p. 34-35**

Lancés au Royaume-Uni en 2010, les contrats à impact social arrivent en France, sous l'impulsion de la secrétaire d'Etat chargée de l'économie sociale et solidaire. Pour Sylvie Miaut-Kowalczyk, assistante sociale, ces contrats, parce qu'ils rendent l'usager responsable de sa situation et induisent une obligation de résultat, désengagent l'Etat de ses missions régaliennes, au profit d'une logique privée.

<http://www.laviedesidees.fr/Les-contrats-a-impact-social-une-menace-pour-la-solidarite.html>

## **La territorialisation du Social : entre incohérences et attermolements / DONIER Virginie**

**Revue de droit sanitaire et social, 03/2018, n° 2, p. 321-331**

Si la territorialisation du social conjugue déconcentration et décentralisation, sa mise en oeuvre incite à relativiser la distinction traditionnellement opérée entre ces deux formes d'organisation administrative. Mais la territorialisation n'est une politique figée et la détermination du territoire pertinent semble appeler de fréquentes retouches.

## **Territorialiser l'action sociale**

**Intercommunalités, 03/2018, n° 228, p. 5-8**

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/AdCF-Interco228-basse-def-2.pdf>

Le champ de l'action sociale apparaît de plus en plus investi par les communautés et métropoles. Divers et protéiforme, il irrigue de façon contrastée les politiques locales : l'heure n'est pas à la mise en oeuvre d'une compétence unique d'une collectivité à l'autre, mais bien au déploiement d'actions multiples et territorialisées, qui répondent aux besoins du territoire et au projet intercommunal. Ce focus revient sur l'évolution de la compétence action sociale, sur sa territorialisation, et illustre le champ des possibles par des retours d'expérience. Il donne également la parole à la Caisse nationale des allocations familiales, dont les Caf départementales constituent des interlocuteurs de premier plan pour les communautés.

## **Retour d'expérience : communauté de communes Périgord-Limousin (Dordogne)/Une réorganisation à deux leviers : convergence et proximité / MAUROUX Simon**

**Intercommunalités, 03/2018, n° 228, p. 7**

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/AdCF-Interco228-basse-def-2.pdf>

En Dordogne, département qui compte le plus grand nombre de Cias en France, toute évolution de périmètre intercommunal est susceptible d'emporter des conséquences sur l'organisation de l'action sociale. La communauté Périgord-Limousin a opté pour un équilibre entre harmonisation et territorialisation de ses services.

## **Retour d'expérience : communauté d'agglomération du pays de Saint-Omer (Pas-De-Calais) : Une politique sociale transverse au service du plus grand nombre / BLANCHARD Anne-Sophie**

**Intercommunalités, 03/2018, n° 228, p. 7**

<https://www.adcf.org/files/MAG-INTERCO/AdCF-Interco228-basse-def-2.pdf>

Épicerie sociale itinérante, microcrédit, tarifs uniques pour l'apprentissage des arts... La communauté d'agglomération du Pays de Saint-Omer explore une panoplie d'actions. Avec un défi : répondre de manière équitable aux 105000 habitants de ce territoire issu de la fusion de quatre communautés, qui rassemble 53 communes sur 543 km<sup>2</sup>.

## **Politiques sociales : La métropole de Lyon opte pour une gouvernance partagée / SIGOT Françoise**

**Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 08/01/2018, n° 2397, p. 11**

<http://archives.lagazettedescommunes.com/35185077/la-metropole-de-lyon-opte-pour-une-gouvernance-partagee>

Nouveau chef de file des politiques sociales, la métropole de Lyon entend s'appuyer sur le pilotage partenarial et décloisonner les dispositifs.



## **L'investissement social, quelle stratégie pour la France ?**

**Documentation française (La) - France stratégie, 12/2017, 147 p.**

<http://www.irdsu.net/wp-content/uploads/2017/12/Investissement-social-quelle-strat%C3%A9gie-pour-la-France.pdf>

Cet ouvrage rassemble les principaux éléments présentés et discutés au cours du cycle de séminaires « L'investissement social : quelle stratégie pour la France ? », organisé entre janvier 2016 et janvier 2017 par les Apprentis d'Auteuil, la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf), la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS), France Stratégie et le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques de Sciences Po Paris.

## **CCAS - A la croisée des chemins**

**Direction(s), 06/2017, n° 154, p. 22-29**

Les centres communaux d'action sociale (CCAS) sont en pleine mutation. Alors qu'ils doivent continuer à tenir leur rôle d'acteurs de proximité, au plus près des publics fragiles afin d'assurer leur protection et leur accès aux droits, ils sont aujourd'hui contraints de se diversifier et de se réorganiser. Objectif ? Passer d'une logique de guichet d'aide sociale à une logique d'accompagnement des personnes.

<http://www.unccas.org/les-centres-intercommunaux-d-action-sociale-des-appuis-majeurs-dans-des-territoires-en-pleine#.WTpQqjekK70>

## **Les enjeux et les impacts de la réforme territoriale sur la mise en œuvre des politiques sociales / AVENEL Cyprien**

**Revue française des affaires sociales, 04/2017, n° 2, p. 361-392**

<https://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2017-2-p-359.htm>

Dans cet article, nous livrons une analyse des enjeux et des impacts de la nouvelle réforme territoriale sur la conception de la politique sociale et sur les modalités de sa mise en œuvre au plan local. Après la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM, 2014), puis la loi relative à la délimitation des régions (2015), la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe, 2015) pose à nouveau la question du devenir des compétences sociales sur les territoires. Nous proposons une mise en perspective critique de cette réforme, qui recentre notamment les départements sur les solidarités, mais maintient leur rôle de chef de file dans une position incertaine entre la consolidation des grandes régions et la montée en puissance des pouvoirs intercommunaux et métropolitains. Pour autant, le projet du transfert de certaines compétences sociales aux métropoles soulève plus de questions qu'il n'en résout et révèle un engagement très limité de ces dernières en ce domaine. L'enjeu de la décentralisation, en définitive, réside moins dans l'organigramme canonique de la répartition des compétences, que dans l'élaboration progressive d'une nouvelle réponse sociale substituant aux interventions verticales et sectorielles usuelles une approche plus transversale et décloisonnée, non seulement correctrice et réparatrice, mais également plus préventive et inclusive.

## **"L'investissement social pour préparer et moins réparer" / GILLIOTTE Noémie**

**Direction(s), 04/2017, n° 152, p. 18-20**

Mieux répondre aux nouveaux besoins sociaux tout en accompagnant les mutations de l'État-providence afin de garantir sa soutenabilité financière. C'est l'ambition des stratégies d'investissement social. Alors qu'une fondation vient d'être lancée par le gouvernement pour réfléchir en ce sens, le chercheur Bruno Palier vante les mérites de cette nouvelle approche des politiques sociales.

<http://investissementsocial.org/>

## **Le social, un nouvel attelage du nouveau paysage intercommunal ? / DEVEAUX Monique**

**Actes : actions et territoires du social, 04/2017, n° 477, p. 11-17**

La recomposition du paysage intercommunal ne sera pas sans incidence sur le volet social. Les communautés de communes et d'agglomérations, voire les communes nouvelles, mettront-elles plus ou moins l'accent sur le social ? Impossible de répondre aujourd'hui sans risquer d'être contredit dans le futur. L'UNCCAS le sait bien, elle qui se mobilise depuis plusieurs années pour que l'action sociale ne soit pas considérée comme le parent pauvre de la dynamique intercommunale.

**"Pour le guichet social unique" / DAMON Julien**

**Actualités sociales hebdomadaires, 31/03/2017, n° 3004, p. 48**

"Dans la famille des serpents de mer sur l'évolution de la protection sociale, je demande le guichet unique. Il est de bon ton de hausser les épaules dédaigneusement à sa simple évocation. Il faut dire que l'expression même est dépréciée. En particulier, parce que les guichets uniques (en matière d'emploi, de handicap ou de famille) existent, au moins sur le papier. Ils se sont même multipliés. Mais avoir plusieurs guichets uniques paraît, évidemment, peu logique. Au-delà de l'ironie, le sujet mérite que l'on s'y arrête. La situation commande des améliorations en ce qui concerne l'accueil de gens, qui ne saurait être qu'immatériel, et le service des prestations, qui ne saurait continuer à autant se disperser. Surtout, la révolution numérique et son déluge d'algorithmes et de données permettent de progresser. Le guichet unique pourrait bientôt ne plus relever du mythe."

**Les enjeux du développement social et territorial au regard du rôle de l'État et des politiques du droit commun / AVENEL Cyprien**

**Politiques sociales, 2017, n° 124, p. 68-78**

Si la notion de développement social n'est guère une nouveauté en France, elle connaît depuis quelques années un nouvel engouement. Elle est progressivement apparue à travers des expérimentations locales, des courants de réflexions associatifs et institutionnels, quelques circulaires et certains dispositifs d'innovation, mais elle est restée circonscrite jusqu'à présent dans des cercles relativement étroits, avec un impact marginal, par comparaison avec les pratiques de l'aide sociale individuelle. Or, les récentes mesures de la réforme territoriale (2014 et 2015) inscrivent le développement social, pour la première fois, dans la loi, et en confient la compétence au Conseil départemental, renommé « chef de file de l'action sociale et du développement social ». Cette évolution législative inscrit donc l'action sociale et le travail social dans un projet politique désormais élargi au développement social.

**Contractualisation territoriales et reconfigurations de l'Etat social / ROUZEAU Marc**

**Politiques sociales, 2017, n° 1-2, p. 25-39**

- De la régulation croisée à un processus généralisé de socioterritorialisation
  - Etat social actif et réordonnements
- <http://www.lespolitiquessociales.org/1&2-2017.html>

**« De la protection à l'activation, on passe d'un monde à l'autre »**

**Actualités sociales hebdomadaires, 10/06/2016, n° 2964, p. 22-25**

Entre Etat-providence et références néolibérales, s'orientent-on « Vers un Etat social actif à la française ? » Dans son ouvrage ainsi titré (éd. Presses de l'EHESS, 2016), Marc Rouzeau, chercheur en sciences politiques, montre que ce changement de cap est bel et bien engagé. Plutôt que de le déplorer, il y voit une opportunité pour mettre en œuvre une réorganisation ambitieuse de l'action sociale.

- Territorialisation des problèmes sociaux et des modes d'action

**La coordination institutionnelle entre les acteurs / AUDOUARD Nathalie**

**Vie sociale, 03/2016, n° 13, p. 139-148**

[http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_ARTICLE=VSOC\\_161\\_0139](http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=VSOC_161_0139)

Cet article se propose d'analyser ce que la démarche des Egts a produit pour les acteurs d'un département, dans un contexte institutionnel complexe. Notamment le processus engagé a été l'occasion de réaliser un véritable état des lieux territorial des logiques d'acteurs et des enjeux locaux. Il a permis de mettre en synergie des usagers, des bénévoles, des professionnels du travail social et de l'intervention sociale, mais aussi des dirigeants de structures publiques et privées gestionnaires ou opérateurs des politiques publiques de l'action sociale. Cette démarche des Egts a démontré que le travail social et l'intervention sociale ne peuvent penser leur structuration de façon isolée. Le cloisonnement des niveaux de pilotage, de décision et d'intervention doit faire l'objet d'une réflexion de fond et doit être pensé collectivement. Ce travail d'envergure qui a abouti à un plan d'action national a redonné du sens aux pratiques et dégagé ainsi des perspectives opérationnelles.

**Le travail social au défi du développement social / AVENEL Cyprien**  
**Vie sociale, 03/2016, n° 13, p. 115-137**

La notion de développement social est portée par la volonté de promouvoir la mise en œuvre de politiques émancipatrices, participatives. Dans le cadre de la décentralisation, elle traduit la volonté de s'appuyer sur l'atout de la proximité et incarne l'ambition d'une approche plus locale et partenariale des politiques publiques, afin de dépasser les approches verticales et sectorielles. Le développement social est une stratégie territoriale qui consiste à agir sur l'environnement dans tous ses aspects, à promouvoir le pouvoir d'agir individuel et collectif.

En matière de gouvernance, il appartient aux institutions en responsabilité des politiques publiques de formaliser la coopération territoriale, le pilotage politique et institutionnel dans une conception de l'intervention, ascendante, transversale, qui se traduit par la coopération de tous les acteurs autour d'un projet social de territoire. Au niveau technique, le travail social doit être orienté vers des approches globales, des pratiques plus collectives. Les Egts, à travers les assises interrégionales, ont été l'occasion de mettre en avant des « pratiques inspirantes », des initiatives et des projets collectifs dans les territoires. Dès lors, il s'agit d'étendre ces pratiques et pour cela de renforcer la formation des travailleurs sociaux à l'intervention collective, de favoriser une culture de la transversalité, le décloisonnement des secteurs d'activités comme des métiers.

[http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_ARTICLE=VSOC\\_161\\_0115](http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=VSOC_161_0115)

**Le Développement social aujourd'hui : pour qui ? Pour quoi ?**  
**Revue française de service social, 03/2016, n° 127, p. 8-113**

<http://www.anas.fr/RFSS-N-260-Le-Developpement-social-aujourd-hui-pour-qu>

- **Ouvrages**



**Innover dans la mise en œuvre d'une politique d'action sociale / ROUSSEAU François**  
**Territorial éditions, 2018**

Innover dans les politiques d'action sociale, tel est le mot d'ordre de l'auteur. Innover pour faire face aux mutations sociodémographiques, technologiques, sociétales et institutionnelles, ou plutôt pour les anticiper et en être acteurs. Parce que les politiques d'action sociale doivent s'affirmer comme des politiques transformatrices, tournées vers l'humain et, pour cela, se réinventer. Aguerri dans l'accompagnement de l'innovation sociale, François Rousseau nous éclaire sur les évolutions en cours, leurs impacts possibles sur les politiques d'action sociale, les changements de paradigme qui en découlent. Il met en évidence la façon dont les politiques d'action sociale se réinventent aujourd'hui sur le plan méthodologique pour jouer leur rôle dans le développement des territoires. Il propose à cet effet un tour d'horizon du contexte législatif, un ensemble de repères prospectifs, mais aussi des repères pratiques pour élaborer et conduire les politiques d'action sociale et faire en sorte qu'elles soient en phase avec la société qui émerge et ses défis



**Les nouvelles dynamiques du développement social / AVENEL Cyprien, BOURQUE Denis**  
**Champ social éditions, 2017, 279 p.**

Le développement social connaît un regain d'intérêt et de pertinence en raison de l'évolution profonde des problématiques sociales et de la remise en cause des interventions traditionnelles des politiques sociales. Cet ouvrage collectif interroge les nouvelles dynamiques du développement social et du travail social collectif en France face aux défis sociaux d'aujourd'hui en tirant profit d'un regard croisé avec l'expérience du Québec. Loin de révéler un Québec en pointe et une France en retard, il souligne la similitude des processus et des enjeux et il permet une clarification des concepts et des pratiques (intervention collective, empowerment, participation citoyenne...).

L'ouvrage est construit autour de quatre questions structurantes : le rôle de l'État et la contribution des politiques sociales au développement des territoires ; l'ouverture des pratiques professionnelles du champ social à l'intervention collective ; le renforcement de la société civile et de la participation citoyenne ; l'enjeu d'une conception stratégique de la politique sociale, qui n'est pas simplement une dépense et une charge, mais un instrument dynamique de construction du bien commun local.



### **Conduire le changement en action sociale.**

**Mutations sociétales, transformation des pratiques et des organisations / DUBREUIL**

**Bertrand, JANVIER Roland**

**ESF, 2018, 239 p.**

Les mutations sociétales amènent les professionnels du travail social à revoir leurs postures. Cet ouvrage fait le point sur les diverses évolutions relatives à la place de l'utilisateur et leurs impacts sur les pratiques professionnelles et les missions. Il fournit des repères nécessaires à la compréhension des interactions de ces évolutions ainsi que des pistes d'action.



### **Vers un État social actif à la Française ? / ROUZEAU Marc**

**Presses de l'EHESP, 2016, 169 p.**

Face au développement des vulnérabilités, à la persistance de la pauvreté et aux risques de ghettoïsation, il est devenu indispensable de s'accorder sur la prise en charge des problèmes sociaux (dépenses sociales, prévention, mobilisation des usagers...). Ainsi, dans les sociétés occidentales, une logique de responsabilisation a pris le pas sur la logique d'assistance héritée des Trente Glorieuses et l'« État social actif » se propage. Sa version française reste cependant, à inventer et c'est à cette tâche que s'attelle ici Marc Rouzeau, de manière scientifique et audacieuse. En s'appuyant sur une solide culture historique, il examine méthodiquement les principales étapes du traitement français de la question sociale : constitution lente et progressive d'un « quasi-secteur » social, processus généralisé de territorialisation des années 1980, apparition de nouveaux instruments depuis 2005 (agences, appels à projet, évaluation...). Grâce à une appréhension renouvelée de la question sociale, une prise en compte du cadre républicain et une ouverture documentée aux influences transnationales (notamment québécoises), l'auteur livre dans cet ouvrage un regard éclairé sur les mutations de l'action publique, invitant à se saisir des impensés de la réforme territoriale en cours.



### **Travail social et territoire. Concept, méthode, outils / MOINE Alexandre, SORITA Nathalie**

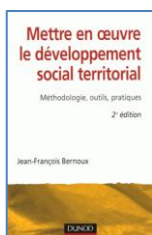
**Presses de l'EHESP, 2015, 252 p.**

Les territoires sont au cœur des politiques sociales. Mais que recouvre cette notion ? Fruit d'un dialogue entre géographes et professionnels de l'action sociale, entre théorie et pratique, ce livre en propose un nouvel éclairage à l'usage des travailleurs sociaux. Pluridisciplinaire, la notion de territoire se situe au croisement de la géographie, de la sociologie, des sciences politiques et sociales. À travers une synthèse théorique, les auteurs proposent des outils d'analyse et de diagnostic permettant d'appréhender la réalité complexe des territoires et de mieux penser le travail social.

### **Au cœur du social départemental / BESSON Geneviève**

**Département de l'Eure, 2014, 383 p.**

Chef de file de l'action sociale, le Conseil général de l'Eure mène depuis trente ans des politiques sociales obligatoires ou facultatives mais souvent méconnues en direction de publics variés. Enfants nés ou à naître, familles, adultes ou jeunes en insertion, personnes âgées ou handicapées, les personnes en difficulté rencontrent un jour ou l'autre le Conseil général par l'intermédiaire des travailleurs sociaux. Ceux-ci notamment informent, orientent, évaluent, soutiennent mais aussi protègent si besoin. Dans le cadre des États généraux du travail social, le Département de l'Eure a jugé important de mieux faire connaître les compétences sociales départementales en donnant la parole à ceux qui les mettent en œuvre. À l'aube de la réforme territoriale, espérons que cette plongée au sein du social départemental puisse éclairer la façon d'exprimer les solidarités de demain.



## **Mettre en oeuvre le développement social territorial : méthodologie, outils, pratiques** **BERNOUX Jean-François, Dunod, 2005, 170 p.**

Dépassée l'ère de l'assistance voire de l'insertion, l'action sociale aborde désormais celle du développement social territorial (DST). Responsables des politiques sociales des régions, départements, villes, ou CAF, MSA et secteur associatif, renouvellent ainsi leur approche de la question sociale. Mais la démarche reste difficile d'accès tant l'évidence de ses principes séduit et minimise l'exigence de sa mise en œuvre. « Faire territorial » quand l'action sociale s'intéressait jusqu'alors à des publics cibles, avoir une approche globale et partenariale quand l'intervention sociale s'affichait spécialisée – et cloisonnée –, compter avec le politique local quand les politiques institutionnelles s'autoproclamaient... Et par-dessus tout admettre que faire société ne peut se réduire à penser d'en haut la satisfaction des besoins et le traitement des problèmes sociaux, sans que soit reconnue la capacité de tout individu à être acteur des projets qui le concernent, résume la novation apportée par le DST et les « déplacements » qu'il requiert. A tâtons, les opérateurs du social s'essaient aux méthodologies et aux outils sans toujours bien en maîtriser le sens et la conjugaison. Diagnostic partagé, projet territorial, évaluation stratégique, participation des habitants, négociation, s'investissent souvent plus comme des « protocoles technologiques » que comme des processus de changement social. Pointant les obstacles et les conditions du développement social territorial, ce livre propose une vision transversale de chacun des « outils-séquences » du DST et de leurs modalités de mise en œuvre.

## **Consulter nos dossiers documentaires**

[La gouvernance territoriale des politiques sociales : entre accès aux droits et efficience de l'action 26 et 27 mai 2016](#)



## C / APPROCHE DE LA FRAGILITÉ ET DE LA VULNERABILITÉ DES PUBLICS

### États Généraux des Vulnérabilités 2018 - 2019

#### Pour un décroisement de la prise en charge des personnes en situation de vulnérabilité

Fondation SanofiEspoir, 2019, 60 p.

<http://agir360.fr/>

"Six mois après avoir organisé le colloque Vulnérabilités et Parcours de Vie en France, nous poursuivons notre engagement en faveur d'un accompagnement global des personnes vulnérables en France, en compagnie de nos 11 associations partenaires.

Dans ce cadre, nous avons décidé d'engager les pouvoirs publics et les parties prenantes en faveur de l'approche globale, en leur proposant de signer le livre blanc États Généraux des Vulnérabilités."



### **Les vieux sont-ils forcément fragiles et vulnérables ? : les nouvelles catégories de l'âge / EYNARD Colette**

Eres, 2019, 320 p.

Les vieux ne se réduisent pas à la catégorie dans laquelle la société et les pouvoirs publics les rangent. Depuis les années 1960, ils sont l'objet d'un jeu incessant de nouvelles appellations – 3e et 4e âges, personnes âgées dépendantes, Alzheimer, seniors – et désormais les voilà fragiles et vulnérables. Les conséquences sont redoutables : assignés à un espace social contraint et normatif, nous les amputons ainsi d'une identité propre, de leur histoire singulière et de l'expression de leurs besoins pour finalement constituer une population d'assistés, fragiles et vulnérables. Les auteurs, membres du réseau de consultants en gérontologie (ARCG), dénoncent cette vision réductrice, porte ouverte sur des formes variées de discrimination et un appauvrissement des espaces professionnels en gérontologie.

### **L'EHPAD en France : la place de la fragilité, l'enjeu de la Dignité**

**Géoscopie pour les décideurs en Gérontologie, 03/2018, n° 90, p. 9-11**

Le secteur des EHPAD est traversé par de multiples tensions sociales. Doit-on y voir les symptômes d'un "système" en crise ? Oui car ce système est confronté à une transition démographique irréversible et à une équation budgétaire insoluble. Seule une réflexion intégrant la dignité des personnes produira des réponses durables et humaines.

### **Familles en contextes de vulnérabilités psychosociales : réalités des enfants, des parents et des services / CLEMENT Marie-Eve, MILANI Paola**

**Revue internationale de l'éducation familiale (Ia), 2018, n° 43, p. 9-164**

Les travaux réalisés au cours des dernières décennies ont contribué à tracer les contours des contextes de vulnérabilités psychosociales des familles et les conditions de vie difficiles qui ont un impact sur le bien-être de leurs membres. Ce numéro thématique Familles en contextes de vulnérabilités psychosociales dirigé par Marie-Ève Clément (Université du Québec en Outaouais, Canada) et par Paola Milani (Université de Padoue, Italie) examine la notion de vulnérabilité comme un phénomène social qui résulte de dynamiques écologiques complexes. Les articles exposent l'avancée des connaissances en matière de recherche et d'intervention en soulignant les pistes d'actions qui misent davantage sur les besoins des enfants et des familles, ainsi que sur leur participation aux processus de décision.

<http://www.editions-harmattan.fr/catalogue/couv/aplat/9782343164557.pdf>

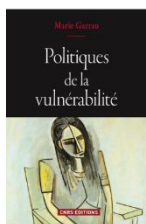
### **Prévenir la vulnérabilité des jeunes et favoriser leur insertion**

**Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, 2018, 36 p.**

[http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/rapport\\_gt\\_2\\_finalise.pdf](http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_gt_2_finalise.pdf)

Concertation sur la pauvreté des enfants et des jeunes : les propositions du groupe de travail N°2

- Mieux former et mieux accompagner les jeunes tout au long de leur parcours de vie
- Garantir un accompagnement sécurisé de tous les jeunes vers l'emploi grâce à des parcours adaptés
- Soutenir les jeunes vulnérables en leur offrant des solutions adaptées



**Politiques de la vulnérabilité / GARRAU Marie  
CNRS éditions, 2018, 368 p.**

En une vingtaine d'années, la notion de vulnérabilité est devenue omniprésente dans le débat public et les discours politiques. On ne compte plus le nombre de références aux groupes, populations ou personnes dites " vulnérables ". Mais en quoi consiste cette vulnérabilité à laquelle il est fait référence ? Et quelles en sont les implications morales et politiques ? C'est à ces questions que ce livre est consacré.

Penser la vulnérabilité exige de naviguer entre plusieurs écueils. Il faut à la fois reconnaître qu'elle constitue une structure d'existence commune, à ce titre universellement partagée, sans toutefois omettre de prendre en compte ses variations différentielles et sa distribution inégalitaire, soit le fait que certaines personnes sont rendues particulièrement vulnérables par certains types d'organisation sociale. Aussi faut-il appréhender la vulnérabilité à partir d'une double perspective, philosophique et sociologique. Il sera alors possible de définir une politique de la vulnérabilité, visant la reconnaissance de notre fragilité commune et la lutte contre les processus sociaux qui induisent son intensification.

**Actes de la journée d'étude Orspere-Samdarra « Vulnérabilités et demande d'asile », Le 6 Décembre 2017, Lyon**

**Orspere-Samdarra, 2018, 69 p.**

[http://www.ch-le-vinatier.fr/documents/Publications/Journees\\_etude\\_RECHERCHE\\_Orspere\\_Samdarra/Actes\\_JE\\_Vulnerabilites\\_OrspereSamdarra.pdf](http://www.ch-le-vinatier.fr/documents/Publications/Journees_etude_RECHERCHE_Orspere_Samdarra/Actes_JE_Vulnerabilites_OrspereSamdarra.pdf)

Les directives européennes Procédures (Directive 2013/33/UE) transposées en droit interne soulignent la nécessité d'évaluer et de prendre en compte la vulnérabilité des demandeurs d'asile. Appliquée en France lors de la réforme de juillet 2015, la question de la vulnérabilité devient centrale dans la procédure d'asile. Que recouvre la notion de vulnérabilité ? Comment l'évaluer ? Qui sont les personnes dites vulnérables ?

**Enfance en situation de fragilité, implication du travail social [DOSSIER] / GAGNADOUX Michelle, MOUNIER Marie-Geneviève**

**Revue française de service social, 2018, n° 271, p. 9-109**

Si l'enfance et la protection de l'enfance sont des thèmes récurrents en travail social, la corrélation qui est désormais faite entre besoins et droits ainsi que la définition précise des besoins de l'enfant et de son méta-besoin de sécurité montrent que l'approche de la protection a évolué. D'ailleurs, le douzième rapport de l'Observatoire national de la protection de l'enfance présente une approche quantitative et qualitative de ce public, interrogeant la protection de l'enfance dans une approche pluridisciplinaire.

À travers ce numéro de la Revue française de service social, nous avons voulu aborder différentes compréhensions de la fragilité de l'enfant. Quelle représentation le terme " fragile " évoque-t-il selon les différents acteurs de terrain ? Et au regard de ces éléments, quel accompagnement peut être apporté par le travail social ?

[https://www.anas.fr/RFSS-N-271-Enfance-en-situation-de-fragilite-implication-du-travail-social\\_a1289.html](https://www.anas.fr/RFSS-N-271-Enfance-en-situation-de-fragilite-implication-du-travail-social_a1289.html)

**Majeurs protégés : une imbrication de vulnérabilités**

**Actualités sociales hebdomadaires, 22/09/2017, n° 3026, p. 24-25**

L'Association nationale des centres régionaux d'études, d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilité (Ancreai) a réalisé une étude nationale afin de mieux connaître les majeurs protégés. Elle met en lumière la complexité des situations et de l'accompagnement de cette population.

<http://ancreai.org/etudes/etude-relative-a-la-population-des-majeurs-proteges-profiles-parcours-et-evolutions/>

**Philippe Merlier. Consentir à notre vulnérabilité / MERLIER Philippe**

**Actualités sociales hebdomadaires, 05/05/2017, n° 3009, p. 26-27**

Les travailleurs sociaux doivent accompagner les personnes vulnérables sans se substituer à elles. Une éthique de la relation qui s'ancre dans la vulnérabilité qu'ils ont en partage, explique Philippe Merlier, professeur de philosophie et formateur en travail social.

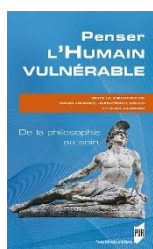
**Les nouveaux visages de la précarité [Dossier] / BRESSON Maryse, MORABITO Léa, NAVARRE Maud, SILVERA Rachel, CANONNE Justine, DAMON Julien, BRODIEZ DOLINO Axelle**  
**Sciences humaines, 02/2017, n° 289, p. 28-51**

Née dans les années 1980, la notion de précarité est vite devenue canonique pour les sciences sociales, en même temps qu'elle s'imposait dans les politiques publiques. Elle ne se limite pas à la pauvreté, l'exclusion ou la marginalisation ; elle a des contours résidentiels, sanitaires, professionnels... L'inquiétude qu'elle suscite est massive : 55 % des Français se sentent menacés, 83 % ont peur pour leurs enfants (baromètre Ipsos-Secours populaire, 2016), ce qui révèle un très fort sentiment de vulnérabilité au sein de la société française. (...) Que désigne-t-on au juste par précarité ? Ce phénomène s'est-il renforcé au cours des dernières années ? Qui bascule ? Comment en sortir ? En croisant les recherches récentes, ce dossier dresse un bilan et dessine des pistes pour éclairer la réflexion.

Au sommaire :

- La montée des vulnérabilités - Précarité, état des lieux - Des vies sur le fil. Histoires familiales et accidents de la vie interagissent la plupart du temps - La jeunesse, génération sacrifiée ? - La galère au féminin - Qui sont les intérimaires ? - Questions à Céline Braconnier, professeure en sciences politiques et directrice de l'IEP-Saint-Germain-en-Laye : "la politique peut encore changer des vies" - Quelles solutions face à la précarité ?

[https://www.scienceshumaines.com/les-nouveaux-visages-de-la-precarite\\_fr\\_37521.html](https://www.scienceshumaines.com/les-nouveaux-visages-de-la-precarite_fr_37521.html)



**Penser l'humain vulnérable : de la philosophie au soin / JOUSSET David, BOLES Jean-Michel, JOUQUAN Jean**

**Presses universitaires de Rennes, 2017, 326 p.**

Ouvrage unique dans l'espace francophone, ce livre constitue une véritable introduction philosophique à une pensée de la vulnérabilité. Analyse sociologique des nouvelles formes de fragilités sociales, formation d'un droit des personnes vulnérables, regard anthropologique et politique sur l'usage de ces catégories sont autant d'éléments essentiels pour la compréhension de notre époque. Ce livre s'adresse aux soignants, aux professionnels et aux chercheurs travaillant sur les questions de la santé, du soin, de l'action sociale.

**Le travail social face aux vulnérabilités / BRESSON Maryse**  
**Cahiers français, 01/2016, n° 390, p. 49-53**

Apparu avec la question sociale au cours du XIXème siècle, le travail social a depuis embrassé un champ de plus en plus vaste, allant de l'assistance sociale aux plus démunis à l'accompagnement vers l'emploi des personnes en insertion. L'apparition de nouvelles formes de vulnérabilités durant les années 1980, avec les figures des "nouveaux pauvres", des "jeunes de banlieue" ou encore des travailleurs pauvres, va changer en profondeur le public auquel s'adressent les travailleurs sociaux. Cette mutation des publics s'accompagne d'une évolution, elle aussi majeure, des politiques sociales, davantage individualisées et territorialisées. Maryse Bresson souligne le malaise actuel du travail social, pris entre des moyens insuffisants au regard de l'enjeu qu'on lui confie, à savoir repenser le modèle social, et des interrogations sur la pertinence des modalités actuelles d'intervention.



**Agir sur les vulnérabilités sociales. Les interventions en première ligne entre routines, expérimentation et travail à la marge / LEVY VROELANT Claire, JOUBERT Michel, REINPRECHT Christophe**

**Presses universitaires de Vincennes, 2015, 361 p.**

Grâce à des enquêtes menées non pas sur, mais avec des travailleurs sociaux, cet ouvrage donne à voir très concrètement comment les vulnérabilités sociales circulent, se renforcent ou s'atténuent. Critiqué pour son appui qu'il apporterait à l'ordre social, ou au contraire loué pour l'attention qu'il donne aux plus démunis, le travail social est souvent l'objet d'approches qui ne

rendent pas compte de sa réalité quotidienne. Se placer au plus près du travail des « premières lignes » permet de saisir ses ombres et ses lumières.

Cet ouvrage contribue à rendre intelligibles les paradoxes et contradictions d'un milieu où la volonté de bien faire son travail se trouve confrontée aux injonctions du new public management (améliorer le rapport coût/efficacité du service) et à la montée des insécurités sociales. Il pointe également l'extraordinaire richesse de certaines des expériences engagées qui portent en germe de nouvelles manières d'intervenir dans le champ social.





### **La fragilité des personnes âgées. Définitions, controverses et perspectives d'action / BELAND François, MICHEL Hervé**

**Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2013, 279 p.**

La fragilité est un processus latent, fluctuant et potentiellement réversible. Développée par les gériatres, cette notion ouvre la voie à des actions de prévention qui permettraient aux personnes âgées de maintenir un vieillissement actif et de récupérer leurs capacités physiques. L'enjeu est donc d'intervenir en amont du processus de fragilisation, avant même la manifestation des premiers signes de fragilité, pour permettre aux personnes âgées de conserver leur autonomie le plus longtemps possible et aux pouvoirs publics de réduire les dépenses liées au vieillissement. S'il y a globalement consensus sur l'intérêt et la nécessité d'agir, les divergences persistent sur la définition et la mesure de la fragilité. La fragilité est-elle un syndrome gériatrique ou une simple accumulation de risques ? Quels liens entre fragilité, maladies chroniques et dépendance ? Doit-on simplement parler de fragilité ou aussi de vulnérabilité ? Façonnée par les travaux de recherche essentiellement gériatrique, la fragilité émerge aussi comme une catégorie d'action publique qui interroge l'évolution du système de protection sociale du moins les politiques du vieillissement. Par son approche pluridisciplinaire et internationale, cet ouvrage apporte un éclairage précis et inédit sur la fragilité, mais aussi sur la vulnérabilité des personnes âgées.

## **3 / Posture professionnelle**

---

### **A/ RESPONSABILITÉS, ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE EN TRAVAIL SOCIAL**

- Articles

#### **Travail social. Quelles marges de manœuvre pour défendre sa mission ?**

**Travail Social Actualités, 02/2019, n° 99, p. 10-12**

Le film les Invisibles actuellement en salles, montre des travailleuses sociales se mobilisant pour continuer à accompagner des femmes en situation de grande précarité, quitte à déroger au droit commun. L'occasion d'explorer les marges de manœuvre dont disposent encore les travailleurs sociaux pour préserver ou créer des dispositifs.

#### **Travail social. La Loire-Atlantique pense l'éthique**

**Actualités sociales hebdomadaires, 23/11/2018, n° 3085, p. 11**

C'est une démarche suffisamment rare pour être soulignée. Le conseil départemental de Loire-Atlantique a officialisé la création, jeudi 15 novembre, d'un espace de réflexion éthique. Cette instance réunira 23 membres, deux à trois fois par an. Elle se compose des professionnels du département mais aussi de ses partenaires comme la CAF ou l'Udaf, de militants associatifs, de chercheurs et de six personnes accompagnées, issues des groupes de réflexion autour du RSA et invitées à partager leur expérience. Les échanges ont vocation à alimenter la réflexion des professionnels. Aucun élu n'est représenté au sein de l'instance, qui se veut indépendante et surtout pragmatique. « La parole doit être libre et elle ne doit pas être plombée par les intellectuels », explique Lyliane Jean, vice-présidente en charge de l'action sociale.

[https://www.loire-atlantique.fr/jcms/services/enfance-familles/actualite-un-espace-de-reflexion-ethique-pour-laction-sociale-fr-p2\\_1042374](https://www.loire-atlantique.fr/jcms/services/enfance-familles/actualite-un-espace-de-reflexion-ethique-pour-laction-sociale-fr-p2_1042374)

#### **Le bon accompagnement**

**Actualités sociales hebdomadaires, 18/05/2018, n° 3061, p. 16-18**

La Fnadepa a organisé, mardi 15 mai, un colloque, à Nîmes, intitulé « Travailler auprès des personnes âgées : impasse ou perspectives ? » Lors de cette journée, experts, directeurs d'établissements, équipes soignantes et institutions ont notamment réfléchi autour du thème suivant : donner du sens à l'accompagnement et aux projets de vie. En marge de cette réunion, Jean-Pierre Riso, président de la fédération, a pris position en faveur du cinquième risque.

**Le partage d'informations à l'heure du travail en réseau**  
**Travail Social Actualités, 05/2018, n° 92, p. 15-22**

Les notions de parcours, de coordination, de travail en réseau impliquent de partager des informations entre professionnels. Comment concilier ces logiques avec le respect de la vie privée des usagers, l'obligation de discrétion ou le secret professionnel ? La question s'avère complexe et les récentes évolutions législatives ne règlent pas tout.

<https://solidarites-sante.gouv.fr/ministere/acteurs/instances-rattachees/haut-conseil-du-travail-social-hcts/rapports-et-publications-du-hcts/>  
<http://secretpro.fr>

**Le comité d'éthique comme boussole**  
**Travail Social Actualités, 05/2018, n° 92, p. 20-21**

Encouragés par le plan d'action en faveur du travail social, les comités d'éthique locaux constituent une réponse intéressante pour questionner le partage d'informations. Exemple avec celui du conseil départemental du Puy-de-Dôme.

**« Les personnels pris entre l'éthique et la maltraitance »**  
**Actualités sociales hebdomadaires, 09/03/2018, n° 3051, p. 32-33**

Psychologue depuis près de vingt ans dans un service hospitalier de cancérologie, Valérie Sugg traque les dysfonctionnements de notre système de soins condamné à la rentabilité. Dans son livre « L'Hôpital : sans tabou ni trompette », elle décrit les souffrances que cette situation génère, tant chez les soignants que chez les soignés. Un bilan de santé alarmant.

**Synthèse générale de la journée d'étude de l'ANAS : " Numérique et pratiques professionnelles de l'assistant de service social, quels enjeux éthiques ? ", Paris, 13 octobre 2017 / DUBASQUE Didier**  
**Revue française de service social, 03/2018, n° 268, p. 115-121**

"Il est difficile de vous proposer une courte synthèse de cette journée, tant les sujets abordés ont été nombreux et riches pour notre réflexion. Le numérique, les fichiers, notre responsabilité vis-à-vis des personnes que nous recevons, le secret professionnel, mais aussi la société qui va coûte que coûte dans une direction que nous n'avons pas forcément choisie, comme si finalement, tel un bateau ivre, plus personne n'était aux commandes, tout cela contribue à interroger les travailleurs sociaux, et notamment les assistants de service social. Le numérique nous prédit souvent des lendemains qui chantent dans un contexte de société déréglementée. Il reste difficile d'aborder ce sujet tant les portes d'entrées et façons de les appréhender sont nombreuses."

**Travail social et engagement(s)**  
**Revue française de service social, 2018, n° 270, p. 8-121**

Depuis les origines du travail social au XIXe siècle, la notion d'engagement questionne. Le professionnel se trouve confronté à sa propre méthodologie et à son éthique à la réalité socio-économique de l'Autre.

Les problématiques autour de l'engagement, du militantisme et de la façon de travailler autrement reviennent dans les préoccupations des professionnels travailleurs sociaux ; des questions se posent : est-ce que le travailleur social peut être professionnel et militant ? Comment mettre en tension ces deux axes dans une tentative de cohérence et d'implication ?

L'engagement éthique professionnel n'est pas seulement lié par des paroles, il l'est aussi par des actes. Aussi, il s'agit de réhabiliter l'apport de l'humain par le biais des émotions dans le travail social, d'identifier en quoi l'analyse des pratiques en formation par la recherche-action sert la construction d'un positionnement qui pour certains, pourrait aller jusqu'à la désobéissance.

Il s'agit également de mettre à profit la réforme du travail social pour que l'effectivité des droits fondamentaux devienne sa finalité, tout en respectant le positionnement de chacun et en évitant donc toute confusion. L'implication professionnelle relève toujours de valeurs éthiques, de notions de transversalité et de territorialité, de solidarité et de coopération qui donnent sens et cohérence à l'engagement, où qu'il soit.

Ce numéro apporte ainsi des réponses théoriques, des témoignages professionnels et des réflexions personnelles à cette question sur le concept de l'engagement.

[https://www.anas.fr/shop/N-270-Travail-social-et-engagement-s\\_p110.html](https://www.anas.fr/shop/N-270-Travail-social-et-engagement-s_p110.html)

### **Une déontologie stéréotypée dans les ESSMS / LE DUC Yves**

**Actualités sociales hebdomadaires, 24/11/2017, n° 3035, p. 34-36**

Quinze ans après la reconnaissance des droits des usagers par la loi du 2 janvier 2002, les professionnels des structures du social et du médico-social ont pris l'habitude de jongler avec de nouveaux outils de travail : contrats de séjour, projets d'établissement, conseils de la vie sociale. Néanmoins, des critiques pointent. Pour les uns, la loi serait trop contraignante et bureaucratique, pour les autres, elle ne serait pas assez efficace pour rendre effectifs les droits des usagers. Yves Le Duc, juriste et ancien formateur à l'institut régional du travail social (IRTS) Paris – Ile-de-France, rouvre le débat sous l'angle de la déontologie. Laquelle, selon lui, ne peut être que multiservice et évolutive.

[https://www.has-sante.fr/portail/upload/docs/application/pdf/2018-03/reco\\_ethique\\_anesm.pdf](https://www.has-sante.fr/portail/upload/docs/application/pdf/2018-03/reco_ethique_anesm.pdf)

### **Ethique et management - Replacer l'humain au centre**

**Actualités sociales hebdomadaires, 15/09/2017, n° 3025, p. 20-23**

Les dirigeants et cadres d'ESSMS semblent de plus en plus enclins à vouloir enrichir leur management par une dimension éthique. En particulier au travers de groupes de réflexion, temps d'arrêt nécessaires pour prendre les meilleures décisions dans l'accompagnement des personnes vulnérables comme dans la gestion des équipes.

- « Travailler sur les valeurs qui nous rassemblent donne du sens au travail »

### **L'éthique, une boussole pour les professionnels**

**Travail Social Actualités, 02/2017, n° 79, p. 15-22**

À condition d'être construite et partagée entre tous les acteurs d'un établissement, la démarche éthique est bien plus qu'un critère à remplir pour satisfaire l'évaluateur. Elle remet au cœur des pratiques un fondement de l'action sociale parfois bousculé : l'accompagnement doit pouvoir s'adapter aux besoins de chaque personne.

- "Respecter, la singularité", Dominique Depenne

- Un comité qui associe les usagers

- Une instance éthique à plusieurs niveaux

- Vu en Norvège. Éthique à tous les étages

<http://www.espace-ethique.org/>

### **Laïcité. Un dialogue à construire**

**Direction(s), 01/2017, n° 149, p. 24-31**

Qu'elles émanent des usagers, de leur famille ou des équipes, les demandes d'ordre religieux interrogent les directeurs d'établissements. Et pour certains, les embarrassent. Pourtant, si le principe de laïcité reste une source de confusion, en pratique, ils parviennent à formuler des réponses garantissant le "vivre ensemble". Ce en faisant appel au bon sens, à leurs réflexes professionnels et à l'échange.

- "La liberté de conscience des salariés doit demeurer le principe"

- Une charte pour rappeler les valeurs de l'association

- Incarner le vivre ensemble

### **Numérique : les professionnels sur leurs gardes**

**Travail Social Actualités, 12/2016, p. 15-22**

Alors que le numérique est devenu le vecteur des transformations de la société, le travail social prend des airs de village gaulois. La méfiance envers les technologies reste vive et le sens même des nouvelles pratiques sociales induites par le numérique fait toujours débat. Dernière résistance avant le grand saut ou phénomène plus profond ?

- "Le travail social est débordé par les TIC", Didier Dubasque

- Le numérique sans handicap : Adapei Ille-et-Vilaine, une médiatrice numérique familiarise les travailleurs d'Esat à l'usage des tablettes tactiles.

- Des outils faits (pour la) maison : expérience d'un technopole qui adapte les technologies aux attentes des professionnels du domicile et des personnes en perte d'autonomie.

- Access, une plateforme des données

**La déontologie et la philosophie pour revivifier les pratiques / OTT Laurent, GRAVIERE Lilian  
Actualités sociales hebdomadaires, 27/05/2016, n° 2962, p. 38-39**

Dans un contexte profondément bouleversé, comment les professionnels peuvent-ils redonner sens à leur action ? Si Lilian Gravière voit dans la déontologie un guide pour les intervenants, Laurent Ott estime que ceux-ci ont surtout besoin d'une philosophie sociale. Mais tous deux se retrouvent sur la nécessité que l'une ou l'autre approche soit connectée à la pratique.

- La déontologie, un savoir professionnel
- La philosophie sociale, une respiration

[http://www.nce.fr/?page\\_id=559](http://www.nce.fr/?page_id=559)

**Informations : faut-il partager toujours plus ?**

**Travail Social Actualités, 04/2016, n° 71, p. 10-12**

La multiplication des dispositifs décloisonnés autour des usagers accroît le partage d'informations entre professionnels. Mais chaque partage nécessite une réflexion, basée sur un cadre institutionnel, pour qu'il ne relève pas d'une seule éthique individuelle. Il s'agit de penser le secret professionnel, mais aussi d'interroger l'habitude de collecter et de partager trop de données concernant les usagers.

- **Ouvrages / Rapports**

**Guide pour créer, structurer ou consolider un comité éthique pour la pratique du travail social  
Haut conseil du travail social, 07/2018, 32 p.**

[https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide\\_creeer\\_structurer\\_un\\_comite\\_ethique.pdf](https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_creeer_structurer_un_comite_ethique.pdf)

L'objet du présent document est d'exposer les enjeux et les questionnements préalables à la mise en place, à la consolidation ou au renouvellement d'un comité éthique. Il prend appui sur les constantes dégagées lors de la journée nationale des comités éthique organisée en septembre 2017 par la commission éthique et déontologie du HCTS et sur les résultats de l'enquête qui l'a précédée. Il fournit les principaux éléments à choisir et à rassembler pour mettre en œuvre un projet de création d'instance éthique ou pour pérenniser et dynamiser une telle structure de réflexion éthique.



**Manager l'éthique en établissement social et médico-social. Repères conceptuels et mise en œuvre individuelle et institutionnelle / TOUTUT Jean-Philippe, MIRAMON Jean-Marie**

**Seli Arslan (Éditions), 2018, 151 p.**

Dans un établissement social ou médico-social, la dimension éthique individuelle et institutionnelle est essentielle pour favoriser un questionnement permanent sur le sens des actions. Les dirigeants et les équipes d'encadrement jouent un rôle central pour faire vivre cette dynamique au service des personnes accueillies et des professionnels. Ce livre montre que l'éthique professionnelle ne se réduit pas à la conformité des actes à des recommandations ou à un règlement intérieur, ni à une exigence éthérée difficile à concrétiser sur le terrain. Les repères proposés visent à permettre à chacun d'appréhender clairement ce que recouvre cette notion grâce à des définitions opérantes, à la description des caractéristiques constitutives d'une éthique ou des facteurs psychologiques qui participent à sa construction. Des modèles de mise en œuvre de l'éthique en milieu institutionnel sont aussi fournis en tenant compte des « maladies organisationnelles » de notre temps, tout comme des pressions multiples que subissent les différents acteurs du secteur. Les auteurs détaillent également les modalités et dispositifs disponibles pour perfectionner jour après jour l'éthique, tels que les groupes d'analyse des pratiques professionnelles, les comités d'éthique et de bientraitance, etc. Les développements théoriques s'accompagnent de nombreuses illustrations dévoilant des situations professionnelles où la dimension éthique entre en jeu. Ce livre est destiné aux professionnels du secteur social et médico-social, des dirigeants qui portent les projets éthiques à l'ensemble des professionnels qui les concrétisent. Le maintien d'un questionnement éthique sert le projet d'une institution bienveillante, soucieuse de la qualité des soins ainsi que du bien-être des professionnels et des personnes accompagnées.



**Malaise dans le soutien à la parentalité : Pour une éthique d'intervention / NEYRAND Gérard, COUM Daniel, WILPERT Marie-Dominique**  
**Eres, 2018, 144 p.**

La fonction parentale est devenue un enjeu de politique sociale. À ce titre, se sont multipliées diverses initiatives de soutien, publiques, associatives ou privées. Ces initiatives de la société civile ont été d'abord pensées pour dénoncer le discours sur les parents démissionnaires et construire des modèles d'intervention coopératifs. Cependant leur institutionnalisation en dispositifs a produit certains glissements vers des conceptions normatives de "bon parent" sans lien avec la réalité des pratiques familiales. Les intervenants du soutien à la parentalité éprouvent un malaise lié aux injonctions paradoxales dont sont porteurs les dispositifs d'accompagnement, peu enclins à prendre en compte la diversité des familles et de leurs conceptions éducatives. Comment peuvent-ils tenir une posture éthique qui reconnaisse aux parents leur place de citoyens et d'interlocuteurs, leur dignité et leur pouvoir d'être auteurs de leur vie et de leur parentalité ? Dans un dialogue pluridisciplinaire, les auteurs posent la question fondamentale du sens du soutien à la parentalité.

Avec la contribution de Diane KHOURY

<https://www.editions-eres.com/uploads/documents/sommairepdf/201803285022tdm-neyrand-coum-wilpert-malaise-dans-le-soutien .pdf>



**Éthique et travail social / BOUQUET Brigitte**  
**Dunod, 2017, 271 p.**

La nécessaire évolution des pratiques met le travail social en tension, pose souvent des problèmes et soulève des contradictions, voire des conflits et dilemmes éthiques relativement à ses finalités. Aussi est-il conduit à réinterroger ses fondements et ses pratiques, à reformuler ce qui fonde son éthique professionnelle. Cette dernière, en effet, est à la source du sens à redonner au travail social. Cet ouvrage a pour objectif d'aider les travailleurs sociaux à clarifier les enjeux, à structurer leur réflexion et à formuler le sens du travail social.



**Introduction à la démarche éthique dans le travail social / BONJOUR Pierre**  
**Eres, 2017, 248 p.**

L'accompagnement d'enfants en difficultés, de personnes âgées, en situation de vulnérabilité (handicap, précarité, etc.) confronte chaque professionnel à une rencontre humaine toujours singulière, dans un contexte à chaque fois particulier et complexe. Pierre Bonjour propose de les accompagner à leur tour dans des domaines où ils n'osent pas toujours s'aventurer. L'éthique, la morale, la déontologie, la laïcité sont des « grands mots » qui peuvent rebuter et les acteurs sociaux imaginent parfois qu'ils n'ont, de leur place, rien à en dire. Aujourd'hui pourtant, leur quête de repères et, encore plus, de sens montre qu'il est indispensable de multiplier les outils de compréhension pour mieux respecter la personne, qu'il s'agisse d'un usager, d'un résident, d'un élève ou encore d'un patient. A partir de nombreux travaux théoriques toujours ancrés dans des situations concrètes issues de leur quotidien, l'auteur apporte sa contribution pour aider les professionnels des secteurs social et médico-social, de l'éducation et de la santé, à répondre aux questions fondamentales : dans le travail social, au nom de quoi agissons-nous et pour qui ? Pourquoi le faisons-nous et comment ?



**Éthique et accompagnement en travail social / DEPENNE Dominique**  
**ESF, 2017, 160 p.**

Le sens commun tend à rendre synonymes des notions qui ne recouvrent aucune réalité commune. L'éthique, de nos jours, n'échappe pas à ce travers. Cet essai tente d'extraire l'énigme éthique du sens commun en la différenciant de la morale et de la déontologie. Ainsi s'attache-t-il à mesurer les enjeux qui viennent au jour, à partir du questionnement éthique, lorsqu'il s'agit d'accompagner des personnes dites « fragilisées ». L'accompagnement est d'abord et avant tout une relation.



**Éthique de direction en institution sociale et médico-sociale / JANVIER Roland  
ESF, 2017, 127 p.**

Quelles sont les « tensions éthiques » qui traversent et structurent la fonction de direction en institution sociale et médico-sociale ?

Répondre à cette question suppose de cerner la fonction de direction d'établissement ou de service du champ social et médico-social. Fonction délicate sinon difficile, marquée par l'environnement complexe qui caractérise l'action sociale, fragilisée par le contexte d'incertitude des politiques publiques, exposée au risque que représente l'exercice du pouvoir et, enfin, impactée par les situations particulières des usagers.

Répondre à cette question suppose également de situer ce qu'est l'éthique dans l'action sociale et médico-sociale. Elle n'est ni une normalisation comme la morale, ni une règle professionnelle à l'instar de la déontologie. Elle renvoie la personne à ses choix quotidiens et les collectifs de travail, notamment les équipes de direction, à leurs responsabilités engagées dans l'action au nom d'un projet partagé.

L'éthique est un sujet à la mode, de toutes les modes... À l'heure où les critiques fleurissent contre le « management », elle peut être une opportunité facile pour redonner ses lettres de noblesse aux formes d'exercice du pouvoir mises à mal par l'évolution des institutions. L'auteur se plie ici à une double exigence. D'une part, relier l'éthique et le politique parce que l'orientation de l'action en travail social repose sur un projet qui contribue à la construction sociale. D'autre part, relier les pratiques professionnelles avec le travail de la personne sur elle-même, parce que la fonction de direction ne peut qu'être habitée, investie par un sujet assumant sa responsabilité et interrogeant son rapport au pouvoir.

**Valeurs républicaines, laïcité et prévention des dérives radicales dans le champ du travail social / THIERRY Michel**

**Ministère des Affaires sociales et de la santé, 2016**

<http://social->

[sante.gouv.fr/IMG/pdf/prevention\\_des\\_derives\\_radicales\\_dans\\_le\\_champ\\_du\\_travail\\_social.pdf](http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/prevention_des_derives_radicales_dans_le_champ_du_travail_social.pdf)

Pour Michel Thierry, au regard des problématiques "socialement très complexes et politiquement délicates" abordées, il s'agit là d'un "rapport d'orientations", "certainement lacunaire en termes d'analyses et de débats", mais qui essaie de "coller aux aspirations des acteurs de terrain et aux questionnements des professionnels de l'action sociale et socio-éducative et des formateurs".



**Le travailleur social et la république. Un guide pour agir / BONNIN Olivier  
TSA Editions, 2016, 140 p.**

« Parler de liberté, d'égalité et de fraternité, c'est une vaste blague pour le public avec lequel on travaille ! » Au lendemain des attentats de 2015, la République n'est plus qu'un grand mot vide, aux yeux de cet étudiant en travail social...

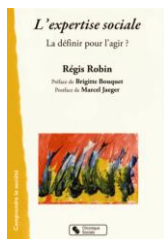
Pour autant, les travailleurs sociaux peuvent donner vie à ces idéaux, par leurs accompagnements quotidiens. Comment y parvenir ?

Ce guide de TSA rassemble des enquêtes de terrain, des repères juridiques, ainsi que des réflexions déontologiques, pour aider les professionnels à concrétiser la République.



**Le secret professionnel en travail social et médico-social / VERDIER Pierre,  
ROSENCZVEIG Jean-Pierre, DAADOUCHE Christophe  
Dunod, 2016, 180 p.**

Les travailleurs sociaux constituent une profession particulièrement sensible à la problématique de secret professionnel, dans la mesure où ils interviennent dans des cas de délinquance, maltraitance, violence, etc. L'ouvrage, conçu sur le principe d'un guide pratique en 150 questions, leur offre les principales bases juridiques et traite de l'ensemble des situations professionnelles relevant de ce thème. L'ensemble du texte a été revu, corrigé et complété par les trois auteurs.



**L'expertise sociale : la définir pour l'agir ? / ROBIN Régis  
Chronique sociale, 2016, 253 p.**

"Avec cet ouvrage, Régis Robin se penche sur ce qui fait corps, au sens de corps professionnel, en s'interrogeant sur les contours du travail social et sur une des spécificités des assistants de service social : la mise en avant d'une capacité d'expertise qui, par certains aspects, ouvre des voies nouvelles à la recherche en travail social, mais qui, par d'autres, interroge les formes de l'engagement de professionnels dans l'action, leur légitimité, leur proximité avec les personnes en situation d'exclusion et de grande souffrance." extrait de la postface de Marcel Jaeger "Devant la diversité des questions que pose l'expertise sociale, Régis Robin montre bien qu'il faut étudier cette expertise plutôt que faire comme si elle n'existait pas, et prendre conscience des enjeux.

S'en saisir permet de poser un autre regard et de veiller à ce qu'il n'y ait pas une confiscation du sens. Il ne s'agit pas de se positionner comme "l'expert de référence" mais de mobiliser des savoirs, des compétences différentes mais complémentaires de l'intervention individuelle et l'intervention collective, et de construire ses postures pour être dans sa fonction. Cela nécessite de porter un regard pragmatique sur la notion d'expertise et d'envisager l'analyse réflexive en cours d'action et l'analyse réflexive sur l'action, permettant de prendre une distance vis-à-vis de la pratique quotidienne.

Ainsi l'expertise sociale peut être envisagée comme une activité située, figure métisse, dont le déploiement ne s'effectue pas seulement sur le mode d'un savoir-faire, mais sur celui d'un "art" qui convoque des habiletés plurielles et des savoirs multiples. Comme l'expertise sociale s'effectue dans le cadre de l'aide personnelle ou de portée sociale, veiller à lui donner une forme citoyenne, partagée, collective, permet de participer aux réflexions sur les grandes questions de la société."



**Agir avec les pauvres contre la misère / VERFAILLIE Bertrand / ATD quart Monde  
Éditions de l'Aube, 2016, 172 p.**

Combattre la misère. Tout le monde ou presque est d'accord. Mais pourquoi faudrait-il le faire avec les pauvres ? "Ils n'en sont pas capables", affirment les uns. "Ils sont trop écrasés par ce qu'ils vivent." "C'est l'Etat qui est responsable des inégalités, c'est donc à lui et pas aux citoyens d'intervenir pour les corriger." "De toute façon, agir avec les pauvres demande trop de temps pour que cela soit efficace." "Mais, non, répliquent les autres, agir avec les pauvres c'est simple, il suffit de leur donner la parole." Naïves ou négatives, les idées reçues sur l'implication des pauvres dans la lutte contre la misère se contentent de répéter "à quoi bon ?" ou "y a qu'à". En racontant plus de trente initiatives inventives qui associent les premiers intéressés à l'action contre la pauvreté, ce livre montre que ce type d'engagement est utile, efficace, indispensable et pas triste... Il donne envie de vivre ce pari. Des campements de migrants aux réunions des Universités populaires Quart Monde, des accueils de personnes sans domicile aux expériences pilotes d'emploi d'utilité sociale, des rues des cités aux tribunes de l'Union européenne, Bertrand Verfaillie révèle la force de démarches citoyennes réalistes et diablement stimulantes.

Dans le prolongement du livre En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté (40 000 exemplaires vendus), ce petit ouvrage est un démultiplicateur de confiance dans le pouvoir d'agir de tous contre un fléau qui a besoin de l'engagement de chacun pour être éradiqué.

**Laïcité et égalité : pour une posture professionnelle non discriminatoire / BOUZAR Lylia, BOUZAR Dounia**

**Profession banlieue, RésO Villes, Trajectoire Ressources, 03/2015, 76 p.**

- Introduction : laïcité, principes de base et système juridique
- Pour une laïcité appliquée au domaine socio-éducatif
- \* la posture professionnelle laïque de l'intervenant socio-éducatif
- \* des valeurs laïques appliquées à des situations concrètes de gestion des usagers
- Discerner le fait religieux du symptôme de mal-être social, voire du processus sectaire radical
- Annexes juridiques

<http://ressources-ville.org/publications/laiciteetegalite.pdf>



**Ethique, laïcité, engagement. Enjeux de société et formation sociales / BASTIDE Jean, BERNARDOT Marie-José, BERTAUX Roger, SCHARFF Pierre**  
**Presses universitaires de Nancy, 2015, 261 p.**

La célébration du centenaire de son origine fut, pour l'Ecole Pratique de Service Social (EPSS), l'occasion de réfléchir sur le présent de l'action sociale et de la formation des travailleurs sociaux à la lumière de son passé, en revisitant particulièrement les orientations de son fondateur, le pasteur Paul Doumergue.

Le présent ouvrage cherche in fine à redéfinir quelles sont les priorités à mettre en œuvre aujourd'hui dans le travail social et la formation des professionnels du champ social, en étant à la fois fidèle aux choix éthiques qui ont prévalu au long de l'histoire de l'EPSS et adapté aux contextes socio-économique et politique de ce début de 21<sup>e</sup> siècle.

Certes, les défis immédiats des centres de formation en travail social ont à voir avec la redéfinition des professions sociales et de leur formation, avec les adaptations nécessaires dans le contexte européen, avec les restructurations des centres qui se mettent en œuvre dans un environnement de restrictions budgétaires et de compétition accrue.

Ces enjeux sont loin d'être négligeables. Mais plus importants encore sont les enjeux concernant les populations vulnérabilisées par la crise et les mutations économiques et sociales. Et c'est bien au vu des situations difficiles de ces personnes que l'action sociale et la formation des travailleurs sociaux doivent se réfléchir. Outre la question de la formation, le choix a ainsi été fait de revisiter deux des principales valeurs de l'action sociale (responsabilité et laïcité), d'interroger les politiques sociales ainsi que la place du champ associatif et des professions sociales, d'affirmer la priorité qui doit être accordée aux territoires d'habitat social et plus généralement aux quartiers populaires.



**Secret et discrétion professionnels. Le partage d'informations dans le champ social et médico-social / BOUDJEMAI Michel**  
**ASH Editions, 2015, 199 p.**

La question du secret professionnel dans le champ du travail social et médico-social constitue une préoccupation permanente pour les professionnels. Elle se réfère souvent à des problématiques d'ordre éthique et constitue, par conséquent, un enjeu majeur. Au-delà du fait de savoir si l'on appartient ou non à la catégorie des professionnels astreints au secret, c'est davantage la problématique de la conciliation d'obligations contradictoires – en apparence

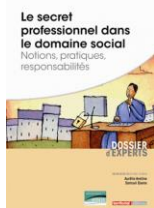
tout au moins – qui est au cœur des débats. En effet, comment peut-on concilier secret et travail d'équipe ou encore secret et obligation de dénoncer certaines infractions ? Nous savons qu'il ne peut y avoir de travail social efficace sans échange d'informations entre les différents professionnels. Dès lors, c'est la question des contours du partage et donc de ses limites qui se pose véritablement à chacun.



**Repères déontologiques pour les acteurs sociaux. Une éthique au quotidien**  
**BONJOUR Pierre, CORVAZIER Françoise, Eres, 2014, 218 p.**

Devenu une référence dans les secteurs de l'action sociale, médico-sociale, de la santé et de l'éducation, cet ouvrage est un outil de réflexion et d'action pour tous les professionnels. Il présente et met en perspective les questions relevant de l'éthique au quotidien soumises au comité national des avis déontologiques (CNAD) par les acteurs sociaux : éducateurs, assistants de service social, enseignants, médecins, etc., qu'ils soient salariés, cadres ou non-cadres, exerçant dans des institutions loi 1901, des services publics ou des entreprises privées. Dans cette troisième édition, de nouveaux thèmes émergent (laïcité, légitimité, informatique, approche gestionnaire...). Les auteurs interrogent autrement les pratiques sociales et témoignent d'une posture respectueuse des droits de chacun et de la dignité de tous, enfants, adultes ou personnes âgées et professionnels. Ils contribuent au développement de la pensée dans le champ de l'éthique du social en permettant au lecteur de s'approprier une démarche éprouvée et de se forger ainsi ses propres repères déontologiques.





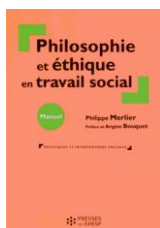
### **Le secret professionnel dans le domaine social : notions, pratiques, responsabilités** **DYENS Samuel, AVELINE Aurélie**

**Territorial, 2014, 62 p.**

Le besoin, sans cesse croissant, d'intervention sociale de nombre de nos administrés, renforcé par les effets toujours dévastateurs d'une crise économique et sociale qui ne cesse de révéler ses conséquences négatives, appelle une réflexion sur la déontologie en général et sur le secret professionnel en particulier. D'où un retour aux textes fondamentaux régissant le secret professionnel, qui permettent de recadrer, conforter ou remettre en question les pratiques. Pour bien mesurer l'importance de l'obligation de secret professionnel pour les agents publics et, en particulier, pour les personnels sociaux et médico-sociaux, le présent ouvrage se propose d'appréhender la notion de secret professionnel, la conciliation du secret avec d'autres obligations légales et déontologiques, les cas de levée du secret professionnel, avant de rappeler comment peut être sanctionnée la violation du secret professionnel.

### **Le secret professionnel des acteurs du travail social / LHUILLIER Jean-Marc** **ASH Editions, 2014, 80 p.**

Sensible par excellence, la question du secret professionnel renvoie à celle de la crédibilité d'une fonction, voire d'une profession. Il est essentiel pour l'usager des secteurs sanitaire, social et médico-social d'avoir confiance en un professionnel qui, pour exercer sa mission, pénètre sa vie privée et avec qui sont abordés des sujets intimes. Tirillés entre deux exigences contradictoires - l'obligation de garder le secret pour ne pas trahir la confiance et le devoir de dire pour protéger -, les acteurs du travail social ont parfois le sentiment d'une certaine insécurité. D'autant que si leurs interventions doivent avant tout respecter le cadre légal, ils doivent aussi composer avec la déontologie de leur profession, les règles affichées par le service auquel ils appartiennent ou encore leur éthique personnelle. Autant d'éléments qui les obligent à s'interroger en permanence sur le positionnement à adopter dans l'exercice de leur pratique professionnelle. Ce numéro juridique a donc pour objectif de faire le point sur cette notion fondamentale du travail social. Que recouvre la notion de secret professionnel ? Quels professionnels y sont astreints ? Envers qui ? Dans quels cas peuvent-ils, doivent-ils parler ? Comment concilier secret professionnel et travail en équipe ? Quelles sont les sanctions encourues en cas de violation du secret professionnel ?



### **Philosophie et éthique en travail social / MERLIER Philippe**

**Presses de l'EHESP, 2013, 141 p.**

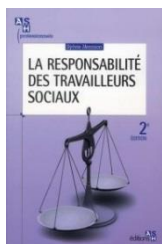
L'accompagnement social au quotidien peut placer le travailleur social devant des cas de conscience qui ne trouvent pas toujours de résolution dans les règles déontologiques. Pourtant le tourment d'un choix difficile ne doit pas paralyser la puissance d'agir et encore moins être source de souffrance au travail, mais plutôt trouver écho dans un échange collectif. Les principes éthiques dépassent très largement les règles de la déontologie et questionnent le sens de la justice et du devoir, fondement de l'action. Grâce à 30 témoignages de professionnels, éclairés par des textes philosophiques de la période classique à nos jours, cet ouvrage met en perspective l'action quotidienne des travailleurs sociaux et aide à ajuster les principes et les règles à chaque cas particulier.



### **Le partage d'informations dans l'action sociale et le travail social / Conseil Supérieur du Travail Social**

**Presses de l'école des Hautes Etudes en Santé Publique - 2013 - 294 p.**

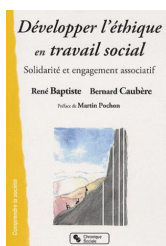
Dans l'action sociale comme dans tous les domaines, le partage de l'information s'impose du fait de l'évolution de la société et de la législation. Après avoir analysé comment il se pratique concrètement mais différemment, selon neuf champs sociaux (protection de l'enfance, prévention de la délinquance, logement, migration, RSA, handicap, violences intrafamiliales, personnes âgées dépendantes, territoire), leurs contextes et leurs acteurs, le rapport s'attache aux modalités concrètes du partage d'informations pour en mesurer la pertinence et les limites. La question « au service de qui est cet outil ? » y est majeure, afin que le partage d'informations ne devienne pas un but en soi, et pour éviter les dérives de son utilisation qui contribuent à briser la relation entre professionnels et usagers, à mettre en cause la confidentialité. Le rapport s'achève sur une série de préconisations.



**La responsabilité des travailleurs sociaux / HENNION-MOREAU Sylvie  
Editions ASH - 2012 - 260 p.**

La responsabilité du travailleur social est l'expression de la complexité des métiers relevant de ce champ d'activité. Elle dépend des conditions d'exercice du travail social dans les établissements ou services de droit privé ou de droit public. Le plus souvent, la responsabilité du travailleur social peut être engagée pour n'avoir pas respecté les obligations issues de son contrat de travail ou du cadre statutaire de la fonction publique. Plus rarement, le professionnel du secteur social peut se retrouver confronté à une inculpation pénale pour des actes graves commis durant ses fonctions. Enfin, l'activité qu'il déploie peut créer un préjudice

à une personne prise en charge par un établissement ou à une personne tiers au service concerné. Dans ce cas, il s'agit d'apprécier la responsabilité qui découle de ce fait préjudiciable.



**Développer l'éthique en travail social - Solidarité et engagement associatif / BAPTISTE René, CAUBERE Bernard, POCHON Martin  
Chronique sociale - 04/2011 - 235 p.**

En ces temps de crises et de révolution culturelle, où l'économique semble décider de tout, où la numérisation et la mesure ne laissent rien hors de leurs ambitions, il importe à l'action sociale de relever un défi : donner toute leur place aux bénéficiaires de l'action sociale, au nom d'une humanité commune que rien n'impose et que l'économique ne peut légitimer, et en même temps faire droit aux collectivités qui demandent de rendre compte de l'efficacité des programmes qu'elles financent - financements qui représentent une part importante de

leurs budgets. Pour répondre à ce défi, René Baptiste et Bernard Caubère ont choisi de nous faire entrer dans une démarche dynamique, une démarche éthique. Il s'agit d'inviter les acteurs à prendre en compte la complexité du champ social. Les modes de fonctionnement interne des associations sont à remettre en chantier pour répondre aux questions d'aujourd'hui et de demain, pour définir leurs stratégies en cohérence avec leur visée éthique. Ce livre sera précieux à quiconque, bénévole ou salarié, souhaite entrer dans une créativité et remettre en chantier ses propres pratiques associatives en action sociale.



**Construire de nouvelles légitimités en travail social / HATZFELD Hélène  
Dunod, 1998, 240 p.**

Le champ du travail social traverse, comme d'autres, une crise de légitimité, une crise de l'expertise. A quoi sers ce que je fais ? Mon travail a-t-il encore une utilité pour la société ? Qu'est-ce qui fonde mon droit à agir comme je le fais ? Suis-je seul légitime à le faire ?

La complexité des interrogations et débats conduit à s'interroger sur la notion même de légitimité. L'ouvrage affiche cet objectif de redéfinir les fondements du travail social, de réfléchir à leurs transformations en cours afin de dégager des légitimités à venir.

## POUR EN SAVOIR PLUS :

### Dossiers documentaires

[Le secret professionnel dans les pratiques d'intervention sociale](#)



[Prévention de la radicalisation](#)



## B/ RELATION A L'ALTERITÉ : UNE DIMENSION DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

- Articles

### Un accompagnement porteur de sens

**Travail Social Actualités, 02/2019, n° 99, p. 20-21**

A Albi dans le Tarn, l'approche Humanitude déployée à la Maison de l'amitié auprès de personnes âgées, permet aux professionnels de trouver sens et créativité dans leur mission et d'éviter ainsi la souffrance au travail.

### L'accompagnement social / JACQUEY-VAZQUEZ Bénédicte

**Inspection générale des affaires sociales, 09/2018, 103 p.**

<http://www.igas.gouv.fr/spip.php?article711>

Que recouvre la notion d'accompagnement social ? Quels sont les moyens humains et budgétaires mobilisés ? Pour quels résultats ? Telles sont les questions abordées par l'Igas dans ce rapport qui aborde finement les ambivalences d'un accompagnement social souvent exercé sous la forme d'une aide contrainte s'écartant ainsi des ambitions émancipatrices initiales du travail social.

### **Resados - Le pari de l'accompagnement global**

**Actualités sociales hebdomadaires, 12/01/2018, n° 3041-3042, p. 10-13**

À Aix-en-Provence, le relais Resados, une structure expérimentale, accueille des jeunes en grande souffrance psychique dont le parcours est jalonné de multiples ruptures. Associant soin et accompagnement éducatif et établissant un lien entre toutes les structures de prise en charge, ce réseau assure une continuité dans le suivi de ces adolescents désocialisés dans l'objectif de les aider à trouver leur place dans la société. Mais, faute de financement, cette expérience devrait s'arrêter en février 2018.

### **Une équipe mobile pour adolescents « incasables ». Interface de confiance**

**Actualités sociales hebdomadaires, 31/03/2017, n° 3004, p. 30-34**

Dans les Hauts-de-France, des professionnels, infirmiers psychiatriques et éducateurs spécialisés, interviennent pour soutenir des travailleurs sociaux de structures confrontées à des jeunes présentant des troubles comportementaux difficiles à gérer.

### **Les travailleurs sociaux, des "opérateurs de reliance"**

**Actualités sociales hebdomadaires, 09/12/2016, p. 40-41**

A la notion d'« autonomie » qui, paradoxalement, aboutit à l'isolement et à la dépendance des personnes, Jean Bouisson, professeur émérite à l'Inserm-université de Bordeaux, et Olivier Frezet, directeur de DomCare, une branche de la Maison de santé protestante Bordeaux-Bagatelle, opposent le concept de « reliance ». L'accompagnement doit ainsi viser à recréer des liens entre les acteurs et du liant autour de la personne.

### **Quand les parcours font leur chemin...**

**Travail Social Actualités, 11/2016, n° 76, p. 15-22**

Depuis "l'affaire Amélie" en 2013 et le scandale de "l'exil" des enfants handicapés, la notion de parcours de l'usager commence à s'imposer. Cette évolution s'inscrit dans un contexte marqué par les projets de réforme de la tarification et des diplômes. Le point sur cette recomposition qui commence à faire sentir ses effets sur le terrain.

- Les handicaps rares ont leur réseau
- Une plateforme avant l'heure : expérience de l'association Diapasom en Poitou-Charentes
- Québec : une approche scientifique du médico-social

<http://www.diapasom.org/>

<http://www.gnchr.fr/>

### **Exclusion. Le pari(s) de l'ouverture et de la rencontre**

**Travail Social Actualités, 11/2016, n° 76, p. 24-26**

L'association Aurora a installé de façon temporaire dans un ancien hôpital parisien des centres d'hébergement pour personnes démunies. Les entreprises et associations présentes sur le site permettent d'éviter tout ghetto.

### **Accompagner autrement les "situations critiques" / ROY Joël**

**Actualités sociales hebdomadaires, 01/07/2016, n° 2967, p. 30-31**

L'accueil des enfants « sans solution », organisé dans la foulée des préconisations du rapport « Zéro sans solution » de Denis Piveteau, diffère d'une admission classique en institution, avertit Joël Roy, pédopsychiatre à l'institut médico-éducatif Le Bosquet à Nîmes. L'ébranlement des familles qu'entraîne la rupture des soins impose en effet une procédure spécifique.

### **Le travail éducatif, une course contre la montre ? / ANCHE Christophe, IZZO Laura**

**Actualités sociales hebdomadaires, 08/04/2016, n° 2955, p. 32-33**

Les logiques gestionnaires et comptables entraînent une accélération du temps pour les professionnels. Cette précipitation de l'action menace l'acte éducatif qui naît du temps – imprévisible – de la rencontre, déplorent Christophe Anché et Laura Izzo, respectivement assistant social et éducatrice spécialisée dans le secteur de la protection de l'enfance.

### **Social : réparer ou reconstruire ? / SERRES Jean-François,**

**Projet, 06/2015, n° 346, p. 6-14**

Être soi... avec d'autres  
Des relations, pas des aides !  
De la participation à l'engagement

**Pour un droit à l'accompagnement garant de la participation sociale / DENIMAL Dominique  
Actualités sociales hebdomadaires, 26/06/2015, n° 2916, p. 32-33**

Le législateur doit reconnaître un droit à l'accompagnement social aux individus que notre système économique n'arrive plus à intégrer, défend Dominique Denimal, assistant de service social, sociologue de formation. Ce droit permettrait de les placer non plus en situation de débiteurs mais de créancier des services de l'action sociale, et de les réinscrire comme des citoyens de la société

**L'accompagnement social en danger ? / DROUET Roger  
Actualités sociales hebdomadaires, 12/06/2015, n° 2914, p. 38-39**

Certaines évolutions technocratiques mettent en péril le respect dû à la personne accompagnée pourtant défendu dans les textes et les discours, s'alarme Roger Drouet, président du Mouvement pour l'accompagnement et l'insertion sociale (MAIS). Il invite les travailleurs sociaux à participer aux transformations actuelles sans céder ni sur l'éthique, ni sur la place de la personne.

<http://www.mais.asso.fr/>

**Voici venu le temps des coachs sociaux / LOUBAT Jean-René  
Actualités sociales hebdomadaires, 13/03/2015, n° 2901, p. 34-35**

Si l'on ne veut pas qu'il se cantonne aux bonnes intentions, le recentrage de l'accompagnement sur la personne handicapée ou en difficulté doit aller de pair avec une nouvelle posture : celle du coaching social, qui prend davantage en compte la promotion du bénéficiaire, défend Jean-René Loubat, psychosociologue-consultant.

**Le travail social à l'épreuve des "identités meurtrières" / GUELAMINE Faïza, VERBA Daniel  
Actualités sociales hebdomadaires, 16/01/2015, n° 2893, p. 30-31**

Après le vaste mouvement populaire du 11 janvier consécutif à la vague d'attentats terroristes contre Charlie Hebdo, des policiers et un supermarché cacher à Paris, il reste tout un travail à mener auprès des travailleurs sociaux afin qu'ils contribuent, par une meilleure connaissance des principes de la laïcité, à réduire les crispations identitaires et à lutter ainsi contre le fanatisme et les « identités meurtrières », défendent les sociologues Faïza Guélamine et Daniel Verba.

**Accompagnement, réciprocité et agir collectif [Dossier] / BRETON Hervé, PESCE Sébastien, DENOYEL Noël  
Education permanente, 2015, n° 205, p. 5-184**

Au sommaire du dossier :

- s'accompagner pour s'initier à l'ingénierie d'un accompagnement formateur
- l'accompagnement : de la notion au concept
- accompagnement et autonomie : un évident paradoxe ?
- accompagner : entrer en compagnie
- la coresponsabilité dans l'accompagnement est-il possible ?
- penser l'ingénierie de l'accompagnement de la formation
- la place de la délibération dans l'accompagnement à la prise de décision
- attention conjointe, coexplicitation de l'expérience et accompagnement en formation
- accompagner la sociabilité formative
- l'accompagnement professionnel des publics : une démarche intégrative indissociable du parcours
- réciprocité, agir collectif et identité professionnelle. le cas de la formation de formateurs de l'alternance
- l'accompagnement tutoral dans la formation des médecins généralistes
- accompagnement ou analyse ?
- accompagnement collectif en recherche universitaire et pragmatique de l'interrogativité
- métiers de l'accompagnement, savoirs expérientiels et formation universitaire.

**Accompagner sans - trop - normaliser ? / HOUDAYER Clémence, ROBIN Régis  
Actualités sociales hebdomadaires, 21/11/2014, n° 2884, p. 34-35**

Un processus de normalisation existe dans la pratique des assistants de service social. Mais s'ils sont incités à trouver un « juste milieu » entre le contrôle et l'aide, ils peuvent aussi s'appuyer sur l'éthique pour trouver un sens à leur intervention, défendent Clémence Houdayer, assistante sociale, et Régis Robin, formateur en travail social à l'Arifts (Association régionale des instituts de formation en travail social Pays de la Loire) à Angers.

**"La vulnérabilité comporte une dimension d'imprévisibilité et de réversibilité"**

**Actualités sociales hebdomadaires, 29/08/2014, n° 2872, p. 28-29**

Le concept de vulnérabilité est dans l'air du temps, en particulier dans les champs sanitaire et social. Mais que recouvre cette notion qui tend parfois à remplacer celle d'exclusion ? Les explications du sociologue Bertrand Ravon, qui a copiloté une recherche et un ouvrage sur ce sujet, associant des historiens et des sociologues.

**Une expérience de travail social de groupe. Partager pour se reconstruire / MAURICE Stéphanie**

**Actualités sociales hebdomadaires, 09/05/2014, n° 2859, p. 16-19**

Le service social Artois de la Carsat Nord-Picardie propose aux assurés en arrêt de travail de longue durée un accompagnement en groupe autour de la souffrance au travail. Objectif : les aider à sortir de la dépression et préparer leur retour vers l'emploi.

**Le droit à l'accompagnement social en questions / BORGETTO Michel**

**Travail Social Actualités, 12/2013, n° 48, p. 54**

Reconnaître un droit à l'accompagnement social pour tous constituerait dès lors, tant sur le plan théorique que sur le plan pratique, une véritable révolution : puisqu'une telle reconnaissance reviendrait forcément, dans la mesure où il ne serait désormais plus possible de différencier l'aide sociale de l'action sociale en se fondant sur la présence (ou l'absence) d'un droit individuel, sinon à abolir, du moins à brouiller sensiblement les frontières traditionnelles existant entre celle-ci et celle-là...

**L'accompagnement personnalisé dans les ESSMS : repères et outils opérationnels à l'usage des professionnels**

**Cahiers de l'actif (les), 12/2013, n° n° 448-451, p. 7-254**

- La coconstruction, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation du projet personnalisé : repères méthodologiques et outils opérationnels
- La personnalisation des prestations et des accompagnements en collectivité

**Hâtons-nous d'être lents / DENIMAL Dominique**

**Actualités sociales hebdomadaires, 27/09/2013, n° n° 2826, p. 41-42**

« Faire du social » montre en main ? Impossible, constate Dominique Denimal, assistant de service social et sociologue de formation. Car la pression temporelle qui s'exerce sur les travailleurs sociaux, au-delà du mal-être qu'elle peut susciter en eux, contrevient à ce principe intangible : le temps est la condition de tout accompagnement humain.

**Pour travailler avec l'autre, il faut d'abord reconnaître nos similitudes**

**Actualités sociales hebdomadaires, 10/02/2012, n° n° 2746, p. 38-39**

Nous sommes tous des migrants... Telle est la thèse développée par le pédopsychiatre suisse Jean-Claude Métraux dans un ouvrage riche et foisonnant : « La migration comme métaphore ». S'appuyant sur les théories du don, il appelle les professionnels du social, du soin et de l'éducatif à repenser radicalement la relation d'aide en se risquant à un échange réciproque avec ceux qu'ils ont pour mission d'aider.

- **Ouvrages**



**Promouvoir l'humain en institution médico-sociale. Récits, analyses et perspectives de réajustements / DEMATEÏS Claude, Groupe d'Etude et de Recherche sur le soin et l'Education**

**Seli Arslan (Éditions), 2018, 158 p.**

Promouvoir l'humain en institution médico-sociale Récits, analyses et perspectives de réajustements L'accompagnement des personnes les plus vulnérables, quelle que soit la cause de leur fragilité, ne peut se satisfaire d'actes ne répondant qu'aux besoins identifiés.

Au-delà des grilles d'évaluation, protocoles et guides de bonnes pratiques, le secteur social et médico-social se doit de se recentrer sur un véritable souci de l'autre dans la globalité de ce qui le constitue. Cette démarche éthique et politique exige de donner la parole aux personnes accueillies et aux professionnels pour les écouter, chercher à les comprendre et envisager des perspectives de réajustements des projets d'actions. De l'interrogation sur les choix institutionnels aux plus petits détails de l'accompagnement du quotidien, ce livre présente des analyses, récits et témoignages des différents acteurs de l'institution sociale et médico-sociale : parents, personnes accueillies, professionnels (responsables et personnels de proximité). Ce croisement des regards vise à montrer que l'institution ne se résume pas à l'offre de prestations : elle est avant tout un espace collectif d'actions et de mise en pensée de la vie en vue d'aider des personnes. À travers les thèmes du temps institutionnel, de la prise de risque, du collectif, de la performance, du conflit ou de la rencontre, les auteurs expriment de façon sensible leurs expériences et leurs réactions face aux nombreuses questions que pose la réalité de la vie des personnes en difficulté et du travail pour les aider à cheminer. Cet ouvrage met en exergue la nécessité de l'engagement de chacun ainsi que des institutions pour promouvoir un accueil qui fasse la place à l'indispensable dimension humaine que devrait requérir tout accompagnement. Il intéressera l'ensemble des professionnels, les équipes de direction, les personnes accueillies et leurs proches.



**Distance et proximité en travail social : les enjeux de la relation d'accompagnement / DEPENNE Dominique**

**ESF, 2017, 160 p.**

"Rester à distance" ou "être dans la proximité" ? Tel serait le dilemme du travailleur social - et plus largement de l'homme - face à l'énigme de la relation humaine. Les deux termes définiraient les deux seules positions entre lesquelles le professionnel serait sommé de choisir. Là serait l'unique alternative qui s'offrirait à celui qui accompagne des personnes dites "fragilisées". Mais n'y a-t-il pas un piège à présenter les choses ainsi ? Par ailleurs, la proximité

est-elle synonyme de fusion ? Dominique Depenne s'attache ici à différencier les trois termes : distance, proximité et fusion.

La proximité est ce qui s'oppose radicalement et conjointement à la distance et à la fusion. Cet essai dénonce l'idéologie de la "mise à distance", destructrice de toute relation et rejette, conjointement, toute idée de fusion. La fusion annule Autrui par absorption tandis que la distance détruit les possibilités de relation par l'exclusion de l'Autre. Prenant appui sur l'oeuvre d'Emmanuel Lévinas, l'auteur soutient qu'il n'existe qu'un "lieu" pour établir une relation : la proximité, qui seule permet l'Accueil et la Rencontre éthiques entre l'accompagnant et l'accompagné.

Cet ouvrage invite tous les professionnels du travail social, quels que soient leurs métiers et leurs postes, à reconsidérer la relation et plus spécifiquement : la relation d'accompagnement.



**Vous avez dit "usager" ? Le rapport d'usage en action sociale / JANVIER Roland  
ESF, 2015, 158 p.**

Cet ouvrage voudrait ouvrir d'autres perspectives en intégrant la notion de rapport d'usage comme élément central de la relation d'aide. Qu'entend-on par « rapport d'usage » ? Il s'agit de la manière dont des bénéficiaires d'interventions sociales ou médico-sociales, mais aussi les intervenants, « font usage » des dispositifs sociotechniques de prise en charge ou d'accompagnement.

Contre l'accusation faite à la technicisation du travail social de pervertir la qualité relationnelle entre intervenants et bénéficiaires, la prise en compte du rapport d'usage réhabilite la médiation technique comme support de l'échange. Faire usage d'un dispositif instaure une relation triangulaire entre le professionnel, le support technique lui-même et l'usager, qui s'apparente à un rapport de force : l'usager n'est plus un simple utilisateur mais un acteur inscrit dans une stratégie, dans un rapport social.

Prenant appui sur l'analyse de l'ingénierie de la loi n° 2002-2, des outils en découlant (livret d'accueil, contrat de séjour...), de l'évaluation, de journaux associatifs, mais aussi de la parole des usagers eux-mêmes sur Internet (blogs, forums...), l'auteur démontre que le rapport technique qui s'instaure dans les institutions sociales et médico-sociales peut permettre aux usagers de développer leur pouvoir d'agir.

Au coeur du débat, cet ouvrage propose un changement de point de vue qui ouvre de nouvelles perspectives. La technicisation, qui caractérise l'évolution du travail social, serait une opportunité pour refonder la relation d'aide : une autre manière de « faire ensemble », de créer du lien, de se positionner les uns par rapport aux autres et, finalement, de faire « bon usage » des dispositifs sociotechniques.



**Accueil du public : améliorer le service aux usagers - Les enjeux de l'accueil social  
MESSINA Raphaëlle**

**Territorial, 2015, 89 p.**

Cet ouvrage propose une approche globale prenant en compte les différents paramètres et enjeux de l'accueil du public. Interpellé par les différentes mutations sociales, institutionnelles, administratives des territoires, l'accueil social prend tout son sens en tant que premier « sas » d'accès aux droits.

Il est nécessaire de comprendre l'impact des réformes territoriales et des politiques d'action sociale, qui engendrent une pression croissante sur le public, les acteurs locaux et les professionnels de l'accueil. Cet impact est mis en perspective dans l'accompagnement des actions de reconfiguration des accueils, qu'elles soient matérielles et logistiques, organisationnelle, liées aux ressources humaines, au partenariat et aux mutualisations, aux démarches qualité ou liées au cadre de la relation interpersonnelle. L'accueil fait partie d'un tout, structure ou institution dans son ensemble, et doit être vu dans cette globalité. L'approche proposée a la particularité d'explorer les enjeux de l'accueil social non seulement au travers d'apports théoriques, mais également d'une capitalisation d'expériences, de représentations et de paroles collectées auprès de professionnels, d'élus et d'usagers, afin que chacun puisse s'en saisir dans sa pratique professionnelle ou dans un projet plus global



**Pour une approche interculturelle en travail social. Théories et pratiques / COHEN-EMERIQUE Margalit**

**Presses de l'Ehesp, 2015, 2ème édition, 477 p.**

La pratique des travailleurs sociaux auprès des migrants et de leurs enfants les confronte à des situations qui les laissent souvent très démunis. Dans cette édition actualisée, Margalit Cohen-Emerique analyse en détail les notions clés et la méthode pour surmonter ces obstacles. Le concept d'« approche interculturelle » recouvre des démarches spécifiques : le professionnel prend tout d'abord conscience de son propre cadre de références (décentration), puis découvre les valeurs de l'Autre. Dans un dernier temps, la négociation-médiation permet de résoudre les conflits inhérents à de nombreuses situations interculturelles. La méthode des « chocs culturels » ou « incidents critiques » dévoile les facteurs qui interfèrent dans la rencontre interculturelle à visée d'aide et d'accompagnement des migrants en difficulté. Près d'une centaine de situations réelles, commentées et analysées par l'auteur, contribuent à la richesse de cet ouvrage, fruit d'une longue expérience de recherche et de formation.





**La méthode des chocs culturels / COHEN-EMERIQUE Margalit, ROTHBERG Ariella  
Presses de l'Ehesp, 2015, 183 p.**

Après des migrants, les travailleurs sociaux et humanitaires sont parfois confrontés à des situations qui les déstabilisent et peuvent leur sembler difficiles à intégrer dans leurs pratiques. Comment dépasser ces obstacles pour établir une relation de confiance riche des différences culturelles ? La méthode des chocs culturels permet une prise de distance par rapport à soi par la décentration ; elle ouvre à la découverte du cadre de références de l'autre et à la négociation indispensable pour permettre le « vivre-ensemble ».



**Altérité et travail social / LEFEBVRE Gérard  
L'Harmattan, 2015, 238 p.**

Ce livre propose une réflexion propice au débat. Ceci à partir d'une approche singulière des fondements mêmes de l'altérité, et d'une observation attentive de ce qu'elle entretient de si particulier entre le travailleur social et l'usager, mais aussi entre ceux qui composent l'environnement professionnel du travail social.



**Distance professionnelle et implication dans la relation d'accompagnement /  
Cahiers de l'actif (les), 09/2014, n° 460-461, 222 p**

Le discours selon lequel une relation d'aide appropriée impliquerait nécessairement pour le professionnel d'opérer une distanciation vis-à-vis de l'usager, tend à s'ériger comme une sorte de dogme du travail social.

Loin de valider ce postulat de base, certains auteurs estiment que cette prise de recul, lorsqu'elle est systématique, constitue avant tout un mécanisme de défense mis en place par les travailleurs sociaux. Pour d'autres encore, il n'est point d'accompagnement sans implication et engagement relationnel du professionnel, ce qui met inévitablement en jeu des mécanismes touchant à l'affect, aux sentiments, aux émotions, au subjectif, aux représentations culturelles ? Pour autant, cet engagement relationnel n'implique pas de renoncer à une éventuelle distanciation, dès lors que cette dernière, se fonde sur une éthique de la proximité en travail social privilégiant la singularité du sujet. L'objet de ce dossier est d'analyser les processus à l'œuvre dans la relation d'aide, tout en interrogeant le sens « politique » qu'il est possible d'attribuer à l'action des professionnels au regard d'une commande sociale toujours plus prescriptive et normative.



**L'intervention sociale d'aide à la personne : rapport du Conseil supérieur du travail social / Conseil Supérieur du Travail Social  
Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2014, 180 p.**

Véritable texte fondateur de l'intervention individualisée telle qu'elle se pratique aujourd'hui, le rapport du CSTS de 1996 a été à l'origine de nombreuses orientations des politiques sociales et reste d'une grande actualité. « Produit des tensions et conflits de son époque », comme le rappelle Cristina De Robertis dans son avant-propos à cette réédition, ce rapport a su remettre au goût du jour les références théoriques et le cadre conceptuel d'une méthode professionnelle centrée sur les capacités et les compétences des personnes. Décrivant minutieusement le processus dynamique du déroulé de l'ISAP et les conditions requises pour bien la pratiquer, notamment autour des notions de confidentialité et de secret professionnel, le CSTS, avec ce rapport, a transmis aux professionnels actuels et futurs une réflexion sur les fondements de l'intervention individuelle en travail social, leur permettant de renforcer leurs compétences.



## L'interculturalité

**Cahiers dynamiques, 2014, p. 22-115**

Interculturalité ou multiculturalité ? Au modèle d'intégration, à la française, s'oppose fréquemment le "communautarisme" à l'anglo-saxonne. Ces deux approches ne sont pas sans conséquences sur le travail éducatif et sur les trajectoires de vie des adolescents. Pour de nombreux jeunes, il est même possible de parler de choc culturel et la question de la prise en charge éducative par des professionnels appartenant à différentes cultures est une interrogation récurrente. Le thème de ce dossier pose aussi la question de l'altérité et de la

différence ; qu'elle soit ethnique ou liée au genre...

- Comment l'interculturel bouscule les cultures ?
- Travail social auprès des populations migrantes et interculturalité
- Entretien avec Rosa Sita
- Identité et culture
- La compétence interculturelle de l'éducateur
- Se confronter à l'intime et à la culture de l'autre
- Le thème et la version : traduction, interprétation
- Cultures créoles et parentalité
- Le réseau Roma
- Des roms dans l'entre-deux

GILLES VERBUNT



## La question interculturelle dans le travail social : repères et perspectives / VERBUNT Gilles

**La Découverte, 2ème édition, 2009, 240 p.**

Les travailleurs sociaux, dans l'exercice de leur profession, sont en permanence confrontés aux différences culturelles. Dans la relation d'aide, les objectifs qu'ils peuvent fixer, les moyens qu'ils mettent en œuvre, l'évaluation qu'ils font de leurs interventions sont en général - beaucoup plus qu'ils ne le pensent - marqués par leur propre culture. Il en va de même des usagers de leurs services. Mais également des institutions, dont la culture peut être en tension avec celle des agents présents sur le terrain. Les tiraillements sont donc nombreux et peuvent

conduire à des situations embarrassantes, où l'improvisation et la confusion sont courantes. Pour arriver, au bénéfice de tous, à une plus grande efficacité des interventions, il est utile de promouvoir un véritable dialogue interculturel. Celui-ci passe d'abord, pour le travailleur social, par un effort de connaissance de sa propre culture, puis par une démarche de compréhension des cultures auxquelles il est confronté.

Patrick Scharnitzky

Les pièges de la discrimination  
Tous acteurs, tous victimes

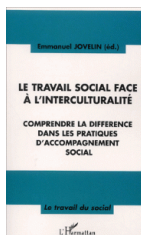


## Les pièges de la discrimination. Tous acteurs, tous victimes / SCHARNITZKY Patrick

**Editions de l'Archipel, 2006, 232 p.**

Ne pas louer un logement à un couple homosexuel, ne pas recruter un cadre parce qu'il est trop âgé, ne pas laisser un étranger entrer en discothèque parce qu'il n'a pas « la tenue adéquate », ou persuader une écolière qu'elle n'est pas douée pour les mathématiques parce qu'elle est une fille sont autant d'exemples qui montrent que la discrimination est à la fois intolérable et universelle. Là est le paradoxe. Car discriminer est aussi une démarche « utile » pour exister avec autrui, se rassurer sur ses propres aptitudes, affirmer son identité et rendre

le monde social moins menaçant. Comment alors sortir de cette contradiction et trouver des solutions durables aux niveaux politique et social ? Tel est l'enjeu de la très moderne question de la discrimination. S'appuyant sur des exemples issus de la vie quotidienne et des études ou travaux en psychologie sociale pour comprendre la dynamique de la discrimination. Il démonte les idées reçues et affirme que celle-ci est un mal condamnable mais nécessaire.



## Le travail social face à l'interculturalité : comprendre la différence dans les pratiques d'accompagnement social / JOVELIN Emmanuel

**L'Harmattan, 2003, 342 p.**

Cet ouvrage est le fruit de rencontre entre des chercheurs venus d'horizons divers (sociologue, psychologues, pédagogues et travailleurs sociaux), sensibilisés au thème de l'interculturalité et décidés à explorer ensemble cette notion dans " pratiquement " toutes ses facettes pour éclairer les pratiques professionnelles des travailleurs sociaux. C'est un outil indispensable pouvant aider à la compréhension de la différence dans les contacts mixtes et dans les

pratiques d'accompagnement social.

## POUR EN SAVOIR PLUS

### Bibliographie

[Interculturalité et action sociale : dépasser les stéréotypes pour créer du lien social](#)



## C/ LE TRAVAIL EN PARTENARIAT AU SERVICE DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

- Articles

### **Travail social et équipe pluridisciplinaire : impacts, enjeux et perspectives**

**Revue française de service social, 2019, n° 272, p. 9-65**

- Analyse des pratiques pluridisciplinaires dans le travail social et médical
- \* Clinique pluridisciplinaire en travail social
- \* Pluri-, inter- ou trans- ? l'art de conjuguer les disciplines
- \* Faire équipe est-il préjudiciable au secret professionnel ?
- \* Mon diplôme universitaire en soins palliatifs comme terrain d'analyse aux conditions de la pluridisciplinarité
- Identités et fonctions en transdisciplinarité
- Témoignages et pratiques professionnelles
- \* Ensemble à l'Education nationale
- \* Faire équipe : une injonction ou désir ? Une machine à café ne fait pas le printemps
- L'assistant de service social de polyvalence : un chef...sans baguette, d'un orchestre...sans partition
- Assistante sociale interentreprises et travail en équipe pluridisciplinaire : quelle place pour quel rôle ?
- De l'utilité d'une équipe pluridisciplinaire

### **En Ille-et-Vilaine les bailleurs s'engagent pour l'insertion**

**Gazette sante social (la), 12/2018, n° 157, p. 43-45**

Bailleurs sociaux et acteurs de l'emploi d'Ille-et-Vilaine s'associent pour favoriser l'insertion professionnelle des locataires de logements sociaux. Il s'agit aussi d'accompagner les projets collectifs locaux portés par les habitants pour les impliquer dans leur quartier.

[http://www.archipel-habitat.fr/actu\\_increase.html](http://www.archipel-habitat.fr/actu_increase.html)

### **L'assurance retraite expérimente les contrats de territoire avec éclat**

**Journal de l'action sociale (le), 11/2018, n° 231, p. 36-37**

Depuis 2016, l'Assurance retraite a initié avec quatre villes et communautés d'agglomération une démarche de contractualisation. Baptisée Eclat, cette expérimentation entend impulser une véritable dynamique des acteurs locaux autour des enjeux de prévention du vieillissement.

### **En Ile-de-France Emmaüs et la région passent en mode convention**

**Gazette sante social (la), 11/2018, n° 156, p. 43-45**

Pour développer ses activités, Emmaüs a signé une convention de partenariat avec la région Ile-de-France. Une nouvelle façon de travailler pour sortir du carcan des compétences obligatoires tout en conservant son indépendance. Un an après, chacun y a trouvé son compte.

### **Handicap. Adapter le soin par la coordination territoriale**

**Travail Social Actualités, 10/2018, n° 96, p. 24-26**

En Loire-Atlantique, depuis un an, un dispositif expérimental d'accès au soin pour les personnes en situation de handicap a vu le jour. Baptisé Handisoins 44, et chapeauté par trois sites - deux hôpitaux et une clinique - il confirme l'existence d'un besoin urgent sur tout le territoire.

<https://www.chu-nantes.fr/dispositif-handisoins-44-un-parcours-de-soins-territorial-et-coordonne-70612.kjsp>

### **Handicap. "Une réponse accompagnée pour tous" questionne les pratiques**

**Gazette sante social (la), 09/2018, n° 154, p. 15-22**

La démarche « Une réponse accompagnée pour tous » se déploie progressivement sur l'ensemble du territoire national. Elle doit notamment permettre la conception de plans d'accompagnement globaux pour les bénéficiaires d'une orientation de la maison départementale des personnes handicapées, confrontés à une réponse indisponible ou insatisfaisante. Coconstruction, concertation avec l'usager et droit à l'innovation..., les effets attendus vont bien au-delà de la simple mise en place d'un nouveau dispositif et questionnent les pratiques des acteurs participant à l'accompagnement des personnes handicapées.

- Aude. La MDPH assume son rôle d'ensemblier

- Val d'Oise. Le département mise sur la souplesse pour éviter les ruptures de parcours

- Points de vue : un changement d'échelle dans la réponse aux besoins des personnes handicapées

- Au Danemark, l'inclusion est entrée dans les mœurs

### **Gestionnaire de parcours, métier de la coordination**

**Direction(s), 07/2018, n° 166**

On croise de plus en plus de référents ou de gestionnaires de parcours dans le secteur social et médico-social. Les contours de la fonction varient selon les dispositifs, mais les principales missions et compétences se recourent.

### **Santé mentale. Décloisonner pour avancer**

**Direction(s), 06/2018, n° 165, p. 20-27**

Les professionnels du secteur social et médico-social sont de plus en plus confrontés à des publics souffrant de troubles psychiques. Malgré une politique de santé mentale encore hospitalo-centrée et des cadres réglementaires et financiers trop rigides, les acteurs de terrain développent des projets decloisonnés. Ce afin d'assurer l'articulation entre le soin et l'accompagnement des personnes et d'éviter les ruptures de parcours.

### **Une plateforme permet de retrouver la santé**

**Direction(s), 06/2018, n° 165, p. 10-12**

<http://www.directions.fr/Trophee/reportages/2018/6/Une-plateforme-permet-de-retrouver-la-sante-2051210W/>

Mulhouse. Pour améliorer l'accès aux soins des personnes en situation de précarité, l'association Aléos a créé la plateforme Santé interassociative Sud Alsace. Quatre infirmières coordinatrices tiennent des permanences sur différents sites et mènent des actions tant individuelles que collectives. Une passerelle efficace pour faire le lien entre l'accompagnement social et le suivi médical.

### **La coordination : une fonction à géométrie variable au service des logiques de parcours**

**Cahiers de l'actif (les), 05/2018, n° 504-507, p. 5-328**

- La coordination comme nouvelle "figure" du travail social : une réalité à géométrie variable
  - témoignages et paroles de "coordo"
  - Des plateformes de services et des coordinations territoriales au service des logiques de parcours
  - Contrepoints : Expérience en Norvège et les Conférences familiales en Ardèche
- <https://www.actif-online.com/publications/les-cahiers-de-lactif/le-dernier-numero/la-coordination-une-fonction-a-geometrie-variable-au-service-des-logiques-de-parcours.html>

### **Versailles Grand Age, une coopérative innove au service du grand âge**

**Gazette sante social (la), 05/2018, n° 151, p. 47**

La plateforme Lépine Versailles regroupe sur un même site et dans une coopérative commune un Ehpad, un Ssiad et un accueil de jour. Une première en France qui fait appel au financement solidaire.

### **Le partage d'informations à l'heure du travail en réseau**

**Travail Social Actualités, 05/2018, n° 92, p. 15-22**

Les notions de parcours, de coordination, de travail en réseau impliquent de partager des informations entre professionnels. Comment concilier ces logiques avec le respect de la vie privée des usagers, l'obligation de discrétion ou le secret professionnel ? La question s'avère complexe et les récentes évolutions législatives ne règlent pas tout.

### **Conseils départementaux - Toujours partenaires ?**

**Direction(s), 30/03/2018, n° 3054, p. 24-31**

Difficile application de la loi Vieillesse, prise en charge des mineurs non accompagnés, financement des allocations de solidarité... Nombreuses sont les embûches auxquelles les conseils départementaux sont confrontés, dans un contexte d'économies imposées par l'État. À la recherche de marges de manœuvre, certains répercutent leurs difficultés sur les structures qu'elles financent, tel un implacable effet domino. Gestionnaires et collectivités n'ont pourtant pas d'autres choix que de trouver ensemble des solutions pour maintenir la qualité du service aux usagers.

- « Une relation qui se joue à deux »
- Un CPOM territorialisé en soutien de l'aide à domicile
- MNA : les associations répondent présent
- Le revenu de base bientôt à l'essai ?

[http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/494/original/Terra\\_Nova\\_Depenses-sociales-des-departements\\_121217.pdf?1513087448](http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/494/original/Terra_Nova_Depenses-sociales-des-departements_121217.pdf?1513087448)

### **Personnes handicapées : pour un parcours global / BLONDELET Jonathan**

**Actualités sociales hebdomadaires, 23/03/2018, n° 3053, p. 17-18**

Des solutions pour les personnes handicapées plutôt que des places. Un colloque qui s'est tenu à Amiens le mardi 20 mars a été l'occasion de débattre des moyens d'une mise en œuvre effective de la « réponse accompagnée pour tous » (RAPT), déjà initiée dans des départements pilotes et généralisée depuis le début de l'année. Pour passer d'une logique d'admission en structure à une logique de parcours de vie de la personne handicapée, l'idée d'une plateforme de services, modulable en fonction des attentes, était au cœur des discussions.

- La désinstitutionnalisation du parcours
- Un coordinateur au centre de la plateforme
- L'État ne doit pas tout aux handicapés

### **Cyprien Avenel, "Le développement social ce n'est pas uniquement une affaire de travail social" / AVENEL Cyprien**

**Gazette sante social (la), 03/2018, n° 149, p. 12**

Entretien avec Cyprien Avenel, coauteur de "Les nouvelles dynamiques du développement social". Il est également sociologue, chercheur associé à l'École urbaine de Sciences Po Paris et enseignant à la Chaire de travail social et d'intervention sociale du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) de Paris.

## **Handicap - Entre systémisme et individualisme**

**Actualités sociales hebdomadaires, 09/02/2018, n° 3047, p. 10-11**

Chaque personne handicapée est une personnalité à part, la différence étant fondée sur la nature et le degré de son handicap. Il faut répondre à chaque cas particulier et, en même temps, il faut avoir une politique globale – systémique – de prise en charge. Comment concilier le général et le particulier, dans un contexte de budgets restreints ? L'Etat tâtonne et essaie de trouver la bonne voie en réformant la classification des établissements et en développant la prise en charge pour tous et... pour chacun.

- Une prise en charge individualisée

- La "réponse accompagnée pour tous"

## **Liminalité, rites de passage et temporalité : trois notions au service d'un accompagnement social personnalisé / GOURGEON Charles**

**Cahiers de l'actif (les), 01/2018, n° 500-503, p. 347-362**

Avec la généralisation de la mise en œuvre du projet individualisé, l'accompagnement social s'inscrit désormais dans une logique de parcours rarement homogène. Comment le concept de liminalité peut-il aider les professionnels à mieux appréhender les phénomènes de ruptures ?

<http://www.editions-legislatives.fr/content/liminalit%C3%A9-rites-de-passage-et-temporalit%C3%A9-trois-notions-au-service-d%E2%80%99un-accompagnement-soci>

## **Conférence des financeurs : la CNSA dresse un premier bilan d'activité positif**

**Actualités sociales hebdomadaires, 01/12/2017, n° 3036, p. 12-13**

Malgré quelques difficultés, la création de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie fait consensus parmi les membres de droit et les acteurs locaux. C'est ce qui ressort du rapport d'activité 2016 de la conférence des financeurs, livré par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) le 23 novembre.

<http://www.cnsa.fr/actualites-agenda/actualites/prevention-de-la-perte-dautonomie-premier-bilan-dactivite-des-conferences-des-financeurs>

## **Nouveaux partenariats pour espaces innovants / JOHN Catherine, FURNO Isabelle, MERENS Guy EMPAN, 12/2017, n° 108, p. 12-97**

Le tournant pris par l'état pour passer d'une politique d'assistance à une politique d'« attention », c'est-à-dire de soutien de la demande d'une personne actrice de son devenir, impacte profondément le fonctionnement des institutions et par là même des pratiques. Cette orientation, déjà initiée par la restructuration des secteurs sanitaire et médico-social, conséquence de la loi HPST, puis par la loi de 2005 impose, pour un fonctionnement efficient, le développement de partenariats étroits et la constitution de réseaux professionnels cohérents. Appelées dans le rapport Piveteau « Zéro sans solution » à un travail en transversalité, les institutions sociales, médico-sociales, sanitaires et scolaires se voient ainsi contraintes au développement d'espaces, de dispositifs et d'instances inter-institutionnels. De nouvelles organisations voient le jour dans des logiques relevant parfois du secteur privé voire même du statut d'autoentrepreneur.

En quoi ces nouvelles orientations, supposées « ne jamais laisser personne sur le bord du chemin » influencent-elles nos pratiques ? Ramènent-elles du lien social par le truchement des réseaux et partenariats ou au contraire risquent-elles d'accélérer son délitement ?

<https://www.cairn.info/revue-empn-2017-4.htm>

## **Plateformes de services. Modèle du futur**

**Direction(s), 12/2017, n° 159, p. 30-37**

Accompagner au plus près les personnes en leur présentant une palette de prestations les plus adaptées à leurs besoins et leurs aspirations et non plus en suivant une logique par type d'établissements. Un défi pour les gestionnaires qui mettent en place les plateformes de services. Cette nouvelle organisation implique un changement culturel pour les professionnels, pour passer de la prise en charge à la prise en compte des attentes des usagers.

## **Santé mentale. Il va falloir travailler ensemble.**

**Gazette sante social (la), 11/2017, n° 145, p. 15-22**

- Rennes : le conseil local de santé mentale rapproche les compétences
- Marseille : un toit d'abord pour les personnes en souffrance psychique
- Les projets territoriaux de santé mentale sont le vecteur d'une transformation
- A Liverpool, le Mersey Care chapeaute tous les services de santé mentale

### **Accès aux droits. La lente mise en place du premier accueil social**

**Actualités sociales hebdomadaires, 24/11/2017, n° 3035, p. 26-29**

C'est l'une des mesures phares du plan d'action en faveur du travail social adopté en octobre 2015 : le premier accueil social inconditionnel de proximité vise à améliorer l'accès aux droits et l'accompagnement des populations. Mais pour le moment, rares sont les départements à avoir véritablement arrêté leur stratégie.

[http://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide\\_accueil\\_social\\_proximite.pdf](http://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_accueil_social_proximite.pdf)

<http://www.gouvernement.fr/partage/5068-rapport-reconnaitre-et-valoriser-le-travail-social>

### **Besançon. Un guichet unique numérique pour diminuer le non-recours**

**Gazette sante social (la), 10/2017, n° 144, p. 46**

Dans le quartier Planoise à Besançon, dans le Doubs, les administrations travaillent ensemble pour améliorer leur accessibilité physique et numérique. Les usagers deviennent peu à peu autonomes dans leurs démarches.

### **Coordination des parcours. Les CLIC, vers un changement de paradigme**

**Actualités sociales hebdomadaires, 08/09/2017, n° 3024, p. 24-27**

En dépit de leur cahier des charges national, les centres locaux d'information et de coordination gérontologique (CLIC) ont évolué en ordre dispersé. Quinze ans après leur création, beaucoup souffrent. Pourtant, une nouvelle génération de CLIC apparaît, portée par le développement des logiques de parcours de santé.

- Des disparités territoriales dans l'activité et les moyens

<http://anccllic.fr/>

### **Schémas départementaux de services aux familles : les institutions ont parfois du mal à travailler ensemble**

**Gazette-sante-social.fr, 13/07/2017**

[http://www.gazette-sante-social.fr/40434/schemas-departementaux-de-services-aux-familles-les-institutions-ont-parfois-du-mal-a-travailler-ensemble?utm\\_source=flash-info-gss&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=flash-info-13-07-2017](http://www.gazette-sante-social.fr/40434/schemas-departementaux-de-services-aux-familles-les-institutions-ont-parfois-du-mal-a-travailler-ensemble?utm_source=flash-info-gss&utm_medium=email&utm_campaign=flash-info-13-07-2017)

Daniel Lenoir voit dans ces schémas le socle de la future convention d'objectifs et de gestion, et insiste pour une généralisation d'ici à la fin de l'année. Servane Martin revendique un suivi rapproché de leur mise en œuvre pour que la réforme de la gouvernance des services aux familles porte ses fruits.

### **Une plateforme généraliste et décloisonnée en appui**

**Direction(s), 07/2017, n° 155, p. 25**

Dans le Pas-de-Calais, un groupement de coopération médico-sociale associant le conseil départemental et quinze acteurs du secteur a mis en place une plateforme qui répond à un double objectif : soutenir les aidants et animer le réseau local des porteurs de solutions.

### **Organiser un guichet unique de l'action sociale / STROESSER Emmanuelle**

**Maires de France, 07/2017, n° 348, p. 57**

Carvin - Pas-de-Calais (17 000 habitants). Le CCAS coordonne l'aide alimentaire caritative en concertation avec les associations, et parvient à satisfaire de nouveaux besoins.

### **Du projet au parcours / BOUQUET Brigitte, JAEGER Marcel, DUBECHOT Patrick**

**Vie sociale, 06/2017, n° 18, p. 7-210**

Porter attention aux parcours de vie signifie de les appréhender dans les points de rupture et de bifurcations, dans un déroulement temporel et dans les interactions des multiples dimensions. Après une approche conceptuelle de la notion de parcours, ce numéro de revue montre comment les nouvelles politiques publiques sont passées du projet au parcours. Puis les perspectives nouvelles concernant les parcours, bifurcations, conversions sont évoquées dans un enjeu de recherche, mais aussi dans l'exemple du processus de radicalisation qui affectent les personnes et impactent les organisations sociales.

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2017-2.htm>

### **La Maison de l'autonomie, guichet unique communal**

**Direction(s), 06/2017, n° 154, p. 27**

A Rueil-Malmaison, le CCAS a regroupé au sein d'un même lieu différents services qui étaient dispersés sur la commune. L'objectif est de lutter contre l'errance administrative et d'apporter une réponse globale aux habitants en perte d'autonomie et à leurs aidants.

### **Protection de l'enfance - L'efficacité de la politique publique exige le décloisonnement des acteurs**

**Gazette sante social (la), 06/2017, n° 141-142, p. 26-27**

Le corpus juridique rénové de la protection de l'enfance donne la priorité à la satisfaction des besoins de l'enfant et vise à équilibrer davantage les interventions du tribunal pour enfants et du conseil départemental. Une circulaire du ministre de la Justice, en date du 19 avril 2017, donne les clés d'une collaboration opérante entre les deux pôles. Celle-ci passerait par une culture commune des protocoles de partenariat et la participation active au schéma départemental.

[http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2017/04/cir\\_42121.pdf](http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2017/04/cir_42121.pdf)

### **Le référent de parcours facilite l'autonomie**

**Gazette sante social (la), 06/2017, n° 141-142, p. 38-39**

Des travailleurs sociaux de quatre départements expérimentent cette année "la référence de parcours social". Le référent aide la personne à se repérer entre les différents partenaires et facilite ses démarches, en privilégiant son autonomie

### **Santé. Aller vers les publics précaires oblige à adapter ses pratiques**

**Gazette sante social (la), 06/2017, n° 141-142, p. 32-34**

Des professionnels du secteur social et de la santé de Champagne-Ardenne ont mené une enquête auprès de leurs pairs, d'usagers et de bénévoles, sur douze actions probantes en matière d'accès à la santé des personnes démunies. Résultat : aller vers celles-ci exige d'adapter ses pratiques à leurs besoins et impose une étroite coopération entre social et sanitaire

- "Alors qu'il faudrait développer la coopération, les structures sont mises en concurrence", Marc Fourdrignier, sociologue à l'université de Reims

<http://marc-fourdrignier.fr/wp-content/uploads/Rapport-2016-version-VF-du-15.03.2016.pdf>

### **Mettre en réseau le soin et l'hébergement**

**Direction(s), 05/2017, n° 153, p. 16-18**

Seine-Saint-Denis. Depuis trois ans, le SIAO 93, cinq centres d'addictologie et un de stabilisation expérimentent l'orientation et le suivi commun de personnes ayant à la fois des problématiques de toxicomanie et d'hébergement. Résultat ? Un accompagnement global et mieux adapté dont bénéficient les usagers, mais aussi les partenaires.

### **Programme Paerpa, les leçons de l'expérimentation**

**Actualités sociales hebdomadaires, 07/04/2017, n° 3005, p. 30-33**

- Une coordination adaptée au territoire

### **SAAD : nouvelles modalités de mise en oeuvre du Fonds d'appui aux bonnes pratiques et d'aide à la restructuration / WILLIAMSON Richard-Pierre, COSQUER Gaëlle**

**Actualités sociales hebdomadaires, 07/04/2017, n° 3005, p. 42-46**

Un arrêté modifie le calendrier et les conditions de mise en œuvre du Fonds d'appui aux bonnes pratiques et d'aide à la restructuration des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD), fixés par un arrêté du 23 décembre dernier. Pour rappel, le fonds est financé, en 2017, à hauteur de 50 millions d'euros par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), conformément à la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017. Il soutient la définition d'une stratégie territoriale d'aide à domicile, des bonnes pratiques partagées entre le département ou la métropole et les SAAD, ainsi que la restructuration de services d'aide à domicile en difficulté.

### **"La plateforme de services, révolution ou continuité ?"**

**Actualités sociales hebdomadaires, 10/02/2017, n° 2997, p. 26-27**

S'il est nécessaire de faire évoluer les établissements vers un modèle de plateforme de services, il ne s'agit pas de faire table rase de l'existant. Il faut réussir à penser de nouvelles configurations organisationnelles tout en continuant à faire institution, défend Francis Batifoulier, consultant formateur.



### **Se coordonner pour exaucer les souhaits des résidents / COLOMB Noémie**

**Direction(s), 02/2017, n° 150, p. 12-14**

Albertville (Savoie). Le complexe médico-social Le Chardon Bleu a recentré son organisation autour des attentes et des besoins des résidents handicapés psychiques afin de leur rendre le pouvoir d'agir. Principales nouveautés : un service de coordination des projets et des parcours, et des professionnels réorientés sur des missions d'empowerment.

### **Bourg-en-Bresse. Agir ensemble pour l'accès aux droits**

**Gazette sante social (la), 01/2017, n° 136, p. 18**

CCAS, CAF et département de l'Ain développent l'analyse mixte et collective des difficultés d'accès aux droits et coconstruisent des propositions d'amélioration concrètes de l'offre de services.

### **Les collectifs au secours du travail social / BOUQUET Brigitte, AVENEL Cyprien, BOURQUE Denis, DEUTSCH Claude, HALLEY DES FONTAINES Virginie**

**Vie sociale et traitements, 2017, n° 134, p. 13-84**

- L'action collective, un socle incontournable
- Le développement social et le travail social collectif : incantation magique ou orientation stratégique ?
- Partenariat et intervention collective : deux avenues de renouvellement du travail social
- Vous avez dit « santé communautaire » ?
- Les usagers contribuent à refonder le social
- Les gem : des collectifs qui n'ont pas dit leur dernier mot
- Le centre de santé des 3 Cités
- La Main à l'oreille, comme une étreinte au fond du cœur
- Un collectif de travailleurs sociaux, un squat social
- L'accueil des migrants, une alternative sociale solidaire

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2017-2.htm>

### **La coordination institutionnelle entre les acteurs / AUDOUARD Nathalie**

**Vie sociale, 03/2016, n° 13, p. 139-148**

[http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_ARTICLE=VSOC\\_161\\_0139](http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=VSOC_161_0139)

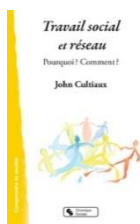
Cet article se propose d'analyser ce que la démarche des Egts a produit pour les acteurs d'un département, dans un contexte institutionnel complexe. Notamment le processus engagé a été l'occasion de réaliser un véritable état des lieux territorial des logiques d'acteurs et des enjeux locaux. Il a permis de mettre en synergie des usagers, des bénévoles, des professionnels du travail social et de l'intervention sociale, mais aussi des dirigeants de structures publiques et privées gestionnaires ou opérateurs des politiques publiques de l'action sociale. Cette démarche des Egts a démontré que le travail social et l'intervention sociale ne peuvent penser leur structuration de façon isolée. Le cloisonnement des niveaux de pilotage, de décision et d'intervention doit faire l'objet d'une réflexion de fond et doit être pensé collectivement. Ce travail d'envergure qui a abouti à un plan d'action national a redonné du sens aux pratiques et dégagé ainsi des perspectives opérationnelles.

### **Nous avons collectivement du mal à penser la vie comme un parcours à construire »**

**Actualités sociales hebdomadaires, 19/02/2016, n° n° 2948, p. 36-37**

Jeunesse, âge adulte, vieillesse... Le triptyque classique ne suffit plus à décrire le déroulement de nos existences. Autonomie, mobilité et activité sont autant d'injonctions qui pèsent désormais sur les parcours de vie. La sociologue Cécile Van de Velde brosse, dans un court et stimulant ouvrage, le nouveau panorama de la sociologie des âges de la vie.

- **Ouvrages**



**Travail social et réseau : Pourquoi ? Comment ? / CULTIAUX John  
Chronique sociale, 2018, 82 p.**

Le travail en réseau s'impose, depuis au moins une décennie, en tant que paradigme dominant de l'action publique à partir duquel les institutions publiques aussi bien que privées, sont invitées à repenser leurs pratiques de collaboration sectorielles et intersectorielles. Les initiatives en matière de travail en réseau et de coopération intersectorielle se sont multipliées, avec plus ou moins de succès, au départ de projets portés par des collectivités locales, des associations, des administrations. En situant l'analyse au plus près des pratiques concrètes de réseau, il s'agit d'une part, d'identifier et d'élaborer les enjeux du travail en réseau pour le travail social et pour l'action publique (chapitre 1) mais aussi les limites qu'il conviendrait de dépasser pour en garantir les meilleures chances de succès (chapitre 4). Il s'agit, d'autre part, sur la base de ce retour d'expérience, de proposer un cadre méthodologique destiné à accompagner les professionnels dans la mise en oeuvre, l'analyse ou l'évaluation de leurs propres pratiques de travail en réseau (chapitre 2), c'est-à-dire entre institutions, et de travail de réseau (chapitre 3) effectué au départ de la situation du bénéficiaire. Cet ouvrage laisse une place importante aux témoignages et propose une sélection de références théoriques et un argumentaire solide permettant de généraliser le propos au-delà des situations examinées.



**Les nouveaux enjeux du secteur social et médico-social. Décloisonner & coordonner  
les parcours de vie et de soin / GUIRIMAND Nicolas, MAZERAU Philippe, LEPLEGE  
Alain  
Champ social éditions, 2018, 241 p.**

La notion de parcours de vie impose une transformation profonde des modalités d'organisation du secteur médico-social, sanitaire, éducatif ou d'accès aux structures de droit commun. Lorsqu'il s'agit de suivre et d'accompagner des personnes en situation de handicap ou de dépendance, ainsi que des malades chroniques, elle implique de définir avec les usagers leur projet de vie. En conséquence, ce travail impulse une dynamique d'élaboration et de prise de décision à la croisée de plusieurs secteurs.

Accompagner les personnes en situation de handicap ou malades chroniques dans l'élaboration de leur parcours de vie, favoriser l'accessibilité aux services de droit commun, les aider à s'autonomiser et à trouver des réponses à leurs besoins et attentes, implique la mise en oeuvre de dispositifs innovants en matière d'éducation thérapeutique, d'inclusion scolaire et péri-scolaire, mais aussi de soutien à la parentalité pour les familles les plus vulnérables.

La pluralité des modalités de mise en oeuvre de programmes d'éducation thérapeutique et de dispositifs sanitaires et médico-sociaux d'accompagnement rend difficile la lecture des services proposés à la fois pour les usagers et pour les agents impliqués dans leur mise en oeuvre. Si de manière consensuelle, la pluridisciplinarité est reconnue comme indispensable, la coopération entre les intervenants, elle, est essentielle. Pourtant cette coopération nécessite d'être pensée et analysée dans sa complexité, c'est-à-dire au point d'intersection entre les intérêts et les enjeux des agents à et pour cette pratique éducative, les moyens dont ils disposent pour sa mise en oeuvre, sa temporalité (hospitalisation de jour, moyen séjour, stage intensif), les lieux d'exercice (service hospitalier, pôle de santé, domicile du patient, etc.).

La coordination des parcours de vie appelle donc une exploration multidimensionnelle : sociologique, psychologique, philosophique, politique et anthropologique approfondie de toutes ces dimensions. Cet ouvrage tente d'apporter des éléments de compréhension en interrogeant, dans un même mouvement, les mécanismes implicites et explicites de la collaboration interprofessionnelle, les questions de l'inclusion sociale et scolaire, de l'éducation thérapeutique des jeunes en situation de handicap, ainsi que les transformations identitaires des acteurs qui coopèrent à la construction des parcours de vie.



**Le travail des coordonnateurs dans le champ social et éducatif : De quoi la fonction de coordination est-elle le symptôme ? / GAUFFER Christian  
Harmattan (L'), 2018, 120 p.**

Le fait de dédier la fonction de coordination à un poste spécifique est relativement nouveau au sein des institutions médicosociales. Auparavant la fonction de coordination était de la pleine responsabilité de la hiérarchie. Avons-nous changé de monde ? Que s'est-il passé pour arriver à ce changement de paradigme ? Est-ce un effet de mode ou une nécessité liée à la transformation du travail ? Ce livre élaboré à partir des observations d'une centaine de coordonnateurs propose une réflexion sur ces questions.



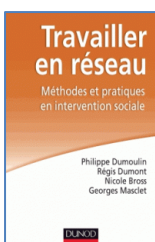
**La co-construction : une alternative managériale / FOUURIAT Michel  
Presses de l'EHESP, 2016, 193 p.**

Proche de la notion de participation, la co-construction renvoie à une question concrète : comment des acteurs ayant des intérêts ou des points de vue différents peuvent-ils élaborer un projet partagé ? Aujourd'hui, cette problématique intéresse particulièrement l'action sociale, la gouvernance des organisations, le développement territorial, la démocratie délibérative, la formation des adultes, les recherches collaboratives... Cet ouvrage répond ainsi à trois objectifs : il apporte une clarification conceptuelle, analyse la progressive reconnaissance de la co-construction dans le champ social et les raisons de l'engouement actuel pour cette problématique (même si les réalisations et les pratiques restent hésitantes), et, enfin, détaille les différents problèmes théoriques et méthodologiques au centre des démarches co-constructives.

**Guide d'appui à la structuration du premier accueil social inconditionnel de proximité  
Andass, Ministère des Affaires sociales et de la santé, 36 p.**

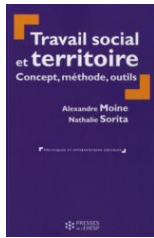
<http://www.unccas.org/premier-accueil-social-inconditionnel-parution-du-guide-pratique#>

Ce guide d'appui à la structuration du premier accueil social inconditionnel de proximité qui apporte des "éclairages sur le contenu, le rôle de chaque acteur, les outils" (modalités de gouvernance et de coordination des professionnels et des institutions impliqués, organisation pratique de l'accueil...). Ce guide "a vocation à être vivant, alimenté année par année par les expériences issues des territoires". Aussi sera-t-il mis en ligne et actualisable, notamment sur les sites Internet du ministère des Affaires sociales et de la Santé et de l'Assemblée des départements de France.



**Travailler en réseau : méthodes et pratiques en intervention sociale / DUMOULIN  
Philippe, DUMONT Régis, BROSS Nicole, MASCLET Georges  
Dunod, 2015, 269 p.**

La crise de sens qui touche la société se traduit à l'échelon du territoire par l'émergence de phénomènes sociaux et de situations problèmes de plus en plus massives et complexes. En confrontation directe avec les publics ciblés, les professionnels tentent d'exercer des missions aussi diverses que les institutions ou services qu'ils représentent. Parce qu'il reconnaît les potentiels des professionnels et des usagers, le réseau s'impose en force dans les esprits comme une sorte de panacée universelle susceptible de régler les difficultés liées aux problématiques nouvelles et à la nécessité de coordonner les actions entre partenaires. Sans succomber à ce mirage, les auteurs, à travers leurs expériences respectives, décrivent le réseau comme un outil d'intervention qui laisse une place importante à l'humain. « L'intervention de réseau », « le travail social de réseau », « les réseaux d'échanges de savoirs », « les réseaux professionnels » dans leur utilisation optimum sont des outils, certes différents, mais qui placent l'utilisateur ou le professionnel en position d'acteur capable de développer et de mobiliser des ressources pour trouver des solutions adaptées aux situations auxquelles il est confronté. Après une approche contextuelle autour de l'émergence des réseaux, les auteurs apportent des définitions de ces différentes formes organisationnelles illustrées par des exemples tirés de leurs expériences. Les conseils qu'ils apportent à la fin de chaque exposé font de cet ouvrage un véritable manuel pratique destinés à ceux qui veulent se familiariser et utiliser l'outil que constitue le réseau.



**Travail social et territoire. Concept, méthode, outils / MOINE Alexandre, SORITA Nathalie**  
**Presses de l'Ehesp, 2015, 252 p.**

Les territoires sont au cœur des politiques sociales. Mais que recouvre cette notion ? Fruit d'un dialogue entre géographes et professionnels de l'action sociale, entre théorie et pratique, ce livre en propose un nouvel éclairage à l'usage des travailleurs sociaux. Pluridisciplinaire, la notion de territoire se situe au croisement de la géographie, de la sociologie, des sciences politiques et sociales. À travers une synthèse théorique, les auteurs proposent des outils d'analyse et de diagnostic permettant d'appréhender la réalité complexe des territoires et de mieux penser le travail social. L'approche systémique est une démarche théorique, méthodologique et pratique, qui donne une grille de lecture capable de saisir la complexité du réel et d'en faire une base de connaissances au service du travail social, l'objectif étant de replacer le territoire au centre des pratiques. De nombreux exemples éclairent ce travail de conceptualisation soucieux d'apporter des réponses aux travailleurs sociaux dans leurs difficultés à appréhender l'espace géographique. Ce livre invite le lecteur à penser l'action à travers un regard de géographe, à ouvrir son champ de réflexion à la notion d'espace, à élargir sa vision du social et permet ainsi de repenser le travail social en déplaçant sa réflexion. Ouvrage de réflexion et manuel pratique, ce livre s'adresse aux travailleurs sociaux, aux apprenants et formateurs en travail social, aux cadres de l'action sociale et médico-sociale et plus largement aux acteurs institutionnels qui pilotent et/ou mettent en œuvre les politiques sociales.



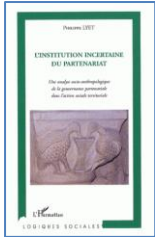
**Coordination et parcours : la dynamique du monde sanitaire, social et médico-social / BLOCH Marie-Aline, HENAUT Léonie**  
**Dunod, 2014, 315 p.**

L'accroissement du nombre de personnes âgées, handicapées ou atteintes de maladies chroniques, rend nécessaire le développement et la diversification des soins et des services, mais demande aussi une meilleure coordination des interventions. Pour lutter contre les différents cloisonnements du système de santé et d'aide, les pouvoirs publics, les professionnels et les associations de familles et d'usagers sont engagés dans un processus permanent d'innovation et de coopération à l'origine de la dynamique de l'ensemble du monde sanitaire, social et médico-social. Cet ouvrage retrace l'histoire de la structuration de la coordination en France dans plusieurs domaines d'intervention (gérontologie, santé mentale, handicap, cancer, maladies rares, accident cérébral), ainsi que l'apparition récente de la notion de parcours dans l'espace public. Il propose une analyse critique des politiques conduites en matière de coordination, et tente d'expliquer la persistance des dysfonctionnements observés. À partir d'enquêtes réalisées sur plusieurs territoires, les facteurs de succès pour la mise en place de dispositifs de coordination pérennes sont ensuite mis en évidence. L'innovation se révèle être le produit des interactions entre initiatives locales et directives nationales. Enfin, l'ouvrage propose une typologie des nouveaux professionnels de la coordination (gestionnaires de cas, pilotes, référents, médecins coordonnateurs, chargés de mission...) et souligne notamment le rôle clé joué par les cadres intermédiaires des organisations sanitaires, sociales et médico-sociales.



**Travailler ensemble, un défi pour le médicosocial. Complexité et altérité. / DEPAULIS Alain, NAVARRO Jean, KAHN Axel, CERVERA Gilles, 2013, 201 p.**

Le traitement et l'accompagnement des personnes vulnérables (enfants ou adultes handicapés, atteints de maladies chroniques, en état de dépendance ou socialement marginalisés) nécessitent les soins de services différents (médicaux, psychologiques ou sociaux), en principe complémentaires. L'expérience montre combien les acteurs concernés peinent à réaliser un ensemble cohérent qui préserve la spécificité de chacun. Comment travailler ensemble ? Comment éviter la dilution des différents discours dans la recherche d'un consensus synthétique ? Comment concevoir un projet commun au profit de la personne en souffrance ? Peut-on mettre sur le même plan l'intervention d'un médecin, celle d'un psychothérapeute ou celle d'un travailleur social ? Comment définir un cadre, avec ses règles, ses méthodes, ses outils, pour créer une véritable entité collective au service des usagers ?



**L'institution incertaine du partenariat - Une analyse socio-anthropologique de la gouvernance partenariale dans l'action sociale territoriale / LYET Philippe  
L'Harmattan, 2008, 237 p.**

L'injonction au partenariat dans l'action publique et sociale provoque chez les acteurs concernés des attitudes ambivalentes. Ils en reconnaissent la nécessité, en louent parfois la pertinence mais soulignent également les difficultés à faire travailler ensemble des professionnels d'origines diverses et à faire collaborer les institutions. Ces constats relativisent les discours actuels sur la gouvernance. Si les collaborations partenariales permettent des innovations intéressantes, un problème structurel se pose : celui de l'institution incertaine de ces partenariats qui se traduit par deux phénomènes liés : l'incertitude des institutions face aux partenariats et le déficit d'institué de ces collaborations qui les rend fragiles et ne permet pas la diffusion des pratiques. Cette recherche permet de prolonger le questionnement sur le déclin de l'institution, de proposer aux acteurs professionnels des pistes pratiques pour développer les partenariats et d'interroger cette stratégie de développement de l'action publique en suggérant de garder le meilleur des collaborations partenariales, de faire évoluer l'organisation institutionnelle de la puissance publique en France et de promouvoir une forme d'institution plus coopérative.

## **D / LE TRAVAIL SOCIAL A L'ÉPREUVE DE LA VIOLENCE**

**Comprendre et gérer la violence en institution médico-sociale : de la souffrance aux coups / BRIOUL Michel  
ESF, 2017, 172 p.**

Les structures médico-sociales sont de plus en plus souvent confrontées aux accès de violence des enfants, des adolescents et des adultes accueillis. Cette réalité n'est pas nouvelle, mais elle s'accroît avec les évolutions sociales et l'essor d'une population dont les troubles psychopathologiques, assortis de déficiences et carences éducatives, sont avérés. Les crises clastiques sont inhérentes aux souffrances des individus, à l'incapacité de gérer l'insupportable pression qui habite ces personnes en difficulté psychique, mentale ou sociale. Ces comportements, intolérables et traumatisants, laissent souvent les professionnels démunis, au sein d'institutions qui ne savent plus quelles ressources mobiliser. Que faire face à ces expressions qui sont à la fois symptomatiques d'une souffrance et délictueuses au regard de l'appartenance à la communauté humaine ? Comment les entendre au regard des pathologies sous-jacentes et les contenir, voire les réprimer au nom de la cohésion sociale ? Comment permettre aux équipes de mieux aborder ces situations au quotidien ? Quelles sont les attitudes pertinentes, les modalités d'accompagnement et de régulation les plus justes, les prises en charge pédagogiques, éducatives, sociales, légales et thérapeutiques les plus adaptées, vis-à-vis des auteurs de ces actes ? Les fondements de ces interrogations constituent la trame de cet ouvrage : en explorant d'abord la nature des violences, puis en les rapportant aux différents contextes psychologiques qui les génèrent, l'auteur nous aide à comprendre le sens de ces difficiles problématiques. C'est sur la base des réflexions ainsi développées, étayées par de nombreux exemples cliniques, qu'il propose enfin les réponses concrètes qui pourront leur être apportées.

**Contenir les manifestations agressives et les crises de violence quand la parole ne suffit plus  
Cahiers de l'actif (les), 01/2017, n° 488-489, 252 p.**

Face à l'hétérogénéité croissante des problématiques psychopathologiques posées par les publics accompagnés au sein des structures sociales et médico-sociales, les acteurs de terrain témoignent de plus en plus de leur malaise et de leurs difficultés à prévenir et à endiguer certaines situations et/ou "passages à l'acte" susceptibles de porter atteinte à l'intégrité physique et morale des uns et des autres. Dans ce cadre, comment est-il alors possible de faire face aux manifestations agressives et crises de violences, dès lors que l'énoncé des limites et que la parole censée contenir ne suffisent plus ? Comment se confronter à l'autre avec ses propres représentations et projections, tout en restant dans une posture professionnelle conforme aux attendus de la bientraitance ?

### **Violences verbales. Le poids des mots, le choc des émotions**

**Actualités sociales hebdomadaires, 31/03/2017, n° 3004, p. 36-39**

D'un côté, des travailleurs sociaux sont la cible de violences verbales de la part du public. De l'autre, des usagers peuvent se sentir agressés dans le cadre de la relation aidant-aidé. Pour prévenir et contrôler ces tensions, conscientes ou non, et qui peuvent aboutir à des attaques physiques, il importe de comprendre les mécanismes à l'œuvre et les situations qui les favorisent.

- Un IME soucieux de pacifier les relations

### **Violences dans le secteur sanitaire et social**

**Sociographe (le), 12/2016, n° 56, 144 p.**

Depuis quelques années des discours sur la violence dans le secteur sanitaire et social montent progressivement au point d'en devenir aujourd'hui l'une des préoccupations majeures pour ceux qui y interviennent. La mise en débat d'un texte législatif, le traitement médiatique d'un fait divers, la publication des résultats d'une étude, ou encore la médiatisation d'inquiétudes professionnelles, agissent comme de révélateurs. Les figures de l'utilisateur, du professionnel et de l'institution, prennent alors tour à tour celles des victimes de violences ou au contraire celles des auteurs, oscillant entre fantasmes et réalité, déni et stigmatisations, questionnements et accusations. Les discours sur les violences charrient un vocabulaire spécifique qui se diffuse dans les champs concernés en empruntant, plus ou moins rigoureusement, à des terminologies scientifiques ou en forgeant, pour la circonstance, des néologismes : bienveillance, bonnes pratiques, Humanité d'une part versus contentions, incasables, seuil d'agressivité, violence en creux d'autre part.

### **Gérer la violence des publics accueillis. Travail sous haute tension**

**Actualités sociales hebdomadaires, 16/09/2016, n° 47, p. 30-33**

La violence est-elle intrinsèque au travail social ? Des crachats aux coups portés, elle surgit régulièrement dans les ESMS, et souvent à l'encontre des professionnels. Avertissements, confrontations, méthodes de désamorçage, analyse... Différentes solutions sont mises en place par les managers.

### **Travail social : mieux appréhender les situations de violence**

**Gazette des communes, des départements, des régions (la), 11/01/2016, n° 2299, p. 32-34**

Prévention, formation, travail d'équipe, soutien de l'institution... Il existe différentes façons d'anticiper et de répondre aux situations de violence vécues par les travailleurs sociaux. Points de vue.

Points de vue : "Miser sur la prévention plutôt que sur la réponse sécuritaire" ; "L'institution doit faire corps avec le professionnel".

Le recours à la formation permet de mieux armer les professionnels face aux situations d'agressivité et de violence. Les échanges au sein de l'équipe jouent aussi un rôle important.

### **Actes du colloque - La violence a cœur de l'accompagnement social : mythe ou réalité ? 26 et 27 septembre 2016**

**Convention nationale des associations de protection de l'enfant, 2016, 133 p.**

<http://www.cnape.fr/files/news/1835.pdf>

Les 26 et 27 septembre derniers, la CNAPE organisait un colloque consacré à la question des violences dans le travail social. Cet événement a réuni plus de 200 personnes, dont des étudiants du travail social en formation initiale et des professionnels de l'ensemble du champ social et médico-social (professionnels de la protection de l'enfance, du champ du handicap, de la protection juridique des majeurs...). Afin de poursuivre la réflexion au sein de chaque institution, les actes complets de ces journées sont disponibles.

## **E / LE TRAVAIL EN ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE AU SERVICE DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL**

### **Protection de l'enfance - A la Bastide : les adolescents difficiles s'apaisent Travail Social Actualités, 03/2019, n° 100, p. 28-29**

À l'hôpital de Mont-de-Marsan, une unité thérapeutique et éducative dotée d'une équipe pluridisciplinaire est consacrée aux adolescents présentant des troubles psychiques, relevant le plus souvent de la protection de l'enfance.

### **Travail social et équipe pluridisciplinaire : impacts, enjeux et perspectives Revue française de service social, 2019, n° 272, p. 9-65**

- Analyse des pratiques pluridisciplinaires dans le travail social et médical
- \* Clinique pluridisciplinaire en travail social
- \* Pluri-, inter- ou trans- ? l'art de conjuguer les disciplines
- \* Faire équipe est-il préjudiciable au secret professionnel ?
- \* Mon diplôme universitaire en soins palliatifs comme terrain d'analyse aux conditions de la pluridisciplinarité
- Identités et fonctions en transdisciplinarité
- Témoignages et pratiques professionnelles
- \* Ensemble à l'Education nationale
- \* Faire équipe : une injonction ou désir ? Une machine à café ne fait pas le printemps
- L'assistant de service social de polyvalence : un chef...sans baguette, d'un orchestre...sans partition
- Assistante sociale interentreprises et travail en équipe pluridisciplinaire : quelle place pour quel rôle ?
- De l'utilité d'une équipe pluridisciplinaire

### **État des lieux de la mise en place de commissions pluridisciplinaires et pluri-institutionnelles d'examen de la situation des enfants confiés à l'ASE**

**Observatoire national de la protection de l'enfance, 04/2018, 23 p.**

[http://expertise.uniopss.asso.fr/resources/trco/pdfs/2018/F\\_mai\\_2018//Enquete\\_ONPE\\_AFA\\_Commissions\\_examen\\_situations\\_ASE\\_avril2018.pdf](http://expertise.uniopss.asso.fr/resources/trco/pdfs/2018/F_mai_2018//Enquete_ONPE_AFA_Commissions_examen_situations_ASE_avril2018.pdf)

Faisant suite à de nombreuses sollicitations des départements, prévue dans le protocole d'accord cadre entre le GIP Enfance en danger (Giped) et le GIP AFA, et convenue lors d'un bureau du Conseil national de la protection de l'enfance (CNPE), cette enquête par questionnaire, adressée à tous les départements, permet de présenter des résultats arrêtés au

7 novembre 2017 concernant les 79 départements répondants. Il est observé que la mise en place des commissions est en cours, que les situations des départements et les dynamiques sont mouvantes.

Trois dimensions sont à questionner à l'issue de cette enquête : la nécessaire clarification des notions de statut et de délaissement ; un besoin important de soutien des pratiques et d'accompagnement d'un changement de culture professionnelle ; l'importance des organisations et du portage politique pour ce faire.

### **Radicalisation violente. Réinventer les pratiques pour retisser le lien Actualités sociales hebdomadaires, 21/07/2017, n° 3020-3021, p. 26-29**

Avec la prévention de la « radicalisation djihadiste », les associations de travail social sont confrontées depuis peu à de nouveaux défis. Sollicitées par les préfetures, qui leur adressent des jeunes signalés par un entourage inquiet, elles élaborent des prises en charge pluridisciplinaires, avec les familles. Pour susciter l'adhésion et être efficaces, elles sont appelées à innover et à bousculer leurs pratiques.

- Au CAPRI, relancer la pensée

A Bordeaux, le Centre d'action et de prévention contre la radicalisation des individus a établi une typologie des 33 personnes prises en charge en 2016. Trois approches ciblées ont ainsi pu être définies.

## **Un groupe pluridisciplinaire de concertation au service de la prévention de la délinquance** **Résonances, 02/2017, n° 189, p. 3**

<https://poleressources95.org/resonance/ /publications/resonances.php>

Présentation d'une démarche collective et pluridisciplinaire, menée depuis bientôt dix ans par un groupe concertation pour un suivi individualisé de jeunes vulnérables en situation de primo/pré-délinquance, co-portée par la ville et le commissariat de Sarcelles

## **Un pôle pluridisciplinaire en appui des éducateurs**

**Direction(s), 09/2016, n° 145, p. 16-17**

Strasbourg. AU sein du dispositif Domie 2 qui suit des mineurs isolés étrangers de plus de 16 ans et des jeunes majeurs, l'association Pberholz a créé un pôle ressources. Des professionnels aux compétences variées qui épaulent leurs collègues éducateurs dans l'accompagnement de ce public.

## **F / ÉLABORATION DU PROJET INDIVIDUEL DANS L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL**

### **Assistante au projet de vie : un métier de l'inter-métiers**

**Gazette sante social (la), 10/2018, n° 155, p. 38-39**

Justine Pionnier est assistante au projet de vie au sein de l'association "TéCap21 Ardennes. Tous égaux et capables" Une fonction encore en expérimentation qui accompagne les familles des personnes en situation de handicap en tissant un réseau local de proximité.

### **"Être le maître d'ouvrage de son projet de vie"**

**Travail Social Actualités, 07/2018, n° 94, p. 6-7**

Depuis 2016, l'organisation d'employeurs Nexem pilote l'expérimentation du dispositif « Assistance au projet de vie ». L'objectif : permettre aux personnes en situation de handicap et à leur famille de reprendre en main leur destin, grâce à l'appui d'un professionnel. Les explications de Jacques Daniel, référent du projet à Nexem.

[https://nexem.fr/?mailpoet\\_router&endpoint=view\\_in\\_browser&action=view&data=WzlyMywwLDM4](https://nexem.fr/?mailpoet_router&endpoint=view_in_browser&action=view&data=WzlyMywwLDM4)

### **Liminalité, rites de passage et temporalité : trois notions au service d'un accompagnement social personnalisé / GOURGEON Charles**

**Cahiers de l'actif (les), 01/2018, n° 500-503, p. 347-362**

Avec la généralisation de la mise en œuvre du projet individualisé, l'accompagnement social s'inscrit désormais dans une logique de parcours rarement homogène. Comment le concept de liminalité peut-il aider les professionnels à mieux appréhender les phénomènes de ruptures ?

<http://www.editions-legislatives.fr/content/liminalit%C3%A9-rites-de-passage-et-temporalit%C3%A9>

### **Le projet personnalisé : une dynamique de parcours d'accompagnement (volet Ehpad)**

**Haute autorité de santé, 2018, 24 p.**

[https://www.has-sante.fr/portail/jcms/c\\_2873864/fr/le-projet-personnalise-une-dynamique-de-parcours-d-accompagnement-volet-ehpad](https://www.has-sante.fr/portail/jcms/c_2873864/fr/le-projet-personnalise-une-dynamique-de-parcours-d-accompagnement-volet-ehpad)

Le projet personnalisé est un outil de coordination visant à répondre à long terme aux besoins et attentes de la personne accueillie.

Dans la majorité des situations, les personnes accueillies sont en situation de vulnérabilité lors de leur rencontre avec l'ensemble des professionnels de l'Ehpad. Ces derniers doivent donc être à leur écoute pour rechercher, susciter et accompagner cette participation afin qu'elle soit effective.

Chaque personne accompagnée a des attentes et des besoins singuliers, que le professionnel s'emploie à intégrer dans le projet personnalisé. C'est une co-construction dynamique entre la personne (et/ou son représentant légal) et les professionnels. Cette démarche est un facteur-clé pour la réussite de l'élaboration du projet d'accompagnement et constitue la meilleure réponse que peuvent apporter les professionnels face au risque d'une approche standardisée, qui s'opposerait à l'objectif de personnalisation.

Cette fiche-repère rappelle aux professionnels les principes, les repères et les modalités pratiques pour associer étroitement les personnes, étape par étape, à la construction de leur projet, à sa mise en œuvre et enfin à son évaluation.



**Le projet de vie personnalisé des personnes âgées : Enjeux et méthode / VERCAUTEREN Richard, HERVY Bernard, SCHAFF Jean-Luc**  
**Eres, 2018, 175 p.**

Le travail avec le public nouveau que constituent les personnes âgées et très âgées, les écarts entre l'utilisation de concepts par les professionnels et leur perception par ces personnes âgées, génèrent des interrogations multiples. Pourquoi parler d'un projet personnalisé et non d'un projet individualisé comme c'était le cas précédemment ? Que signifie remettre la réalité et les vécus (des anciens et des professionnels) au cœur de l'intérêt que l'on porte aux personnes âgées ? Quelle place faire aux demandes exprimées personnellement par le sujet âgé ? Doit-on renoncer à utiliser les réponses standardisées aux besoins codifiés ? Quel sens donner à la notion d'accompagnement, trop souvent associée à des approches condescendantes, maternantes ou paternalistes ? Une nouvelle approche culturelle du travail pluridisciplinaire est-elle aujourd'hui nécessaire pour changer les pratiques, comme le demandent la loi 2002-2 et les nouvelles recherches de qualité dans les établissements et les structures d'aide à domicile ?

C'est tout ce questionnement qui a guidé les auteurs dans la rédaction de cet ouvrage à la fois conceptuel et concret. Ils ont croisé leurs connaissances et leurs expériences de sociologue, d'animateur et de cadre de santé afin d'analyser les éléments permettant de construire le projet de vie personnalisé, tant en établissement qu'à domicile. Ils contribuent ainsi à élaborer de nouveaux savoirs professionnels, théoriques, méthodologiques et pratiques, dont les bénéficiaires sont les personnes âgées.

**Le projet personnalisé, au plus près de l'utilisateur**  
**Direction(s), 11/2017, n° 158, p. 34-35**

Le projet personnalisé des personnes accueillies constitue le socle de l'accompagnement. Produit d'une coconstruction, il doit faire l'objet d'un suivi régulier et d'une mise à jour au moins annuelle.

**« Aider la personne à bâtir son projet de vie, sans agir à sa place »**  
**Actualités sociales hebdomadaires, 14/07/2017, n° 3019, p. 17**

Cinq associations expérimentent depuis 2016 l'intervention d'un « assistant au projet de vie » (APV) auprès de personnes handicapées et de leurs familles. Explications de Jacques Daniel, administrateur de l'organisation d'employeurs Nexem et référent de ce projet.  
<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01405157>

**Projet contre projet / JACQUET Loïc**  
**Actualités sociales hebdomadaires, 30/06/2017, n° 3017, p. 34-35**

Depuis quinze ans, le projet est devenu l'alpha et l'oméga de la prise en charge des usagers du secteur social et médico-social. Loïc Jacquet, éducateur spécialisé, formateur vacataire à l'IRTS Montrouge et auteur d'une « Histoire à tenir debout » (éd. L'Harmattan, 2016), s'interroge : doit-il être une projection vers l'avenir, une prise de risque, une aventure humaine ? ou un calcul rationnel, pragmatique, corseté ? Entre les versions « classique » et « contemporaine » du projet, à chacun de choisir.

**Du projet au parcours / BOUQUET Brigitte, JAEGER Marcel, DUBECHOT Patrick**  
**Vie sociale, 06/2017, n° 18, p. 7-210**

Porter attention aux parcours de vie signifie de les appréhender dans les points de rupture et de bifurcations, dans un déroulement temporel et dans les interactions des multiples dimensions. Après une approche conceptuelle de la notion de parcours, ce numéro de revue montre comment les nouvelles politiques publiques sont passées du projet au parcours. Puis les perspectives nouvelles concernant les parcours, bifurcations, conversions sont évoquées dans un enjeu de recherche, mais aussi dans l'exemple du processus de radicalisation qui affectent les personnes et impactent les organisations sociales.  
<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2017-2.htm>

## 4 / Pratiques professionnelles individuelles

### A/ L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PAR LA PROMOTION DES POTENTIELS

- Ouvrages

**Action sociale et empowerment / VALLERIE Bernard  
Université Grenoble Alpes, 2018, 77 p.**

Comment accompagner les personnes qui rencontrent des obstacles dans leur parcours de vie en évitant des impacts douloureux tels l'infantilisation ou la stigmatisation ? L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir propose aux intervenants sociaux un cadre d'analyse afin de créer des conditions qui permettent aux personnes de décider pour elles-mêmes. Il n'est plus question de projet "pour" mais de projet « avec » : c'est une dynamique d'affranchissement et non d'adaptation qui est impulsée, contribuant par là même au développement d'une plus grande justice sociale.

Cet ouvrage synthétique s'adresse en priorité aux intervenants sociaux et personnes qui souhaitent oeuvrer dans le champ du travail social mais aussi à quiconque s'intéresse au développement du vivre ensemble. Bernard Vallerie est actuellement enseignant-chercheur en sciences de l'éducation, après avoir exercé pendant 25 années en tant qu'éducateur spécialisé. Il est l'un des tout premiers à avoir élaboré et mis en oeuvre cette approche en France.



**Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectifs : une nouvelle approche de l'intervention sociale / JOUFFRAY Claire  
Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2018, 240 p.**

Les travailleurs sociaux sont au cœur d'une injonction paradoxale : rencontrer de plus en plus de personnes précaires (des publics nouveaux) avec de moins en moins de moyens pour les aider (baisse des budgets sociaux). Pour nombre d'entre eux, il en résulte un profond malaise qui peut aller jusqu'à l'épuisement et une remise en cause des postures et des pratiques

professionnelles.

L'approche centrée sur le Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectifs (DPA-PC) dont le principe consiste à « passer d'une situation d'impuissance à une situation où les acteurs concernés perçoivent des opportunités concrètes d'agir pour obtenir un changement auquel elles aspirent », développée dans la 1re édition, a permis aux acteurs de terrain de renouer avec les fondements du travail social et retrouver du sens à leur pratique.

À l'appui de huit expériences d'accompagnement, cette nouvelle édition montre comment des intervenants sociaux francophones (France, Belgique, Québec) se sont saisis de ce principe pour initier des pratiques différentes. Ils donnent ainsi à voir en quoi cette approche novatrice est venue interroger les fondamentaux du travail social, bousculer les postures professionnelles dans la pratique de l'intervention sociale (prévention, responsabilisation, engagement collectif et individuel, distance et participation...) et modifier les rapports de pouvoir entre intervenants et usagers.



**Empowerment. Le pouvoir d'agir des chefs de service en action sociale et médico-sociale / BERTRAND Eric, CARIAT Isabelle  
Dunod, 2017, 224 p.**

L'ouvrage explore et explicite le concept d'empowerment et répertorie les formes de « pouvoir d'agir » que les chefs de service vivent au sein des institutions et des équipes de direction :

- Il donne à comprendre ce qu'il produit et ce dont il est le fruit en termes de coopération, d'apprentissages collectifs, de compétences partagées et de co-construction entre les acteurs.
- Il identifie les formes de coopération existantes au sein des équipes de direction, entre chefs de service, directeurs, directeurs adjoints, mais également avec les directions générales et la gouvernance associative.
- Il met en débat le sentiment d'appartenance ou non du chef de service à l'équipe de direction.

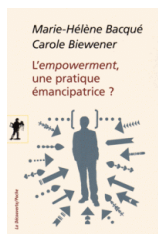
Ce manuel est l'aboutissement d'une coopération féconde entre chercheurs, consultants et professionnels du management dans les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux.



**Le lien d'accompagnement : entre don et contrat salarial / FUSTIER Paul  
Dunod, 2015, 249 p.**

Cet ouvrage éclaire les significations profondes du lien d'accompagnement. Pris entre deux pôles, le travail social comme le travail du soin oscillent entre don et service contractualisé. Cette ambivalence même concourt à la réussite de cette mission paradoxale : donner de soi à autrui et être payé pour le faire. L'auteur propose une conception du lien social et du lien social en crise qui autorise une analyse fine des effets de soin ou de changement psychologique que l'on peut attendre d'une relation d'accompagnement. La première partie

de l'ouvrage approfondit l'hypothèse selon laquelle la subjectivité du lien se constituerait à partir d'une interrogation de l'usager, désireux de savoir si les actes du praticien doivent être compris comme un don qui ferait "marque d'amour" ou comme la conséquence d'un contrat salarial déterminé par ailleurs. La deuxième partie traite de la "fabrication" de l'adulte, lorsque certaines pathologies du lien social mettent en échec le changement de position dans l'ordre des générations. La question du don et de la dette est alors au cœur du processus spécialisé d'éducation qui permet de reconstruire le lien social défaillant à partir d'un changement symbolique de génération. Trente cliniques de situations professionnelles contribuent à faire de ce livre une passionnante investigation au service de la réalité du travail éducatif et thérapeutique au sein des institutions sociales et psychiatriques.



**L'Empowerment : une pratique émancipatrice / BACQUE Marie-Hélène, BIEWENER Carole  
La découverte, 17/01/2013, 175 p.**

**La découverte, 17/01/2013, 175 p.**

"La notion d'empowerment ou "pouvoir d'agir" commence à se diffuser en France sans pour autant y trouver une traduction satisfaisante. Cet ouvrage propose une discussion critique de ses utilisations, du militantisme au management, tout en défendant l'acceptation émancipatrice du concept."

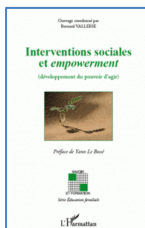


**Développement du pouvoir d'agir : une nouvelle approche de l'intervention sociale / JOUFFRAY Claire  
Presses de l'Ehesp, 2014, 232 p.**

**Presses de l'Ehesp, 2014, 232 p.**

Les travailleurs sociaux font actuellement face à des injonctions paradoxales : faire plus avec moins et faire « avec » les personnes tout en devant les inscrire dans des dispositifs préconstruits... Pour nombre d'entre eux, le malaise est profond, car ils ressentent que leurs actes ne portent plus les valeurs à l'origine de leur choix professionnel. L'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectifs (DPA) peut les

aider à redonner du sens à leur pratique. Plus qu'une traduction possible du concept d'empowerment, le DPA permet de produire du « pouvoir d'agir » par la mobilisation d'un ensemble de savoirs théoriques et pratiques : la construction du problème concret, le repérage des acteurs, de leurs enjeux et de leur contexte, l'implication des personnes concernées dans la définition des problèmes et des solutions, la conduite contextuelle de l'intervention et la démarche d'action conscientisante. Des professionnels francophones (France, Belgique, Québec) témoignent dans cet ouvrage des différentes pratiques qu'ils ont initiées, rompant avec la posture du travailleur social expert. Et les résultats sont là : leur mise en mouvement entraîne celle des personnes qu'ils accompagnent et a également une incidence structurelle, tant sur les établissements dans lesquels ils exercent qu'en termes d'engagement plus collectif. Ils disent ainsi renouer avec les fondements du travail social

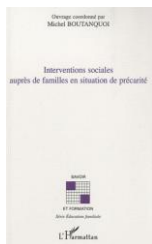


**Interventions sociales et empowerment (développement du pouvoir d'agir) / VALLERIE Bernard, LE BOSSE Yann, JOUFFRAY Claire, PORTAL Brigitte, BUENO CAZEJUST Martine  
L'Harmattan, 2012, 192 p.**

**L'Harmattan, 2012, 192 p.**

Cette analyse du développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités va ici se limiter au champ des interventions sociales. Dénonciation des pratiques standardisées, réflexion et action s'effectuant avec et non sur, prise en compte de la complexité des enjeux en présence, décentration des seules caractéristiques individuelles pour s'intéresser aux

composantes structurelles, constituent ainsi des repères pour les intervenants œuvrant dans la perspective d'une plus grande justice sociale.



**Interventions sociales auprès des familles en situation de précarité / BOUTANQUOI Michel ; BOUTIN Gérald ; THIERY Nathalie ; LACHARITE Carl ; MINARY Jean-Pierre ; BREUGNOT Pascale ; FABLET Dominique ; RURKA Anna**  
**L'Harmattan, 2011, 140 p.**

Travail avec les familles, soutien à la parentalité, voilà deux expressions familières dans le champ du travail social, tant sur le plan législatif et administratif que du point de vue des projets des équipes éducatives. Il n'en demeure pas moins nécessaire d'interroger ce que ces notions recouvrent. S'agit-il de changer les parents ou de modifier le regard des professionnels et des chercheurs en particulier sur les familles en situation de précarité ? Quelles sont les logiques à l'oeuvre : aide ou contrôle ? Les contributions rassemblées dans cet ouvrage cherchent à ouvrir la réflexion sur ce point. Il intéressera autant les professionnels que les chercheurs que ces questions mobilisent. Cet ouvrage s'adresse aux professionnels de l'intervention sociale et à tous ceux qui se destinent à l'exercice de ces métiers : assistants sociaux, éducateurs spécialisés...



**Réussir la protection de l'enfance avec les familles en précarité / RENOUX Marie-Cécile, NAVES Pierre, BOUCHET Paul**  
**Editions de l'Atelier, ATD Quart Monde, 2008, 249 p.**

En France, 110 000 enfants font aujourd'hui l'objet d'une mesure judiciaire de placement hors du foyer de leurs parents. Généralement trop peu accompagnée, cette mesure entraîne de fréquents traumatismes. Incontournable dans certaines situations, elle pourrait être évitée dans bien des cas. Comment sortir de cette logique qui, au nom de la « protection de l'enfant », conduit trop souvent - notamment dans les situations de grande pauvreté - à le priver de relations vitales avec ses parents ? C'est pourtant un droit reconnu par la Convention internationale des droits de l'enfant. S'appuyant sur un dialogue aussi bien avec des parents en grande pauvreté qu'avec des professionnels concernés et l'auteur, ce livre propose une alternative à la rupture des liens familiaux, fût-elle temporaire. Cette rupture s'effectue, la plupart du temps, dans un contexte de précarité ou d'exclusion sociale. On ne peut donc intervenir pour protéger les enfants sans en tenir compte et sans agir de concert avec les parents pour les épauler dans la réalisation de leurs projets familiaux. Relatant de nombreuses expériences où les Conseils généraux et les associations soutiennent enfants et parents afin d'éviter le placement, ce livre constitue un outil judicieux d'information et de formation, notamment pour les 200 000 professionnels qui travaillent dans le secteur de l'Aide sociale à l'enfance.

- **Articles**

**Pouvoir d'agir des usagers "Yes, they can !"**

**Actualités sociales hebdomadaires, 14/12/2018, n  3088, p. 26-30**

Impliquer, faire participer, autonomiser, libérer le potentiel, donner plus de possibilités d'action et de pouvoirs de décision aux personnes accompagnées, leur donner l'opportunité de mieux maîtriser leur vie... L'« empowerment », c'est-à-dire la capacité d'action des usagers, sera-t-il la prochaine révolution culturelle du secteur social et médico-social ?

<http://www.andadpa.fr/>

<https://solidarites-sante.gouv.fr/ministere/acteurs/instances-rattachees/haut-conseil-du-travail-social-hcts/rapports-et-publications-du-hcts/rapports/article/participation-des-personnes-accompagnees-aux-instances-de-gouvernance-et-a-la>

**Le premier accueil social inconditionnel de proximité : que nous disent les personnes accueillies et accompagnées**

**Dubasque.org, 04/10/2018**

<https://dubasque.org/2018/10/04/le-premier-accueil-social-inconditionnel-de-proximite-que-nous-disent-les-personnes-accueillies-et-accompagnees/>

Le Centre National de la Fonction Publique (CNFPT) a co-organisé mardi dernier à Angers une journée sur le premier accueil inconditionnel de proximité. L'occasion de faire le point sur ce qu'il représente aujourd'hui et les questions posées par cette forme d'accueil qui vise, rappelons-le, à lutter contre le non recours aux droits. Les organisateurs (DGCS, ANCCAS, ANDASS\*) ont eu la bonne idée d'ouvrir la journée en donnant en priorité la parole aux personnes concernées, celles qui vivent l'exclusion, qui ont eu un parcours de rue, ou encore des ruptures sociales et professionnelles importantes au point d'être à un moment ou à un autre exclues de leurs droits fondamentaux.

**Pouvoir d'agir et vieillissement : différenciations, limites et possibilités [DOSSIER] / BICKEL Jean-François, HUGENTOBLE Valérie**  
**Gérontologie et société, 10/2018, n° 157, p. 11-187**

Au sommaire :

- Libre propos : Défis du vieillissement et enjeux de santé publique - Stéphanie MONOD
- Demander (ou pas) l'aide à domicile au grand âge. L'agency des personnes âgées
- Le corps autonome des classes supérieures : expression d'un « pouvoir d'agir » ?
- Vulnérabilité et résilience chez les centenaires
- Convergences et différences jalonnant des parcours de bénévolat en soins palliatifs
- Citoyenneté politique et reconnaissance dans la vieillesse dépendante
- L'accompagnement citoyen pour l'intégration des aînés ayant un trouble mental
- Libre propos : Quand maximiser le pouvoir d'agir se retourne contre la personne vulnérable - Bertrand QUENTIN

<https://www.cairn.info/revue-gerontologie-et-societe-2018-3.htm>

**Vous avez dit participation ? Une vieille notion réinventée**  
**Revue française de service social, 2018, n° 2, p. 14-83**

- La nécessaire clarification de la notion de "participation"
- Regards croisés sur la participation des personnes accompagnées
- Les formations sociales à l'épreuve de la participation des personnes accompagnées

**Formations sociales. Apprendre des personnes accompagnées**  
**Actualités sociales hebdomadaires, 06/10/2017, n° 3028, p. 30-33**

Conduire les futurs travailleurs sociaux à dépasser les représentations et préjugés pour mieux agir avec les personnes accompagnées : c'est l'objectif d'écoles qui, en France comme à l'étranger, demandent à des usagers de participer à la formation initiale des professionnels. Des initiatives pour l'heure parcellaires et peu systématisées, mais qui tendent à converger.

- Réduire les écarts pour rééquilibrer les pouvoirs

[http://powerus.eu/wp-content/uploads/2017/08/ri\\_145\\_2017.1\\_morin\\_et\\_lambert1.pdf](http://powerus.eu/wp-content/uploads/2017/08/ri_145_2017.1_morin_et_lambert1.pdf)

**Pour des pratiques plus démocratiques du travail social / JOUFFRAY Claire**  
**Actualités sociales hebdomadaires, 01/09/2017, n° 3023, p. 26-27**

C'est presque devenu un slogan : il faut coconstruire la prise en charge avec les personnes accompagnées. Mais est-ce pour autant une réalité, s'interroge Claire Jouffray, formatrice retraitée, membre fondatrice de l'Association nationale pour le développement de l'approche DPA (développement du pouvoir d'agir) ? Selon elle, l'émergence de pratiques professionnelles réellement démocratiques ne sera possible que si les travailleurs sociaux acceptent une modification des rapports de pouvoir avec les usagers.

**Se coordonner pour exaucer les souhaits des résidents / COLOMB Noémie**  
**Direction(s), 02/2017, n° 150, p. 12-14**

Albertville (Savoie). Le complexe médico-social Le Chardon Bleu a recentré son organisation autour des attentes et des besoins des résidents handicapés psychiques afin de leur rendre le pouvoir d'agir. Principales nouveautés : un service de coordination des projets et des parcours, et des professionnels réorientés sur des missions d'empowerment.

**Injonction participative ou empowerment ? Les enjeux de la participation / CARREL Marion**  
**Politiques sociales, 2017, n° 124, p. 79-89**

La démocratie participative se résume bien souvent à de l'injonction participative : une offre institutionnelle descendante, qui ne cherche ni à repérer d'éventuels dysfonctionnements dans l'action publique, ni à lutter contre les inégalités en matière de citoyenneté. Elle s'avère dès lors contre-productive pour enrayer la crise démocratique, marquée par la défiance vis-à-vis des représentants. La participation citoyenne peut cependant constituer un levier efficace – et révolutionnaire – pour régénérer la démocratie, toujours en chantier. Sous certaines conditions, elle peut renouveler les politiques publiques sur un mode ascendant, stimuler l'interpellation des institutions et l'émancipation des personnes, en particulier les plus précaires et éloignées de la parole publique. Aujourd'hui, elle peut compter avec de nouveaux partenaires, les acteurs communautaires.

**De la participation au pouvoir d'agir / BOUQUET Brigitte, JAEGER Marcel  
Vie sociale, 2017, n° 19, 229 p.**

En raison de la loi et des évolutions sociales, la participation des personnes accompagnées se développe dans différentes instances, qu'elles soient de santé ou de lutte contre l'exclusion. Le plan d'action national en faveur du travail social fait de la participation l'une de ces quatre grandes priorités et précise que : « La participation des personnes doit être recherchée à toutes les étapes des politiques publiques : depuis leur élaboration, jusqu'à leur mise en œuvre et à leur évaluation ». Ce numéro s'intéresse à leur participation aux instances d'élaboration, ou à la mise en œuvre, d'une politique publique. Il interroge la pratique du développement du pouvoir d'agir qui a pour but la co-construction collective avec les personnes en difficultés ou en situation de handicap et nécessite un renouvellement de la pratique professionnelle.

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2017-3.htm>

## **B/ LE TRAVAILLEUR SOCIAL : L'ACCÈS AUX DROITS ET AUX SERVICES EN TRAVAIL SOCIAL**

- **Ouvrages**

**Evaluation du non-recours aux minima sociaux et aux soins des personnes en situation de précarité sociale**

**Odenore, 2016, 158 p.**

<https://odenore.msh-alpes.fr/content/evaluation-du-non-recours-aux-minima-sociaux-et-aux-soins-des-personnes-en-situation-de-pr>

**Rapport d'information sur l'évaluation des politiques publiques en faveur de l'accès aux droits sociaux / BIEMOURET Gisèle, COSTES Jean-Louis**

**Assemblée nationale, 10/2016, 368 p.**

<http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i4158.asp>

En 2013, la France comptait 8,6 millions de personnes sous le seuil de pauvreté et 4 millions d'allocataires de minima sociaux. Depuis 2008, la baisse de pouvoir d'achat frappe durement les plus pauvres (- 3,5 %). Dans ce contexte, quels résultats pour le volet « Accès aux droits » du Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale ? Ce rapport passe au crible les conditions d'accès aux minima sociaux contribuant à soutenir le revenu et à favoriser l'accès aux soins. Si l'action publique témoigne d'une louable prise de conscience sur le non-recours, elle pêche par un décalage entre ambitions et moyens, voire un certain cynisme quand l'absence de chiffres arrange tout le monde.



**Le non-recours aux politiques sociales / WARIN Philippe  
Presses Universitaires de Grenoble, 2016, 242 p.**

La question du non-recours aux prestations sociales figure sur de nombreux agendas politiques. En France, ce sont jusqu'à 60% de personnes qui n'ont pas recours à certaines prestations sociales. Il en va de même dans d'autres pays. Peu connu, ce phénomène touche pourtant les politiques sociales et les autres composantes de la protection sociale (Sécurité sociale, assurances privées et organismes de prévoyance, aide et action sociale).

Dans cet ouvrage, l'auteur établit un état des lieux de la question, à la fois sur le plan scientifique et sur le plan des politiques publiques. Il développe une synthèse des modèles d'analyse, et met en lumière l'importance du chiffrage du non-recours pour l'évaluation des facteurs d'échec et de réussite de l'action publique. Il en propose des explications, et questionne les ressorts du phénomène.

Il interroge en particulier le ciblage des politiques de lutte contre la pauvreté et la précarité. Ce dernier, entraînant une stigmatisation des personnes ciblées, pourrait-il conduire à un refus de recourir à l'aide publique ? Enfin, l'auteur explore une dernière piste, selon laquelle le non-recours manifesterait l'expression d'un désintérêt ou d'un désaccord pour l'offre publique. Le non-recours, un comportement politique ?



## **L'envers de la fraude sociale. Le scandale du non-recours aux droits sociaux / ODENORE, La Découverte, 2012, 210 p.**

Le discours sur la « fraude sociale » a marqué le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Prétendant sauver la protection sociale des assistés et des tricheurs, ce discours a répandu l'idée que les droits économiques et sociaux se méritent et a inoculé une suspicion à l'encontre de leurs bénéficiaires légitimes. En martelant l'idée que le système est « fraudogène », il a prétendu que les droits ne sont pas une obligation et que les prélèvements les finançant ne sont pas un devoir, à l'inverse des principes qui fondent le modèle social français. Or, pour être juste et acceptable, la lutte contre la fraude doit éviter l'amalgame et la division, et participer à une politique générale d'accès aux droits sociaux. Car si la fraude à l'ensemble des prestations sociales est estimée à 4 milliards d'euros par an, son envers, à savoir le « non-recours » à ces aides de la part des très nombreuses personnes qui y ont droit, est bien supérieur. Ainsi, chaque année, 5,7 milliards d'euros de revenu de solidarité active, 700 millions d'euros de couverture maladie universelle complémentaire, 378 millions d'euros d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, etc., ne sont pas versés à leurs destinataires. C'est ce que démontre et interroge cet ouvrage, exemples, faits et chiffres à l'appui. Pour le collectif d'auteurs réuni ici, le nouveau gouvernement doit s'occuper prioritairement du phénomène du non-recours, car ce qui n'est pas dépensé n'est en rien une économie. Cela signifie au contraire l'appauvrissement de bon nombre de ménages et la destruction de recettes pour la collectivité.

### • Articles

#### **Aides sociales - Le fléau du non-recours aux droits sociaux Actualités sociales hebdomadaires, 01/03/2019, n° 3100, p. 22-26**

Méconnaissance des droits, manque d'information, complexité des dispositifs et des démarches administratives, dématérialisation... Le non-recours aux prestations sociales représente plusieurs milliards d'euros non distribués tous les ans. Un fléau qui touche des publics déjà fragilisés socialement.

- Hélène-Sophie Mesnage, déléguée générale adjointe de l'UNCCAS / « Les CCAS sont directement concernés et impactés »

- Philippe Warin, co-fondateur de l'Odenore «Le non-recours n'est pas une critique du travail social»

<https://odenore.msh-alpes.fr>

<http://www.collectif-soif.fr>

#### **L'accès aux services publics dans les territoires ruraux. Enquête demandée par le Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale**

**Cour des comptes, 03/2019, 154 p.**

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/lacces-aux-services-publics-dans-les-territoires-ruraux>

L'offre de services dans les territoires en déclin démographique doit évoluer pour correspondre aux nouveaux besoins qui s'y manifestent, et ainsi permettre de garantir l'égal accès aux services publics sur l'ensemble du territoire, étant entendu que l'accès physique au service public ne garantit pas la qualité du service offert à l'utilisateur.

#### **CAF, Pôle emploi, impôts... le service public vient à la rencontre des usagers en camping-car / COURGNAUD DEL RY Martine**

**Gazette des communes, des départements, des régions (la), 25/02/2019, n° 2454, p. 44**

Deux agentes de la communauté de commune Thiérarche Sambre et Oise (Aisne) se déplacent sur tout le territoire afin d'aider les habitants à effectuer leurs démarches administratives. L'initiative a été récompensée par un "Prix territorial La Gazette - GMF".

#### **Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics Défenseur des droits, 01/2019, 71 p.**

<https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/rapport-demat-num-21.12.18.pdf>

Le présent rapport entend, à partir d'exemples concrets, alerter sur les risques et dérives que la transformation numérique des services publics induit. Il souhaite également, au travers de nombreuses recommandations, démontrer que ce processus, dès lors qu'il respecte les principes et les objectifs du service public, sans laisser personne de côté, peut être fondamentalement positif pour la qualité du service rendu aux usagers.

<https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/dp-rappdemat-16.01.19-num.pdf>

### **Ce que demande la non-demande**

#### **Autour du non-recours aux aides sociales / WARIN Philippe**

**lavedesidees.fr, 23/10/2018**

<https://lavedesidees.fr/Ce-que-demande-la-non-demande.html>

Le non-recours aux aides sociales peut prendre plusieurs formes et s'expliquer diversement ; mais elle traduit fondamentalement, selon Philippe Warin, une attente de justification adressées aux pouvoirs publics.

### **Mesurer le non-recours pour éviter de dépenser « un pognon de dingue » / WARIN Philippe**

**The Conversation, 05/07/2018**

<https://theconversation.com/mesurer-le-non-recours-pour-eviter-de-depenser-un-pognon-de-dingue-99250>

« Un pognon de dingue ». Les propos d'Emmanuel Macron sur le système social curatif ont choqué. Au-delà de l'indignation, ces propos doivent être pris dans leur globalité et discutés dans leur cohérence.

Il y a vingt ans, une grande loi fut promulguée en temps de cohabitation afin de lutter contre les exclusions. Cette loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions appelait dans son article 1er, l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics, les organismes de sécurité sociale à participer à l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux. Sa mise en œuvre signa « un retour en force de l'aide et de l'action sociales (autrement dit de l'assistance) ainsi que le passage progressif d'une protection sociale assise sur l'activité professionnelle à une protection sociale reposant sur la citoyenneté ».

Cette loi mobilisatrice eut la force de dépasser les clivages politiques en appelant déjà à plus de prévention et de responsabilisation, mais en garantissant les droits et un accompagnement pour les plus précaires.

### **Les invisibles de l'action publique : Enquête sur ces usagers qui décrochent [Dossier] / DHOQUOIS Anne, WARIN Philippe, WEIXLER Frédérique, HAZAN Adeline, TOUBON Jacques, MERLANT Philippe, LE BRAS David, MARTIN Emilie**

**Horizons publics, 07/2018, n° 4, p. 24-79**

Malgré les progrès technologiques, de nombreux usagers sont encore éloignés ou n'ont tout simplement pas accès aux services publics. Isolement géographique, manque d'information sur leurs droits, complexité des démarches administratives, situation d'exclusion sociale ou scolaire, difficulté face à la numérisation à marche forcée de la société, pauvreté... Qui sont les oubliés des services publics ? Comment lutter plus efficacement contre le décrochage d'une partie de la population ?

De l'action des centres communaux d'action sociale (CCAS) pour freiner le phénomène de non-recours aux droits aux maisons de services publics en première ligne pour accompagner les usagers, de la lutte contre le décrochage scolaire aux droits fondamentaux des prisonniers, de la fracture numérique au théâtre-forum, immersion aux côtés des invisibles.

### **Lutte contre le non-recours : 63 % des personnes pouvant bénéficier d'une prestation sociale y accèdent après un rendez-vous des droits**

**DREES - études et résultats, 04/2018, n° 1058, 6 p.**

<http://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/lutte-contre-le-non-recours-63-des-personnes-pouvant-beneficier-d-une>

Mis en place par les Caisses d'allocations familiales -depuis 2014, les rendez-vous des droits ont pour objectif d'améliorer l'information et l'accès aux droits sociaux. Dans le cadre d'une demande de revenu de solidarité active (RSA), ils permettent, le cas échéant, de parachever la demande de la personne et de l'informer sur ses droits connexes au RSA. Après un événement de vie difficile (décès, séparation, perte d'emploi, etc.), ils favorisent l'ouverture d'un droit à des prestations familiales, le plus souvent pour des familles monoparentales vulnérables. Enfin, ils peuvent accueillir d'autres personnes dont les parcours sont plus hétérogènes.

En moyenne, en mars 2016, 63 % des personnes informées qu'elles pouvaient bénéficier d'au moins un droit lors du rendez-vous en ont ouvert un dans les trois mois. Parmi l'ensemble des rendez-vous, quatre personnes sur dix ont ouvert un droit à la suite de l'entretien. C'est le cas de trois quarts de celles dont la demande de RSA était en cours d'instruction, d'un tiers de celles reçues après un événement difficile et de moins d'un quart des personnes dans d'autres situations. En revanche, pour une personne sur cinq, au moins une des démarches administratives évoquées pendant le rendez-vous n'a pas été poursuivie.



**La lutte contre le non-recours passe aussi par une mutuelle solidaire / CLEMENS Monique**  
**Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 19/03/2018, n° 2407, p. 46-47**

<http://archives.lagazettedescommunes.com/35418109/besancon-doubs-116-900-hab-la-lutte-contre-le-non-recours-passe-aussi-par-une-mutuelle-solidaire>

A Besançon, la mutuelle pour tous « Visa santé » permet au CCAS d'articuler une politique sociale en détectant les publics les plus éloignés de la couverture sociale.

La mutuelle s'adresse à un large public : aux personnes ne pouvant pas s'offrir de complémentaire santé mais aussi à tous les Bisontins et aux agents territoriaux.

Le CCAS a mis en place un numéro unique. Les travailleurs sociaux l'utilisent pour orienter vers la permanence de la mutuelle mais aussi vers d'autres services.

**Le non-recours aux droits sociaux / BORNAND Elvire**  
**Mondes sociaux, 03/2018**

<https://sms.hypotheses.org/11105>

Régulièrement dans l'actualité politique ou sociale surgissent des débats sur les vices de l'assistantat ou sur les problèmes causés par la « fraude sociale » des bénéficiaires de la protection sociale. Or depuis plusieurs années, des chercheurs en sciences humaines et sociales ainsi que des professionnels du secteur social ont mis en évidence l'existence de phénomènes significatifs de non-recours des bénéficiaires à leurs droits sociaux.

**La transition numérique, menace ou opportunité pour le recours aux droits sociaux ? Etude des usages de personnes âgées et de personnes en situation de précarité / CHABERT Laurane, VALATCHY Margot, DAVENNE Audrey, GRELLIE Hugo, LE MATH Quentin**  
**Université de Lille, 2018, 203 p.**

[https://www.resolis.org/upload/journal/annexe/2\\_20181207\\_mye\\_moire\\_la\\_transition\\_numye\\_rique\\_menace\\_ou\\_opportunitye\\_pour\\_le\\_recours\\_aux\\_droits\\_sociaux.pdf](https://www.resolis.org/upload/journal/annexe/2_20181207_mye_moire_la_transition_numye_rique_menace_ou_opportunitye_pour_le_recours_aux_droits_sociaux.pdf)

Etude des usages de personnes âgées et de personnes en situation de précarité en Région Hauts-De-France. Recherche-action commanditée par la DRJSCS des Hauts-de-France

**Accès aux droits et aux services et lutte contre le non-recours**

**Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, 2018, 34 p.**

<https://fncp-france.fr/wp-content/uploads/2018/03/rapp-4.pdf>

Concertation sur la pauvreté des enfants et des jeunes : les propositions du groupe de travail N°4

- le droit à des services publics efficaces
- le droit à un accueil de qualité pour tous
- le droit des adolescents à une vie épanouie

**Une lutte très organisée à l'échelle locale contre le non-recours aux droits / KAMMERER Mariette**  
**Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 18/12/2017, n° 2395-2396, p. 46-47**

Afin de favoriser l'accès de tous aux droits sociaux et de limiter les situations de non-recours, Grenoble met en œuvre des mesures issues d'une large concertation. A partir d'un diagnostic du non-recours, des groupes de travail thématiques composés d'acteurs institutionnels et associatifs ont effectué des propositions.

L'initiative vise les publics fragiles : personnes en difficulté avec l'écrit et le numérique, jeunes sans ressources, travailleurs pauvres, ayant des problèmes de santé ...

[https://odenore.msh-alpes.fr/documents/formation-action\\_-\\_rapport\\_final\\_-\\_odenore\\_-\\_aout\\_2016\\_0.pdf](https://odenore.msh-alpes.fr/documents/formation-action_-_rapport_final_-_odenore_-_aout_2016_0.pdf)

**A Amiens, un CCAS 3.0**

**Actualités sociales hebdomadaires, 01/12/2017, n° 3036, p. 31**

Faire des nouvelles technologies un levier d'amélioration de l'accès au droit, c'est le défi que veut relever la préfecture de la Somme, en lançant son plan numérique dans le domaine social.

Pour en savoir plus :

### Dossier documentaire



[Le non-recours aux droits et aux services : un enjeu de lutte contre les exclusions](#)

## 5 / Pratiques professionnelles collectives

---

### A / L'INTERVENTION SOCIALE D'INTÉRÊT COLLECTIF : ENJEUX ET MÉTHODES

**Oser l'ISIC. Pour un espace de liberté et de créativité. Expériences en direction d'un groupe de femmes sur la restauration de l'estime de soi et d'une communauté manouche sur l'inclusion sociale et la citoyenneté / KOWALCZUK Sylvie**

**Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2018, 137 p.**

Dans un contexte de restriction budgétaire et de suppression de postes, alors même que les situations d'exclusion des populations précaires augmentent et se complexifient, les professionnels de l'intervention sociale se trouvent limités dans leur exercice et peinent à valoriser leur rôle.

Ce livre relance donc le débat autour des méthodes d'actions sociales et éclaire le rôle essentiel de l'intervention sociale d'intérêt collectif (ISIC) et de ses effets positifs sur les personnes accompagnées. Basé sur l'expérience professionnelle de l'auteure et s'appuyant sur des études de cas (interventions auprès d'un groupe de femmes et d'une communauté manouche), il souligne l'efficacité de cette méthode « inspirante » dans l'accompagnement social (autonomie, capacité à agir) et la valorisation des professionnels (rôle, posture). Il montre également en quoi l'ISIC s'inscrit dans une démarche de liberté et de créativité dans les relations entre le travailleur social et la personne (co-construction, participation) et donne des orientations pratiques et concrètes pour mettre en œuvre cette méthode permettant d'accompagner au plus près les besoins de la personne.

#### **Rebondir grâce à l'estime de soi**

**Actualités sociales hebdomadaires, 06/10/2017, n° 3028, p. 36-37**

L'intervention sociale d'intérêt collectif (ISIC) est, dans la boîte à outils de l'assistante de service social, un mode d'intervention classique, bien que mal connu. Pour Sylvie Miaut-Kowalczuk, elle-même assistante sociale, cette coconstruction permet à l'usager de prendre appui sur le groupe, stimulant et sécurisant, pour développer son autonomie et ses capacités d'agir. Une pratique qui peut donner des résultats positifs en matière d'estime de soi.

**Intervention sociale collective. Le "développement communautaire" dans tous ses états**  
**Actualités sociales hebdomadaires, 07/10/2016, n° 2978, p. 32-35**

Au terme d'une recherche-action de trois ans, un rapport sur la « prise en compte de la dimension communautaire dans les interventions sociales collectives » tente de mieux comprendre ce qui favorise et freine le « développement communautaire ». L'occasion de réinterroger la notion de « communauté » dans l'intervention sociale.

- La "communauté" pour "aller vers"

<http://www.cnlaps.fr/SPLsC/seminaire-pour-la-promotion-de-l-intervention-sociale-communautaire>

**"Au Québec, l'intervention communautaire est une composante fondamentale du travail social"**  
**Actualités sociales hebdomadaires, 17/06/2016, n° 2965, p. 16-17**

L'intervention collective est inscrite depuis toujours dans le modèle social québécois. En France, en revanche, ce type d'approche peine à trouver sa place. Titulaire de la chaire de recherche du Canada en organisation communautaire, Denis Bourque détaille les modalités de l'intervention communautaire au Québec et pointe les différences entre nos deux pays.

<http://w4.uqo.ca/crcoc/>

**L'ISIC : des pratiques actuelles à l'intelligence collective**  
**Revue française de service social, 2015, n° 259, p. 8-123**

- Réflexions et références théoriques
- L'intervention sociale d'intérêt collectif en pratique : une production d'intelligence collective
- Quelle place pour l'intelligence collective dans le travail social ?

**L'intelligence collective au service de l'intérêt collectif / DUPUIS-HEPNER Nathalie**  
**Revue française de service social, 2015, n° 259**

Par sa nature même, le travail social est un laboratoire très riche d'expérimentation de l'intelligence collective. Dans la relation avec les usagers et avec les partenaires, et dans la relation entre travailleurs sociaux, s'élaborent le renforcement des connaissances et l'apprentissage mutuel. Structurer la démarche et les fruits de l'intelligence collective, c'est donner au service social des atouts pour co-construire et pérenniser les méthodologies les mieux adaptées aux besoins sociaux.

**L'intervention sociale d'intérêt collectif de la personne au territoire / ROBERTIS Cristina (de), ORSONI Marcelle, PASCAL Henri, ROMAGNAN Micheline**

**Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2014, 301 p.**

L'intervention sociale d'intérêt collectif (ISIC) est un enjeu de professionnalité pour le travail social. Complémentaire de l'intervention sociale d'aide à la personne (ISAP), elle relève, tout comme celle-ci, de la fonction de passeur qui est celle du travailleur social. Ce livre vise à promouvoir l'ISIC, à préciser ses fondements et définir les savoirs et savoir-faire inhérents à cette forme de travail social. La complémentarité entre approche individuelle et collective se traduit par une méthodologie qui articule différentes dimensions (petit groupe, grand groupe, territoire, développement social local), comme autant de dynamiques évolutives de plus en plus larges et complexes. Les auteurs prennent appui sur la pratique de travailleurs sociaux en exercice, afin d'alimenter la réflexion des professionnels et de proposer des outils aux étudiants. Cette deuxième édition mise à jour prend en compte les évolutions, liées aux réformes des formations et des politiques sociales, qui ont impacté le champ social.

**L'intervention sociale d'intérêt collectif : réflexions sur une dynamique de formation et de pratique**  
**Revue française de service social, 03/2013, n° n° 248, p. 8-119**

Extrait Editorial : La dénomination « intervention sociale d'intérêt collectif » (ISIC) est une spécificité bien française qui n'existe ni en Europe, ni dans les pays d'Amérique. Sous ce terme sont regroupées plusieurs formes d'intervention dont la connaissance a été rendue obligatoire avec la réforme du diplôme d'État d'assistant de service social (DEASS) en 2004. Cette méthodologie est nommée différemment en fonction des diplômes du travail social. Mais concrètement, neuf ans après la réforme du DEASS, qu'en est-il réellement de sa mise en oeuvre ? Les professionnels s'en sont-ils saisis ? Comment est-elle enseignée tant en DEASS à travers le dossier de pratiques professionnelles (DPP) ? La pratique des ASS diplômés depuis 2007 est-elle différente ? Y a-t-il plus d'ISIC sur le terrain ? Les employeurs soutiennent-ils cette forme d'intervention ?

**Développer et réussir l'intervention sociale d'intérêt collectif / Conseil Supérieur du Travail Social, DUBASQUE Didier, 2010, 330 p.**

Enjeu majeur pour le travail social et l'action sociale territorialisée, l'intervention sociale d'intérêt collectif (ISIC), complémentaire de l'intervention sociale d'aide à la personne, est aujourd'hui insuffisamment développée en France.

Laissant une large place à la parole des acteurs et aux expériences de terrain, le rapport examine les différentes dimensions de l'action collective et les obstacles à sa mise en oeuvre. A travers de multiples exemples, et au moyen de propositions concrètes élaborées à partir du quotidien des professionnels, les auteurs invitent l'ensemble des acteurs à investir ce mode d'intervention.

**B / CO-CONSTRUCTION AVEC LES USAGERS DANS LE CHAMP DES POLITIQUES SOCIALES : DE L'INTENTION À L'ACTION**

**Travail social - Les personnes accompagnées, partenaires de la formation**

**Travail Social Actualités, 04/2019, n° 101, p. 11-17**

En complément des savoirs académiques et pratiques, la formation des travailleurs sociaux doit désormais s'enrichir de savoirs expérientiels, délivrés par des personnes accompagnées. Ce chantier qui s'amorce interroge les pratiques des formateurs et des professionnels, ainsi que leur positionnement vis-à-vis des personnes qu'ils accompagnent.

- "Un changement profond à opérer", professeur émérite du Cnam à la chaire de Travail social et d'intervention sociale, membre du Haut Conseil du Travail Social.

<http://participation.unaforis.eu/>

**Éloge de la co-construction, une pratique de travail social à développer / DUBASQUE Didier  
Dubasque.org, 07/02/2019**

<https://dubasque.org/2019/02/07/elogue-de-la-co-construction/>

La participation des personnes aidées et accompagnées par les travailleurs sociaux reste trop souvent limitée à l'écoute et au recueil de leur simple avis ou de leurs expériences. Cette participation devrait plutôt se traduire par un véritable processus permettant la délégation de pouvoir et de prise de décision par la personne concernée. Car comme le disent certaines assistantes sociales « ce n'est pas à moi de décider mais bien à la personne qui vient demander de l'aide ». Nous n'avons pas choisi ni décider pour elles sauf dans certaines situations extrêmes qui relèvent de la protection.

**L'évaluation des politiques sociales, un exercice délicat / LAZAROVA Rouja**

**Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/02/2019, n° 2451, p. 30-26**

<https://www.lagazettedescommunes.com/604549/levaluation-des-politiques-sociales-un-exercice-delicat/>

Déterminer la pertinence, la cohérence, l'efficacité et l'utilité d'une politique publique, tels sont les objectifs de l'évaluation. Celle-ci consiste à identifier la stratégie, à collecter et à analyser les informations puis à émettre des préconisations.

Les bénéficiaires d'une politique sociale doivent être associés à son évaluation. Leur participation est primordiale. Mais cette évidence ne va pas sans entraves, tant il est difficile de recueillir la parole des personnes exclues et fragiles.

L'évaluation doit aboutir à une amélioration des dispositifs ou des politiques sociales. C'est là tout l'enjeu ! Ne pas laisser dormir les rapports dans un tiroir, mais faire en sorte que les élus s'en saisissent telle une opportunité menant au changement.

<http://www.sfe-asso.fr/sites/default/files/sfe-guide-elus.pdf>

<https://www.quadrant-conseil.fr/ressources/outils/glossaire.pdf>

**Développer le travail pair dans le champ de la veille sociale, de l'hébergement et du logement  
Fédération des acteurs de la solidarité, 11/2018, 80 p.**

<http://www.federationsolidarite.org/champs-d-action/travail-social/9448-publication-du-guide-travail-pair>

La Fédération des acteurs de la solidarité s'intéresse depuis quelques années au travail pair en tant que méthodologie d'intervention sociale innovante. L'intervenant social qu'est le travailleur pair a connu par le passé une situation a priori stigmatisante (exemple : parcours de rue). Ayant pris du recul sur son expérience, il la mobilise pour accompagner des personnes vivant une situation similaire.

### **Coconstruction et réseau, deux maîtres mots**

**Travail Social Actualités, 03/2018, n° 90, p. 28-29**

Convaincue du potentiel de chacun, l'Association logement pays d'Aix (Alpa) a mené en 2017 une expérimentation d'accompagnement social global qui mise sur la participation des personnes concernées. Financé par l'État, ce dispositif bouscule les frontières du travail social.

<http://alpa-asso.org/>

### **Bas-Rhin. L'engagement associatif au service de l'insertion des bénéficiaires du RSA**

**Gazette sante social (la), 01/2018, n° 147, p. 43-45**

Avec le dispositif "C'est des volontaires 67", le département du Bas-Rhin inscrit la participation sociale, culturelle et civique active à la société dans le parcours des bénéficiaires du RSA. Une démarche basée sur le volontariat qui vise d'abord à leur redonner confiance et s'appuie sur un partenariat avec les acteurs associatifs.

### **"De ne rien dire à oser parler...et pouvoir se faire entendre". / BILLON Sébastien, FRANCOIS Nathalie Cnam Pays de la Loire - ATD quart Monde, 2018, 86 p.**

[http://www.cnam-paysdelaloire.fr/medias/fichier/atd-ecrit-final\\_1490263652411-pdf?ID\\_FICHE=576127&INLINE=FALSE](http://www.cnam-paysdelaloire.fr/medias/fichier/atd-ecrit-final_1490263652411-pdf?ID_FICHE=576127&INLINE=FALSE)

- Avant-propos. Origine et objectif de la recherche page 1
- Partie I. Cadre et méthodologie du travail collaboratif page 7
- \* Les différents acteurs du Mouvement ATD Quart Monde page 7
- \* Le groupe local d'ATD Quart Monde page 13
- \* La mise en oeuvre du travail collaboratif, la méthodologie employée page 20
- Partie II. Faire alliance : du faire ensemble à l'agir ensemble page 24
- \* La construction de la relation alliés-militants page 25
- \* Le regard porté les uns sur les autres page 27
- \* Le groupe soutien à l'être soi page 41
- Partie III. Le projet d'une société riche de tous ses membres page 50
- \* De la reconnaissance au pouvoir d'agir page 50
- \* D'une expérience associative à la réalité du travail social page 55
- Conclusion page 69
- \* Vers une société fraternelle page

### **La participation des personnes ressources concernées aux formations de l'intervention sociale UNAFORIS, 2018, 56 p.**

<http://www.federationsolidarite.org/champs-d-action/travail-social/9310-sortie-du-guide-de-l%E2%80%99unaforis-pour-appuyer-la-participation-des-personnes-accompagn%C3%A9es-%C3%A0-la-formation-des-intervenants-sociaux>

L'objectif de ce projet était de rassembler les connaissances et les contributions de différents acteurs présents pour parvenir à la réalisation d'un guide pour favoriser la participation des personnes avec une expertise de vie à la formation des intervenants sociaux et plus largement des étudiants dans le champ de l'action sociale.

### **Les collectifs au secours du travail social / BOUQUET Brigitte, AVENEL Cyprien, BOURQUE Denis, DEUTSCH Claude, HALLEY DES FONTAINES Virginie**

**Vie sociale et traitements, 2017, n° 134, p. 13-84**

- L'action collective, un socle incontournable
- Le développement social et le travail social collectif : incantation magique ou orientation stratégique ?
- Partenariat et intervention collective : deux avenues de renouvellement du travail social
- Vous avez dit « santé communautaire » ?
- Les usagers contribuent à refonder le social
- Les gem : des collectifs qui n'ont pas dit leur dernier mot
- Le centre de santé des 3 Cités
- La Main à l'oreille, comme une étreinte au fond du cœur
- Un collectif de travailleurs sociaux, un squat social
- L'accueil des migrants, une alternative sociale solidaire

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2017-2.htm>

**Lorsque la recherche avec les personnes accompagnées en protection de l'enfance se confronte aux défis démocratiques / RURKA Anna, ROUSSEAU Patrick**

**Vie sociale, 12/2017, n° 20, p. 133-147**

Cet article discute les liens entre la participation des personnes accompagnées dans le champ de recherche en travail social et la participation civile au processus décisionnel à différents niveaux de la gouvernance. Ce domaine de la sphère publique est traversé par plusieurs tensions contradictoires qui influencent les politiques publiques et qui invitent les chercheurs à se positionner à travers les choix épistémologiques ou méthodologiques opérés. Il s'agira aussi de présenter un dispositif de recherche qui, étant confronté à des univers normatifs différents et aux configurations relationnelles changeantes, peut créer un espace délibératif contribuant à la démocratisation des connaissances produites.

**Participation des personnes accompagnées aux instances de gouvernance et à la formation des travailleurs sociaux**

**Haut conseil du travail social, 07/2017, 70 p.**

L'objet du rapport résultant de ce groupe de travail n'est pas la participation en général. Il porte spécifiquement sur la participation des personnes accompagnées aux instances « où s'élaborent ou se mettent en œuvre les politiques sociales dans lesquelles les personnes accompagnées devraient être représentées, mais ne le sont pas encore ou sont déjà représentées, mais dans des conditions ne répondant pas complètement à leurs attentes ». Il s'agit d'identifier ces instances et de « déterminer les modalités de participation les plus appropriées ».

**La participation des usagers, bénéficiaires ou citoyens : une question de démocratie, mais pas que..**

**Actes : actions et territoires du social, 06/2017, n° 479, p. 10-12**

Les CCAS qui ont commencé à développer la participation des personnes de diverses façons, vérifient que cela améliore le travail quotidien, l'efficacité des politiques publiques et bénéficie directement aux personnes elles-mêmes.

Au sommaire du dossier :

- Créer l'espace pour prendre la parole : l'Université du citoyen de Châteauroux (Indre)
- Des paroles aux actes : l'observatoire de Dijon (Côte d'Or)
- De citoyen à habitant et inversement, le pari du mixage café de Saint-Vérand (Isère)

**Droit des personnes handicapées psychiques. "Des usagers en santé mentale coproducteurs de la recherche"**

**Actualités sociales hebdomadaires, 31/03/2017, n° 3004, p. 42-43**

Des personnes en souffrance psychique sont allées interviewer des responsables politiques et institutionnels sur les retards dans la mise en œuvre de leurs droits. Elles participent à la recherche « action participative » engagée pour trois ans par Advocacy France et coordonnée par Isabelle Maillard.

**Hébergement-logement. Le travailleur pair, un "second regard" sur l'utilisateur**

**Actualités sociales hebdomadaires, 17/03/2017, n° 3002, p. 20-23**

Certaines associations, dans le secteur de l'hébergement et du logement, recrutent dans leurs équipes des travailleurs pairs. Si ces derniers se distinguent par leur connaissance des codes de la rue et par leur proximité avec les usagers, leur intégration dans les équipes soulève de nombreuses questions sur leur fonction et leur formation.

- En Belgique, des travailleurs pairs au sein des services publics : depuis 2004, des « experts du vécu » sont intégrés aux principaux services publics fédéraux belges pour faire le lien avec le public qui en est le plus éloigné.

**Protection de l'enfance et participation des parents / CHAPEAU Julie**

**Quart monde, 03/2017, n° 241, p. 38-42**

La politique française de la protection de l'enfance est passée progressivement d'une vision hygiéniste à une injonction tendant à imposer la participation des parents aux politiques dont ils sont les destinataires. Cela ne va pas sans questionner les nouvelles pratiques à mettre en œuvre pour réussir ce passage vers une autre citoyenneté des parents.

## La participation des usagers dans les politiques sociales / AVENEL Cyprien, Institut National des Etudes Territoriales

Direction générale de la cohésion sociale, 09/2016, 97 p.

[http://inet/sites/default/files/inet\\_rapport\\_administrateurs\\_territoriaux.pdf](http://inet/sites/default/files/inet_rapport_administrateurs_territoriaux.pdf)

A partir de quatre collectivités d'étude : le département du Nord, la ville de Lille, le département du Val-de-Marne et la ville de Créteil, six élèves administrateurs de la promotion Hannah Arendt donnent des clés de compréhension sur les conditions de la participation des citoyens aux politiques relatives à la protection de l'enfance, aux personnes en situation de handicap, aux personnes âgées, à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Après avoir rappelé les concepts sociologiques de la participation publique, fait une analyse historique de celle-ci en France et détaillé des exemples dans d'autres pays, ils analysent les conditions de réussite et les écueils à éviter pour associer les citoyens aux politiques sociales.

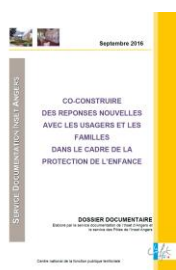
### "Multiplier les formations coconstruites" avec les "usagers"

Actualités sociales hebdomadaires, 09/09/2016, n° 2974, p. 15

Du 2 au 8 septembre s'est déroulé à l'Institut régional du travail social (IRTS) Hauts-de-France (site métropole lilloise) un module de formation intitulé « Accompagner les personnes en situation de précarité et d'exclusion », dont l'originalité est d'avoir été coconstruit avec des personnes accompagnées et accueillies. Raoul Dubois, délégué du CCRPA (conseil consultatif régional des personnes accueillies et accompagnées) Nord- Pas-de-Calais et membre du comité d'organisation de la formation, revient sur cette initiative.

Pour en savoir plus :

Dossier documentaire



[Co-construire des réponses nouvelles avec les usagers dans le cadre de la protection de l'enfance](#)

## C / DE L'ANALYSE DES BESOINS SOCIAUX AU PROJET SOCIAL DE TERRITOIRE

### Saint-Martin-d'Hères : l'ABS cible le vieillissement de la population

Actes : actions et territoires du social, 12/2018, n° 493, p. 22

Piloté par le CCAS, l'Analyse des besoins sociaux portant sur le public âgé de plus de 75 ans a associé la majorité des acteurs de la ville.

### Besoins sociaux : l'analyse passe par l'interco

Gazette sante social (la), 09/2018, n° 154, p. 32-34

Photographie, état des lieux, diagnostic, baromètre, il existe de multiples façons et raisons de réaliser une analyse des besoins sociaux. Mais à l'heure où la compétence sociale est de plus en plus portée par les CIAS, les ABS s'envisagent plus fréquemment à l'échelle communautaire. Un exercice bien différent.

**Une commune sur six a réalisé une analyse des besoins sociaux sur son territoire**  
**DREES - études et résultats, 09/2018, n° 1078, 2 p.**

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/etudes-et-resultats/article/une-commune-sur-six-a-realise-une-analyse-des-besoins-sociaux-sur-son>

Fin 2014, près d'une commune sur six a déjà réalisé une analyse des besoins sociaux (ABS) sur son territoire. Cet exercice, qui repose en partie sur l'observation des caractéristiques de la population pouvant relever de l'aide sociale, est moins répandu dans les petites communes que dans les grandes : 11 % des communes de moins de 1 500 habitants l'ont mis en oeuvre contre 76 % de celles de plus de 30 000 habitants. Les analyses des besoins sociaux réalisées en 2014 ou avant couvrent ainsi un peu plus de la moitié de la population française. Parmi les communes ayant réalisé une ABS, une sur cinq l'a renouvelée tous les ans, la moitié ne l'a pas reconduite chaque année et un tiers n'en a fait qu'une seule. Les grandes et moyennes communes se tournent davantage vers des prestataires extérieurs que les petites communes qui internalisent complètement leur ABS.

**L'analyse des besoins sociaux. Guide d'aide à la réalisation - 2019**

**Union nationale des centres communaux d'action sociale, 2018, 26 p.**

Obligation légale des CCAS/CIAS depuis le décret du 6 mai 1995, l'analyse des besoins sociaux (ABS) est une démarche clé pour coordonner dans de bonnes conditions les politiques sociales territoriales. Principes généraux et stratégiques, cadre réglementaire, méthodologie et repères sur la collecte de données, cette nouvelle édition du Guide d'aide à la réalisation de l'ABS synthétise les analyses et préconisations de l'UNCCAS, en se nourrissant de retours de terrain.

[https://www.unccas.org/l-analyse-des-besoins-sociaux-abs#.W\\_PNqx-Ny70](https://www.unccas.org/l-analyse-des-besoins-sociaux-abs#.W_PNqx-Ny70)

## **Projet social de territoire**

**Enjeux et outils du pilotage multi partenarial de l'action sociale territoriale : le cas du Gers / COLLINET OURTHE Mathilde, CELIER Jean-François, ORTEGA René**

**Horizons publics, 05/2018, n° Hors-série, p. 6-13**

Département très rural, avec une population relativement âgée, disposant de faibles ressources, le Gers est confronté à des enjeux sociaux en mutation. Pour améliorer les modes de pilotage de la politique sociale locale, déployer de nouveaux outils et aborder la question du projet social de territoire sur un temps long, une recherche action a été menée sur le territoire du Gers. Retour d'expérience et premiers enseignements.

**Nous, cadres de l'action sociale...en projet(s) - Actes des 41èmes Rencontres de l'ANCCAS - 6 au 8 juin 2018 - St Raphaël**

**ANCCAS, 2018, 48 p.**

[http://anccas.fr/wp-content/uploads/2018/10/ANCCAS\\_42es\\_1OCT\\_2018\\_LIGHT.pdf](http://anccas.fr/wp-content/uploads/2018/10/ANCCAS_42es_1OCT_2018_LIGHT.pdf)

- Vous avez dit territoire ? De quoi le territoire est-il le nom ? Martin VANIER
  - Géographe, Professeur à l'École d'Urbanisme de Paris, Consultant, Grand Témoin
  - L'action sociale au cœur des projets de territoire : comment imposer la question sociale dans les dynamiques pilotées par d'autres ? Vincent AUBELLE  
Professeur associé des universités-Département génie urbain-  
Université Paris-Est - Marne-la-Vallée
  - Vers un marketing de la question sociale comme un inconditionnel des projets de territoire ?  
Le design des politiques publiques à l'épreuve de l'action sociale : une opportunité de transformation à l'échelle territoriale, Pauline SCHERER
  - Sociologue intervenante, LERIS (Laboratoire d'études et de recherche sur l'intervention sociale) et 27 e Région
  - Et demain quelle action sociale de proximité ? Claire MARTINEAU, Stéphane ROCHON - Étèves administrateurs à l'INET, Promotion Nina Simone
- Restitution de l'étude "État des lieux et prospective sur l'organisation territoriale de la République en matière d'action sociale" réalisée par 5 élèves administrateurs territoriaux de l'INET à la demande de l'ANCCAS et de l'ANDASS



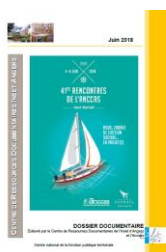
## Politiques publiques - Le social en mode projet Gazette-sante-social.fr, 01/09/2017

Par souci d'innovation et de proximité grandissante avec les citoyens ou en raison de contraintes budgétaires, les collectivités sont de plus en plus nombreuses à découvrir les vertus du décloisonnement. Des méthodes qui s'intéressent plus aux bénéficiaires qu'aux institutions et qui bouleversent les façons de faire. Transversalité, décloisonnement, agilité, conduite du changement, mode projet, ces nouvelles façons d'agir, impliquant à la fois les services entre eux, mais aussi les habitants et l'ensemble des parties prenantes (associations, entreprises) se répandent de plus en plus. Plusieurs raisons l'expliquent. Les collectivités doivent faire aujourd'hui mieux avec moins de ressources, d'où la nécessité de faire appel à toutes les compétences possibles.

[http://www.gazette-sante-social.fr/40893/le-social-en-mode-projet?utm\\_source=flash-info-gss&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=flash-info-01-09-2017](http://www.gazette-sante-social.fr/40893/le-social-en-mode-projet?utm_source=flash-info-gss&utm_medium=email&utm_campaign=flash-info-01-09-2017)

Pour en savoir plus :

Dossier documentaire



[Nous, cadres de l'action sociale...en projets\(s\)](#)

## 6 / Autres ressources utiles

---

- Sites

Ministère des Affaires Sociales, de la Santé et des Droits des Femmes

<http://social-sante.gouv.fr/>

OASIS

<http://www.travail-social.com/>

Le Social

<http://www.lesocial.fr/>

- Vidéo

#1 Le travail social, parlons-en !

Fédération des acteurs de la solidarité - Sciences Po, 03/2019

<https://www.youtube.com/watch?v=67wgsqs24Oc&t=12s>

Campagne de valorisation du travail social en France réalisée par des étudiantes de Sciences Po en partenariat avec la Fédération des acteurs de la solidarité

### Dossier documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex  
[www.cnfpt.fr](http://www.cnfpt.fr)

Directeur de publication : **Marion Leroux**, Directrice

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Amandine Robin, Nathalie Robichon, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2019 CNFPT/ INSET D'ANGERS